



19 Criminalité et droit pénal

Version du 15 décembre 2022

Statistique policière de la criminalité (SPC)

Aide à la saisie SPC V07.11 et catalogue des caractères V06.00



Informations

Le présent document vise à aider les autorités de la police cantonale dans la saisie des données pour la statistique policière de la criminalité (SPC) en expliquant les directives fondamentales pour la saisie et les difficultés souvent rencontrées en la matière. Il offre ensuite aux chercheurs et à d'autres personnes intéressées une vue d'ensemble des caractères/variables considérés par la SPC et leurs propriétés. Sur le lien suivant, vous trouverez des informations supplémentaires sur la statistique policière de la criminalité (SPC) et pourrez en particulier télécharger les documents de base www.pks.bfs.admin.ch.

Team SPC

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS
Division Santé et affaires sociales GS
Section Criminalité et droit pénal CRIME

Espace de l'Europe 10, CH-2010 Neuchâtel
Tel. +41(0) 58 463 62 40

pks@bfs.admin.ch



VERSIONS

AIDE À LA SAISIE (MODIFICATIONS DANS LES VERSIONS À PARTIR DE 2009)

Version	Date	Modifications
V03.00	juillet 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Termes modifiés Victime ► lésé Auteur présumé ► prévenu Extrémisme ► Motivations extrêmes - nouveau: directive pour la saisie de personnes identiques avec plusieurs rôles (p. ex. contre-plaintes) - nouveau: chapitre Violence domestique
V04.00	avril 2013	<ul style="list-style-type: none"> - Définition complétée du vol avec effraction: également si des casiers sont forcés dans un vestiaire - Suppression des catégories de vol selon la LCR - nouveau: chapitre Catégories d'escroquerie - nouveau: procédure de saisie des motivations extrêmes - Suppression provisoire du chapitre Arme d'ordonnance - nouveau: chapitre Phishing - nouveau: chapitre Skimming - nouveau: chapitre Cyberbullying - Modification du catalogue des infractions de violence domestique (supprimé: 114, 117, 125, 128, 175, 192; ajouté: 118 ch. 2, 124, 129, 136, 179^{septies})
V05.01 - V05.04	mars 2014 - janvier 2015	<ul style="list-style-type: none"> - nouveau: règle de saisie Vol de véhicule - Compléments apportés au chapitre Concours - Distinction cas bénin – cas grave LStup complétée avec cannabis - Modification des catégories LStup: importation, exportation et passage en transit ► contrebande - Modification du chapitre Criminalité sur Internet ► dans pédocriminalité sur Internet - nouveau: chapitre Hacking - nouveau: chapitre Cash Trapping - Remaniement du chapitre Arme d'ordonnance - Élargissement de la définition de Stalking - Élargissement de la définition d'hooliganisme - Modification de la saisie des infractions en matière de Phishing - Modification dans le catalogue des infractions en matière de violence domestique (ajouté: 181a) - Modification de la règle de saisie Lieu de l'infraction sur un parcours «de – à»
V06.00	janvier 2017	<ul style="list-style-type: none"> - nouveau: chapitre Élucidation - Complément apporté au chapitre Vol au niveau des codes basés sur la subdivision en alinéas de l'article de loi consacré au vol



		<ul style="list-style-type: none"> - nouveau: chapitre concernant la combinaison d'infractions relatives aux vols par effraction et par introduction clandestine - Complément apporté au chapitre Escroquerie au niveau des codes basés sur la subdivision en alinéas de l'article de loi consacré à l'escroquerie - Complément apporté à la règle de comptage 4 (plainte retirée) - Nouvel article LStup dans la catégorie Trafic - nouveau: chapitre Lois fédérales annexes - supprimé: chapitre Pédocriminalité sur Internet - supprimé: chapitre Cyberbullying - supprimé: chapitre Hacking - supprimé: chapitre Phishing - nouveau: chapitre Cybercriminalité - Modification du catalogue des infractions relative à la saisie obligatoire des modes opératoires (ajoutés: 143, 143^{bis}, 144^{bis}, 146, 147, 156, 157, 173, 174, 177, 179^{quater}, 179^{septies}, 179^{novies}, 180, 181, 187, 197, 198, 239, 251, 261^{bis}, 305^{bis}).
--	--	---

CATALOGUE DES CARACTÈRES (MODIFICATIONS DANS LES VERSIONS À PARTIR DE 2009)

Version	Date	Modifications
V05.02	mars 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Déplacement de la variable de filtre du niveau de l'affaire à celui de l'infraction
-	-	
V05.03	Juillet 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Ajouts de deux nouveaux caractères (Localité ou NPA et abréviation de l'identification du dernier collaborateur responsable) - Variable Responsable élargie de 5 à 15 positions - Termes modifiés Victime ► lésé Auteur présumé ► prévenu

AIDE À LA SAISIE ET CATALOGUE DES CARACTÈRES

L'aide à la saisie et le catalogue des caractères ont été réunis en juillet 2020. Il n'y aura désormais qu'un seul document.

Version	Date	Modifications
Aide à la saisie V07.00 et Catalogue des caractères V06.00	Juillet 2020	<ul style="list-style-type: none"> - Ajouté à la règle de comptage 2: Violence et menace contre les autorités et les fonctionnaires exercées par une foule ameutée (art. 285 ch. 2) - Modification du catalogue des infractions relatives à la saisie obligatoire des modes opératoires (ajouté: 160, 175, 179^{septies}) - Modification du catalogue des infractions relative à la saisie obligatoire de l'endroit de l'infraction (ajouté: 118



		<p>ch. 2, 123, 124, 126, 127, 129, 133, 134, 136, vol par introduction clandestine, 156, 173, 174, 177, 179^{septies}, 180, 181, 181a, 185, 193, 198, 260^{bis}, 285.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Remaniement du chapitre Cybercriminalité - Supprimé dans les catégories de vol: vol au préjudice d'un colocataire - Nouveau: exemple pour le vol à l'étalage dans des caisses de self scanning (règle de comptage 3) - Remaniement des catégories LEI (changement des codes LEtr en codes LEI) - Remaniement des catégories LStup (nouveaux codes LStup en raison de l'harmonisation des codes RIPOL-VOSTRA) - Définition plus précise de la règle de comptage 3 (multiple) - Loi sur les armes retirées des lois fédérales annexes - Supprimé: introduction du catalogue des caractères - Suppression de la saisie du type d'arme lors d'un suicide - L'instrument de l'infraction n'est plus pertinent pour caractériser la délinquance sur Internet (nouveau: Cybercriminalité) - Supprimé: chapitre nomenclature LStup - Nouveau: annexe 3 – récapitulation des règles de saisie selon les articles CP - Adapté: description du phénomène du stalking - Adapté: description du phénomène de l'hooliganisme - Cgfr retiré du caractère Degré d'organisation - Suppression de l'information relative à des dispositions aggravant ou atténuant la peine (codes) - Supprimé: remarque pour ABI dans le caractère Véhicule - Supprimé: information relative à la valeur mineure dans le caractère Valeur de l'objet - Modifié: la relation prévenu-lésé doit être enregistrée par infraction et non par affaire - Les mesures sont rapportées aux prévenus ou lésés selon le nouveau schéma de transmission des données (norme eCH-0051). Dans le catalogue des caractères, elles font maintenant partie du bloc «Personnes». - Afin que la valeur «0000» ne soit pas considérée comme Minuit, même s'il s'agit d'une valeur par défaut, il faut indiquer le début et la fin de la commission de l'infraction. La saisie des données doit donc être en adéquation avec les exemples décrits.
Aide à la saisie V07.10 et Catalogue des caractères V06.00	Décembre 2020	<ul style="list-style-type: none"> - Modification des infractions à la LStup selon l'harmonisation des codes entre VOSTRA et RIPOL et les décisions prises par le groupe de travail statistique (GTST) de la SPC. - Nouveau: Chapitre 2.13 Discrimination et incitation à la haine (art. 261^{bis} CP) - Nouveau: Annexe 4



Aide à la saisie V07.11 et Catalogue des caractères V06.00	Décembre 2022	<ul style="list-style-type: none">- LStup: concours imparfait lors de saisie de substances de quantités diverses (cas bénin et grave)- Cybercriminalité: lieu de l'infraction et schéma d'aide à la saisie- Règle de saisie lorsqu'un véhicule est dérobé dans le cadre d'un vol par effraction ou par introduction clandestine- Complément de l'annexe 3: homicide par négligence et lésions corporelles par négligence en lien avec une infraction à la LCR- Suppression de la règle spéciale: non-respect de l'obligation d'annonce en vertu de l'OLCP dans l'annexe 4- Adaptation lors d'amendes d'ordre (LStup) dans l'annexe 4- Suppression de la règle de saisie spéciale: si à l'art. 187 on saisit Internet comme instrument de l'infraction, cette saisie vaut aussi pour l'endroit de l'infraction dans le catalogue des caractères- Adaptation du caractère statut de séjour (RESSTATUS) dans le catalogue des caractères- Mise à jour des valeurs d'orientation (annexe 4)
---	------------------	---

Table de matières

Versions	3
Aide à la saisie (modifications dans les versions à partir de 2009)	3
Catalogue des caractères (modifications dans les versions à partir de 2009)	4
Aide à la saisie et catalogue des caractères	4
1 Définitions	2
1.1 Modèle de données	2
1.2 Affaire	2
1.3 Infraction	3
1.4 Événement	4
1.5 Personnes	4
1.5.1 Prévenu	4
1.5.2 Lésé	5
1.5.3 Personne physique et personne morale	5
1.5.4 Personne identique avec plusieurs rôles.....	6
1.5.5 Définition de l'identité	7
1.6 Élucidation	7
2 Code pénal	8
2.1 Règles de comptage.....	8
2.1.1 Règle N° 1: Considérer toutes les infractions d'un même cas.....	8
2.1.2 Règle N° 2: Compter le nombre d'actes punissables.....	8
2.1.3 Règle N° 3: Remarque «multiple»	9
2.1.4 Règle N° 4: Facteur de comptage «zéro».....	10
2.2 Concours	11
2.2.1 Concours idéal	11
2.2.2 Concours imparfait.....	12
2.2.3 Tableau de concours	13
2.3 Lieu de l'infraction	20
2.4 Catégories de vols (sans LCR).....	21
2.5 Combinaisons d'infractions relatives aux vols par effraction, par introduction clandestine et par effraction de véhicule	23
2.5.1 Principe général.....	23
2.5.2 Infraction tentée	23
2.6 Catégories d'escroquerie	24
2.7 Violence domestique.....	26
2.8 Cybercriminalité.....	27
2.8.1 Spécificités de saisie	27
2.8.2 Contrôles de plausibilité par l'OFS	32
2.9 Modes opératoires sélectionnés	33
2.9.1 Stalking.....	33
2.9.2 Hooliganisme	34
2.9.3 Happy-Slapping	36
2.9.4 Cash-Trapping.....	36
2.9.5 Skimming	36
2.9.6 Vandalisme	37
2.10 Motivations extrêmes	37

2.11	Morsure de chien	38
2.12	Arme d'ordonnance	38
2.13	Discrimination et incitation à la haine (art. 261 ^{bis} CP).....	38
3	Loi sur les étrangers et l'intégration (LEI)	41
3.1	Infractions	41
3.2	Lieu de commission de l'infraction	42
3.3	Mode de comptage.....	42
4	Loi sur les stupéfiants (LStup).....	44
4.1	Infractions	44
4.2	Saisie de drogue / confiscation de drogue.....	47
4.3	Quantité de drogue et unité de quantité	48
4.4	Lieux de commission de l'infraction	48
4.5	Mode de comptage.....	48
4.6	Distinction cas bénin (délit) – cas grave (crime)	49
5	Lois fédérales annexes	52
6	Événements SPC non punissables.....	53
1	Annexe 1: Catalogue des caractères	56
1.1	Introduction.....	56
1.2	Catalogue des caractères	56
1.3	Caractères relatifs à l'affaire	59
1.4	Caractères relatifs à l'infraction	62
1.5	Caractères relatifs à l'événement.....	70
1.6	Caractères relatifs aux objets de l'infraction	70
1.7	Caractères relatifs aux stupéfiants.....	71
1.8	Caractères relatifs aux personnes	72
1.9	Caractère relatif à la relation entre la personne lésée et la personne prévenue	78
1.10	Caractères facultatifs et obligatoires	79
	Annexe 2: Nomenclatures	83
1.1	Remarque préliminaire	83
1.2	La liste des quartiers	83
1.3	La liste des communes	83
1.4	La liste des quartiers.....	83
1.5	Répertoire des états	83
1.6	Les codes des états et des territoires.....	83
1.7	Nomenclature des infractions	84
	Annexe 3: récapitulation des règles de saisie selon les articles du CP	85
	Annexe 4: Valeurs d'orientation SPC	101
1.1	Introduction.....	101
1.2	Valeurs d'orientation	101
1.2.1	Obligatoire.....	101
1.2.2	Facultatif	101
1.2.3	Rejeté.....	102
1.2.4	Non pertinent pour la SPC ³⁵	102
1.3	Import et contrôle des données de la SPC	103
1.4	Lois	104

1.4.1	Code pénal (CP)	104
1.4.2	Loi fédérale sur les stupéfiants (LStup)	108
1.4.3	Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI)	109
1.4.4	Loi fédérale sur la circulation routière (LCR)	110

1 DÉFINITIONS

1.1 MODÈLE DE DONNÉES

Le modèle de données se compose de plusieurs unités de base ou entités (affaires, infractions, événements, personnes [prévenus et lésés] etc.) pour lesquelles un certain nombre de caractères sont relevés (p. ex. infraction, lieu de l'acte, endroit, instrument de l'infraction, etc.; sexe, date de naissance, domicile, etc.). Les différentes unités présentent certaines dépendances: p. ex. une affaire comporte un événement et/ou contient au moins une infraction. Les unités de base et les caractères ainsi que leurs relations sont présentés graphiquement dans Figure 1 et peuvent être décrits comme suit:

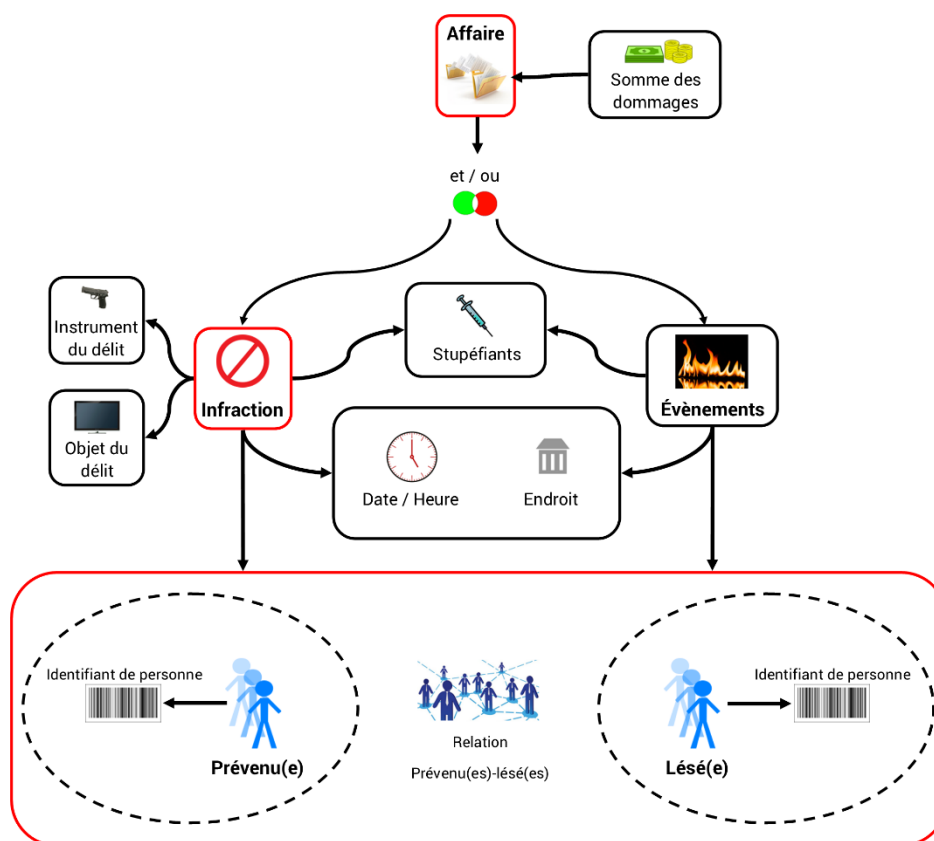


Figure 1: Modèle de données simplifié

Les unités de base sont décrites de manière détaillée plus loin dans le guide.

1.2 AFFAIRE

Une «affaire» représente la **totalité des infractions à l'intérieur d'une plainte ou d'un acte d'enquête**, les infractions de l'affaire présentant un lien relation spatio-temporelle ou matériel étroit.

Une affaire comporte un [événement](#) (chapitre 1.4) et/ou au moins une [infraction](#) (chapitre 1.3), mais pas nécessairement un [prévenu](#) (chapitre 1.5.1) ou un [lésé](#) (chapitre 1.5.2).

Toutes les affaires sont identifiables par un [numéro](#) univoque attribué dans les systèmes cantonaux d'informations policières (p. ex. SG202003000001347»).

Une affaire ne peut être transmise qu'en tant qu'unité complète. Elle peut être complètement mutée ou supprimée. Cependant les suppressions automatiques dues à la prescription légale ne sont pas pertinentes d'un point de vue statistique.

Les cas de mesures policières (p. ex. expulsion, garde à vue policière) peuvent être transmis s'ils sont liés à un résultat intéressant pour la SPC ou s'ils sont touchés par des infractions.

1.3 INFRACTION

Une infraction est un **acte punissable en vertu du code pénal ou d'une disposition pénale figurant dans les lois fédérales annexes**. Le terme d'acte utilisé par la SPC est ainsi orienté sur l'article de loi concerné (p. ex. homicide, participation à une rixe, gestion déloyale, etc.). Sont comptés les actes punissables clairement délimités indépendamment du nombre de personnes lésées (ces dernières étant évaluées séparément).

EXEMPLES: vol, entrée illégale, rixe, consommation de substances illégales etc.

Toutes les infractions peuvent être attribuées de manière univoque à une affaire (chapitre 1.1).

Pour saisir une infraction, il faut obligatoirement relever les indications suivantes:

- [Commune](#) (commune politique en Suisse ou code «inconnu»)
- [Dernière date](#)
- [Facteur de comptage](#)
- [Mention «multiple»](#)
- [Tentative](#)

Une infraction est enregistrée conformément à la nomenclature des infractions de RIPOL.

Les infractions peuvent présenter un lien avec un ou plusieurs prévenus, mais aussi être enregistrées sans qu'il n'y ait de personne prévenue. Elles peuvent se référer à un ou plusieurs lésés et sont localisées au moyen de la liste des communes.

Pour les infractions relevant du deuxième titre du code pénal («Infractions contre le patrimoine»), on peut enregistrer plusieurs objets de l'infraction. Pour celles relevant de la loi sur les stupéfiants, on peut enregistrer plusieurs substances (avec les indications de quantité et unités correspondantes).

Enfin, les infractions peuvent aussi être attribuées à plusieurs modes opératoires (modus operandi), lieux de l'infraction et/ou instruments de l'infraction. Les infractions ne doivent pas nécessairement être attribuées à une personne prévenue ou lésée.

1.4 ÉVÉNEMENT

Un événement SPC est défini comme une affaire intéressant la police criminelle mais ne pouvant pas être qualifiée d'infraction (codes d'événement, voir chapitre 6). Il occasionne une enquête policière.

EXEMPLES: Suicide, accident, explosion

Les événements peuvent être saisis aussi bien au niveau de l'affaire qu'au niveau de l'infraction. Pour décrire un événement, les indications suivantes sont en tout cas nécessaires:

- [Commune](#) (commune politique en Suisse ou code «inconnu»)
- [Dernière date](#)

Les événements peuvent aussi être attribués à des personnes lésées (chapitre 1.5.2) ou à des personnes prévenues (chapitre 1.5.1), ces termes ne devant ici pas être compris au sens du droit pénal. Les indications sur le quartier où l'événement a eu lieu font p. ex. partie des autres caractères d'un événement.

Une liste de tous les événements SPC non punissables figure au chapitre 6.

1.5 PERSONNES

L'unité de base «Personnes» comprend des prévenus et des lésés, lesquels peuvent être des personnes physiques ou morales.

Les infractions peuvent être saisies en principe sans indications relatives à des personnes prévenues ou lésés. À l'inverse, plusieurs prévenus ou lésés peuvent être enregistrés pour une seule infraction.

1.5.1 Prévenu

On entend par **prévenu** toute personne qui, dans une dénonciation, une plainte ou, par une autorité pénale, dans un acte de procédure, est soupçonnée, prévenue ou accusée d'une infraction.

Sont également considérés comme des prévenus

- les instigateurs (art. 24 CP),
- les coauteurs ainsi que
- les complices (art. 25 CP).

La qualification d'une personne est ici axée sur l'état actuel de la connaissance de la police et ne dit rien sur le déroulement à venir d'une possible procédure pénale: la personne prévenue peut aussi changer de qualification au cours de la procédure.

Lors de la saisie de personnes prévenues, il faut absolument indiquer certains caractères comme

- le prénom et le nom¹,
- la [date de naissance](#),
- le [lieu de naissance](#) et
- le [sexe](#).

Sont exceptés les prévenus qui refusent de donner leur identité ou dont l'identité ne peut être communiquée.

Un prévenu ne peut être enregistré qu'en rapport avec l'infraction qui lui est reprochée.

Des *informations sur des prévenus* peuvent être enregistrées même si les affaires concernées remontent à plusieurs années, pour autant que les infractions ne soient pas frappées de prescription et que les données s'y rapportant n'aient pas déjà été effacées.

Un prévenu est assorti d'un identificateur anonymisé et formé d'après des règles. Cet identificateur est entièrement anonymisé dans le cadre de la banque des données de l'OFS.

La découverte d'une fausse identité ou de changement dans les données personnelles conduit à une nouvelle transmission de toutes les *informations relatives au prévenu*, pour toutes les affaires se trouvant encore dans le système d'informations de la police et impliquant cette personne.

Il ne faut pas enregistrer comme prévenus les **personnes interrogées ou ayant fourni des informations** (art. 178 ss CPP) dans le cadre d'une affaire et sur lesquelles pas ou plus de soupçon ne pèse du point de vue policier et qui cependant sont annoncées aux autorités d'instruction.

1.5.2 Lésé

Est considérée comme lésé, toute personne physique ou morale qui, d'après ses propres indications, les déclarations d'un tiers témoin ou l'enquête policière, est lésée dans ses droits (intégrité corporelle, psychique, sociale, économique ou autres) par un acte illicite.

Les indications relatives au lésé sont nécessaires, mais pas celles relatives au plaignant.

Les données relatives aux lésés sont enregistrées pour toutes les infractions contre la personne (titre CP: Infraction contre la vie et l'intégrité corporelle (en particulier la violence domestique), contre l'honneur, contre la liberté, contre l'intégrité sexuelle et contre la famille).

1.5.3 Personne physique et personne morale

Les caractères suivants sont enregistrés pour décrire les **personnes physiques** prévenues:

- [Abréviation du nom](#) (selon des règles)

¹ Les noms et les prénoms sont saisis dans le système d'informations policières. Une abréviation du nom est transmise à l'OFS. Elle sert uniquement à l'identification de la personne pour la comparaison des données personnelles et elle n'est plus visible dans la banque de données SPC.

- [Sexe](#)
- [Date de naissance](#)
- [Lieu de naissance](#) (pour les Suisses: le canton, pour les étrangers: l'État)
- [Nationalité / lieu d'origine](#) (pour les Suisses: canton d'origine, pour les étrangers: citoyenneté)
- [Statut de séjour](#) (pour les étrangers)
- [Lieu effectif de résidence](#) (au moment de la commission de l'infraction)
- [Date de l'élucidation](#)

Des **personnes morales** (au sens de l'art. 52 ss CC) peuvent aussi être lésées ou prévenues.

Les caractères suivants sont enregistrés pour décrire la personne morale *prévenue*:

- [Nom de l'entreprise](#)
- [Emplacement de la personne morale](#) (au moment de la commission de l'infraction)
- [Date de l'élucidation](#)

Pour les personnes morales, on utilise le nom de l'entreprise comme identificateur.

1.5.4 Personne identique avec plusieurs rôles

Si la personne prévenue porte à son tour plainte contre la personne lésée (contre-plainte), cette dernière est saisie dans la même affaire. Les personnes concernées sont enregistrées une fois en tant que personne lésée et une fois en tant que personne prévenue. Selon le système d'informations policières (p. ex. ABI), la relation entre la personne prévenue et la personne lésée doit être saisie soit une fois, soit plusieurs fois.

EXEMPLE: Lors d'une violente dispute, un père et son fils en viennent aux mains. Les deux sont blessés. 2x lésions corporelles simples (le père et le fils sont tous deux aussi bien prévenus que lésés)²

Une personne peut avoir plusieurs rôles (prévenu ou lésé) dans une même affaire.

EXEMPLES: Une personne X participe avec huit autres personnes à une rixe. Elle est gravement blessée par les personnes Y et Z.
9x participation à une rixe (personne X et 8 autres personnes = prévenus)
2x lésions corporelles graves (personne X = lésé; personnes Y, Z = prévenus)

Une mère et sa fille sortent d'un bar. Une inconnue s'en prend à la fille et la blesse. La mère intervient et gifle l'inconnue.

1x lésions corporelles simples (fille = lésée; inconnue = prévenue)
1x voies de fait (inconnue = lésée; mère = prévenue)

Attention: La relation mère-fille ne doit pas être saisie car elle n'est pas pertinente du point de vue des infractions commises (les masques de relations concernent l'infraction et non pas la

² Voir catalogue des caractères: [Relation lésé - prévenu](#).

relation effective existante entre les personnes impliquées dans une affaire)². Les liens établis par le système d'informations policières doivent faire l'objet d'une vérification et être supprimés si nécessaire.

1.5.5 Définition de l'identité

L'identité d'une personne physique est connue, si les autorités de police disposent au moins des indications suivantes: nom, prénom(s), date de naissance, lieu de naissance et sexe de la personne. Les codes «inconnu» peuvent être utilisés dans des cas particuliers, à l'exception des nom et prénom(s).

Seule l'identité connue est transmise à l'OFS pour élucider une infraction.

Tableau 1: Schéma pour déterminer l'identité d'une personne.

Présence physique	Situation	Identité	Transmission à l'OFS – infraction élucidée
Non	Faux nom plausible ou fantaisiste	Connue	Oui
		Inconnue	Non, car on ne sait pas qui est recherché
	Usurpation d'identité	Connue	Oui
		Inconnue	Non, car on ne sait pas qui est recherché
	Identification biométrique ou visuelle	Connue	Oui
		Inconnue	Non, car on ne sait pas qui est recherché
Oui	Refus de décliner son identité	Inconnue	Oui, l'infraction est élucidée. Les informations relatives à l'identité sont transmises au moyen du code «inconnue»

1.6 ÉLUCIDATION

Une infraction est considérée comme élucidée lorsque du point de vue policier au moins une personne a pu être identifiée comme l'auteur. S'il s'agit d'un groupe de personnes prévenues, l'infraction est considérée comme élucidée si au moins une de ces dernières a été trouvée. Cette personne apparaît comme prévenu dans la SPC.

Le statut «élucidé» se réfère à l'infraction et non à l'affaire. Si une affaire comporte plusieurs infractions, il faut indiquer pour chacune de ces dernières si des prévenus ont été trouvés et si l'infraction concernée peut être considérée comme élucidée ou non.

2 CODE PÉNAL

2.1 RÈGLES DE COMPTAGE

Les règles de comptage suivantes se réfèrent à des infractions au *code pénal*. Pour les règles de comptage concernant des infractions à la [LEI](#)- (chapitre 3.3) et à la [LStup](#) (chapitre 4.5), il est renvoyé aux chapitres correspondants.

2.1.1 Règle No 1: Considérer toutes les infractions d'un même cas

Il convient en principe de saisir (sauf dans certains [concours](#)) toutes les infractions d'une affaire (voir catalogue des caractères: [Facteur de comptage](#)).

EXEMPLES: Une personne est menacée et frappée.

1x Menace et 1x voies de fait

Vol par effraction dans une maison individuelle

1x Vol par effraction, 1x Dommages à la propriété, 1x Violation de domicile

Attention: Parfois une infraction est déjà couverte par une autres, plus grave (voir chapitre [concours](#)).

2.1.2 Règle No 2: Compter le nombre d'actes punissables³

Si plusieurs personnes à l'intérieur d'un cas sont lésées dans *un acte*, le facteur de comptage est de 1. Si ces personnes sont lésées dans des actes distincts, il faut introduire le facteur de comptage correspondant. On parle d'actes distincts lorsque, après une infraction, l'auteur a la possibilité de renoncer à en perpétrer d'autres ou de décider de faire de nouveaux lésés.



En cas de rixe (art. 133 CP), d'agression (art. 134 CP), d'émeute (art. 260 CP), d'organisation criminelle (art. 260^{ter} CP), de violence ou de menace contre les autorités et les fonctionnaires lorsque l'infraction a été commise par une foule ameutée (art. 285, ch. 2 CP), la seule participation est considérée comme une infraction. C'est pourquoi il faut compter le nombre de participations (nombre de prévenus identifiés). Les participants non identifiés ne sont pas pris en compte.

EXEMPLES: Exemples pour des infractions *individuelles*:

Une personne menace un groupe de 5 personnes.

1x Menace

Une personne vole 3 valises appartenant à différentes personnes dans une voiture.

1x Vol dans/hors un véhicule

³ Voir catalogue de caractères: [Facteur de comptage](#).

Une maison de plusieurs appartements est incendiée. Plusieurs propriétaires sont touchés.
1x Incendie intentionnel

Exemples pour des infractions à compter *plusieurs fois*:

Une personne gifle deux personnes à la suite.
2x Voies de fait

Deux personnes giflent chacune deux personnes à la suite.
4x Voies de fait

Un démarcheur fait du porte-à-porte et tente de vendre de faux tapis d'Orient. À 4 reprises, il convainc des personnes de lui en acheter.
4x Escroquerie

Plusieurs jeunes se défoulent et rayent, les unes après les autres, 6 voitures se trouvant en bord de route. Les voitures appartiennent chacune à des propriétaires différents.
6x Dommages à la propriété

Quatre personnes prennent part à une rixe.
4x Participation à une rixe

Attention: Dans le cas des vols de véhicules – et uniquement dans ce cas –, on tiendra compte du fait que le prévenu aurait pu s'arrêter avant de voler le deuxième véhicule et l'on comptabilisera chaque acte; le facteur de comptage correspondra ainsi au nombre de véhicules volés.

Un voleur charge cinq vélos dans une camionnette et s'en va avec.
5x Vol de véhicule

2.1.3 Règle No 3: Remarque «multiple»⁴

Dans les cas où le même lésé est blessé plusieurs fois par le même auteur, de la même manière, à des moments différents, sans qu'une plainte spécifique soit déposée ou qu'un rapport séparé ne soit établi, il faut utiliser la mention «multiple» et le facteur de comptage doit généralement être saisi à 1 ou plus. La mention «multiple» remplace ainsi le facteur de comptage précis. La collectivité vaut ici comme une et même personne lésée.

La mention «multiple» ne peut pas être utilisée pour considérer plusieurs lésés ou plusieurs prévenus.

⁴ Voir catalogue de critères: [Mention «multiple»](#).

EXEMPLES: Une personne se fait voler sa carte bancaire (étape 1). Le voleur retire ensuite de l'argent avec la carte à 5 endroits différents (étape 2).

1x vol (étape 1), 1x utilisation frauduleuse d'un ordinateur («multiple») (étape 2)

Une personne enregistre sur une assez longue période uniquement une partie de ses achats au self-scanning dans *différentes* filiales de la même chaîne d'achat.

Une affaire est saisie pour chaque filiale:

1 x vol à l'étalage par filiale («multiple»)

Une personne enregistre sur une assez longue période uniquement une partie de ses achats au self-scanning dans la *même* filiale.

1 x vol à l'étalage («multiple»)

Une personne est arrêtée car elle a été prise en flagrant délit d'exhibitionnisme sur une passerelle. Durant l'enquête, il se révèle qu'elle avait déjà agi ainsi (à l'encontre d'un cercle de personnes indéfini) auparavant à plusieurs reprises.

1x exhibitionnisme («multiple»)

Trois garçons sont attouchés sexuellement par leur entraîneur sportif qui a abusé de sa position dominante. L'entraîneur sera dénoncé seulement après une certaine période.

3x actes d'ordre sexuel avec des enfants («multiple») et

3x contrainte sexuelle («multiple»)

2.1.4 Règle No 4: Facteur de comptage «zéro»⁵

Lorsqu'une infraction est saisie dans le système d'information policière, mais qu'elle ne doit pas être comptée dans la statistique (p. ex. délit éventuel), on emploie le facteur de comptage «0». Le facteur de comptage «0» est pareillement utilisé lors d'infractions commises hors canton dans des affaires intercantionales, pour autant que l'infraction ait été saisie dans l'autre canton, par exemple si celui-ci reçoit une copie du rapport.



Lorsqu'une infraction est constatée et saisie dans le rapport de police, on emploie un facteur de comptage ≥ 1 , et ce même si la plainte est retirée

EXEMPLES: Une personne blesse gravement une autre. La tentative de meurtre ne peut pas être exclue.

1x lésions corporelles graves et 0x tentative de meurtre (n'est pas comptée)

Une personne se fait voler son porte-monnaie dans le canton A. Le voleur retire de l'argent avec la carte dans le canton B.

1x vol à la tire et 0x utilisation frauduleuse d'un ordinateur (si une copie du rapport est livrée au canton B)

⁵ Voir catalogue de caractères: [Facteur de comptage](#).

2.2 CONCOURS

Si une personne commet plusieurs infractions par son acte, la question se pose de savoir si l'on peut lui reprocher toutes ces infractions ou seulement quelques-unes d'entre elles. Les infractions sont *concurrentes* entre elles. On distingue grosso modo deux types de concours, mais il faut préciser qu'il n'y a pas toujours unanimité dans l'enseignement de la pratique quant à la forme de concours à utiliser de cas en cas:

- Dans le **concours réel** (art. 49, al. 1 CP), l'auteur commet plusieurs infractions *ne se couvrant pas* au niveau de la loi. Si ces infractions sont commises par un seul acte, on parle de «concours idéal» et si elles le sont par plusieurs actes, on parle de «concours réel». ⁶
- Dans le **concours imparfait**, l'auteur n'est pas puni pour toutes les infractions qu'il a commises, mais uniquement pour celles touchant le tort qu'il a causé. ⁷

2.2.1 Concours idéal

Dans le concours idéal, l'auteur est déclaré coupable de *toutes* les infractions qu'il a commises. Pour la SPC, il faut donc saisir *toutes* les infractions d'une affaire commises à l'encontre d'une personne lésée. Il y a concours idéal en particulier lorsque les intérêts juridiques protégés contre les infractions concernées se distinguent et donc ne se recouvrent pas.

EXEMPLES: Un auteur viole une fille de 12 ans.

1x viol (**bien juridique protégé**: développement sexuel des enfants⁸)

et **en plus**:

1x actes d'ordre sexuel avec des enfants (bien juridique protégé: liberté sexuelle)

Lors de l'arrestation d'un prévenu un policier est blessé par des coups de couteau.

1x violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires (bien juridique protégé: paix publique)

et **en plus**:

1x lésions corporelles simples/graves (bien juridique protégé: intégrité corporelle).

Une altercation entre 2 groupes de jeunes adultes (16 personnes) dégénère et se transforme en une grosse bagarre. Des couteaux et des bouteilles cassées sont utilisés. Il s'ensuit que deux personnes souffrent de lésions corporelles simples et trois autres de lésions corporelles graves.

16x participation à une rixe et **en plus**:

3x lésions corporelles graves (uniquement pour les trois auteurs concernés)

2x lésions corporelles simples (uniquement pour les deux auteurs concernés)

(Remarque: l'infraction des «voies de fait» est ici consommée en [concours imparfait](#) par le délit de lésion corporelle et peut être saisie en option, alors avec le [facteur de comptage 0](#))

⁶ Andreas Donatsch/Brigitte Tag: Strafrecht I, 9e édit., Zurich: Schulthess 2013, p. 407 avec d'autres indications

⁷ ibid., p. 409.

⁸ p. ex. ATF 124 IV 154, consid. 3a.

2.2.2 Concours imparfait

Comme déjà indiqué, il y a concours imparfait lorsqu'un auteur commet plusieurs infractions par son acte mais ne peut pas être puni pour tous ces dernières pour certaines raisons (évoquées ci-après). En théorie, on distingue trois différentes constellations de concours imparfait:

- *Spécialité*: une des infractions est déjà contenue dans une autre infraction plus générale.

EXEMPLE: «Meurtre passionnel» selon l'art. 113 CP est déjà compris dans l'infraction «meurtre» (art. 111 CP).
Explication: Le meurtre passionnel présente les mêmes conditions d'état de fait que le meurtre, mais son auteur agit sous le coup d'une émotion (excusable) qui fait qu'il sera puni moins sévèrement. Il ne peut donc pas être puni en même temps pour meurtre et pour meurtre passionnel.

- *Absorption*: une infraction embrasse – au sens de la loi – l'illicéité de l'autre infraction.

EXEMPLE: Une «séquestration» perpétrée dans un brigandage est (normalement) comprise dans l'infraction «brigandage».
Explication: Lors d'un brigandage, l'auteur commet normalement aussi une séquestration, mais les deux délits présentent un lien temporel si étroit qu'ils forment une unité dans une perspective naturelle.⁹

Un homme tente de tuer sa femme avec une arme. Elle survit mais est gravement blessée.
 1x tentative d'homicide volontaire; optionnel: 1x lésions corporelles graves avec un facteur de comptage de 0.
 (remarque: la lésion corporelle est déjà incluse dans la tentative d'homicide et doit être saisie uniquement comme délit éventuel avec un facteur de comptage de 0.)

Une personne frappe un policier.
 1x violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires; (optionnel: 1x voies de fait)
 (remarque: les voies de fait sont déjà incluses et ne doit pas être saisies séparément s'il s'agit de la même personne lésée.)

- *Subsidiarité*: une disposition pénale ne prend effet – au sens de la loi – que si l'autre disposition n'est pas déjà appliquée.

EXEMPLE: «obtention frauduleuse d'une prestation» est subsidiaire à l'infraction «escroquerie».
Explication: «obtention frauduleuse d'une prestation» ne s'applique subsidiairement que si les conditions de l'«escroquerie» (p. ex. une fraude) ne sont pas remplies.

Dans un concours imparfait, le principe général suivant s'applique: à l'intérieur d'une affaire, *toutes* les infractions qui ont été portées à la connaissance de la police sont enregistrées. Mais lorsqu'une infraction est consommée, englobée, etc. (voir ci-dessus) dans une autre,

⁹ p. ex. ATF 98 IV 314 ss.

elle ne doit pas être saisie en plus (ou alors avec un [facteur de comptage 0](#)). Cela n'est valable que lorsqu'il y a concours d'infractions à l'encontre du même lésé.

2.2.3 Tableau de concours

Pour évaluer quelles infractions doivent être saisies dans le cas de concomitance de différents délits et lesquelles ne doivent pas l'être, le tableau 2 peut servir d'aide. Il contient des combinaisons fréquentes d'infractions.

Tableau 2: Tableau des combinaisons d'articles du code pénal probables/improbables

Articles du CP (tentative ou infraction réalisée)	Combinaisons probables (à saisir également si réalisée):	Combinaisons improbables (saisir éventuellement avec le facteur de comptage 0):
Homicides (art. 111-116)	<ul style="list-style-type: none"> - Interruption de grossesse punissable (art. 118) - Brigandage (art. 140) 	<ul style="list-style-type: none"> - Lésions corporelles graves (art. 122) - Lésions corporelles simples (art. 123) - Lésions corporelles par négligence (art. 125) - Voies de fait (art. 126) - Mise en danger de la vie ou de la santé d'autrui (art. 129)
Homicide par négligence (art. 117)	<ul style="list-style-type: none"> - Lésions corporelles graves (art. 122) 	
Lésions corporelles graves (art. 122)		<ul style="list-style-type: none"> - Homicides (art. 111-116) - Lésions corporelles simples (art. 123) - Lésions corporelles par négligence (art. 125) - Voies de fait (art. 126) - Brigandage (art. 140)
Lésions corporelles simples (art. 123)		<ul style="list-style-type: none"> - Homicides (art. 111-116) - Lésions corporelles graves (art. 122) - Lésions corporelles par négligence (art. 125) - Voies de fait (art. 126) - Brigandage (art. 140) - Contrainte sexuelle (art. 189) - Viol (art. 190)
Lésions corporelles par négligence (art. 125)		<ul style="list-style-type: none"> - Homicides (art. 111-116) - Lésions corporelles graves (art. 122) - Lésions corporelles simples (art. 123) - Brigandage (art. 140) - Contrainte sexuelle (art. 189)
Voies de fait (art. 126)		<ul style="list-style-type: none"> - Homicides (art. 111-116) - Lésions corporelles graves (art. 122) - Lésions corporelles simples (art. 123) - Rixe (art. 133) - Agression (art. 134) - Brigandage (art. 140) - Extorsion et chantage (art. 156) - Contrainte (art. 181) - Contrainte sexuelle (art. 189)

Articles du CP (tentative ou infraction réalisée)	Combinaisons probables (à saisir également si réalisée):	Combinaisons improbables (saisir éventuellement avec le facteur de comptage 0):
Mise en danger de la vie d'autrui (art. 129)	<ul style="list-style-type: none"> - Homicide par négligence (art. 117) - Lésions corporelles simples (art. 123) - Lésions corporelles par négligence (art. 125) 	<ul style="list-style-type: none"> - Homicides (art. 111-116) - Brigandage (art. 140)
Rixe (art. 133)	<ul style="list-style-type: none"> - Meurtre (art. 111) - Assassinat (art. 112) - Meurtre passionnel (art. 113) - Lésions corporelles graves (art. 122) - Lésions corporelles simples (art. 123) 	<ul style="list-style-type: none"> - Voies de fait (art. 126) - Agression (art. 134)
Aggression (art. 134)	<ul style="list-style-type: none"> - Meurtre (art. 111) - Assassinat (art. 112) - Meurtre passionnel (art. 113) - Lésions corporelles graves (art. 122) - Lésions corporelles simples (art. 123) 	<ul style="list-style-type: none"> - Voies de fait (art. 126) - Rixe (art. 133)
Appropriation illégitime (art. 137)		<ul style="list-style-type: none"> - Abus de confiance (art. 138) - Vol (art. 139) - Brigandage (art. 140)
Abus de confiance (art. 138)	<ul style="list-style-type: none"> - Faux dans les titres (art. 251) 	<ul style="list-style-type: none"> - Appropriation illégitime (art. 137) - Soustraction d'une chose mobilière (art. 141) - Escroquerie (art. 146) - Utilisation frauduleuse d'un ordinateur (art. 147) - Gestion déloyale (art. 158)
Vol (art. 139)		<ul style="list-style-type: none"> - Appropriation illégitime (art. 137) - Brigandage (art. 140) - Soustraction d'une chose mobilière (art. 141) - Utilisation frauduleuse d'un ordinateur (art. 147)
Brigandage (art. 140)		<ul style="list-style-type: none"> - Lésions corporelles graves (art. 122) - Lésions corporelles simples (art. 123) - Lésions corporelles par négligence (art. 125) - Voies de fait (art. 126) - Mise en danger de la vie d'autrui (art. 129) - Appropriation illégitime (art. 137) - Vol (art. 139) - Extorsion et chantage (art. 156) - Menaces (art. 180) - Contrainte (art. 181)
Soustraction d'une chose mobilière (art. 141)		<ul style="list-style-type: none"> - Abus de confiance (art. 138) - Vol (art. 139)

Articles du CP (tentative ou infraction réalisée)	Combinaisons probables (à saisir également si réalisée):	Combinaisons improbables (saisir éventuellement avec le facteur de comptage 0):
Soustraction d'énergie (art. 142)		- Escroquerie (art. 146)
Soustraction de données (art. 143)		- Accès indu à un système informatique (art. 143 ^{bis})
Dommages à la propriété (art. 144)		- Incendie intentionnel (art. 221) - Incendie par négligence (art. 222)
Escroquerie (art. 146)	- Faux dans les titres (art. 251)	- Abus de confiance (art. 138) - Soustraction d'énergie (art. 142) - Obtention frauduleuse d'une prestation (art. 150) - Extorsion et chantage (art. 156) - Usure (art. 157)
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur (art. 147)		- Abus de confiance (art. 138) - Vol (art. 139) - Extorsion et chantage (art. 156)
Obtention frauduleuse d'une prestation (art. 150)		- Escroquerie (art. 146)
Extorsion et chantage (art. 156)		- Voies de fait (art. 126) - Brigandage (art. 140) - Escroquerie (art. 146) - Utilisation frauduleuse d'un ordinateur (art. 147) - Menaces (art. 180) - Contrainte (art. 181) - Séquestration et enlèvement (art. 183)
Usure (art. 157)		- Escroquerie (art. 146)
Gestion déloyale (art. 158)		- Abus de confiance (art. 138)
Diffamation (art. 173)		- Calomnie (art. 174) - Injure (art. 177) - Dénonciation calomnieuse (art. 303)
Calomnie (art. 174)		- Diffamation (art. 173) - Injure (art. 177) - Dénonciation calomnieuse (art. 303)
Injure (art. 177)	- Utilisation abusive d'une installation de télécommunication (art. 179 ^{septies})	- Diffamation (art. 173) - Calomnie (art. 174)

Articles du CP (tentative ou infraction réalisée)	Combinaisons probables (à saisir également si réalisée):	Combinaisons improbables (saisir éventuellement avec le facteur de comptage 0):
Menaces (art. 180)		<ul style="list-style-type: none"> - Brigandage (art. 140) - Extorsion et chantage (art. 156) - Contrainte (art. 181) - Séquestration et enlèvement (art. 183) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188) - Contrainte sexuelle (art. 189) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues (art. 192) - Abus de la détresse (art. 193) - Menaces alarmant la population (art. 258) - Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285)
Contrainte (art. 181)		<ul style="list-style-type: none"> - Voies de fait (art. 126) - Brigandage (art. 140) - Extorsion et chantage (art. 156) - Menaces (art. 180) - Mariage forcé, partenariat forcé (art. 181a) - Séquestration et enlèvement (art. 183) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188) - Contrainte sexuelle (art. 189) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues (art. 192) - Abus de la détresse (art. 193) - Encouragement à la prostitution (art. 195) - Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285)
Mariage forcé, partenariat forcé (art. 181a)		<ul style="list-style-type: none"> - Contrainte (art. 181)
Séquestration et enlèvement (art. 183)	<ul style="list-style-type: none"> - Lésions corporelles graves (art. 122) - Lésions corporelles simples (art. 123) - Lésions corporelles par négligence (art. 125) 	<ul style="list-style-type: none"> - Extorsion et chantage (art. 156) - Menaces (art. 180) - Contrainte (art. 181) - Prise d'otage (art. 185)
Prise d'otage (art. 185)		<ul style="list-style-type: none"> - Séquestration et enlèvement (art. 183)
Actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187)	<ul style="list-style-type: none"> - Contrainte sexuelle (art. 189) - Viol (art. 190) 	<ul style="list-style-type: none"> - Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188)

Articles du CP (tentative ou infraction réalisée)	Combinaisons probables (à saisir également si réalisée):	Combinaisons improbables (saisir éventuellement avec le facteur de comptage 0):
		<ul style="list-style-type: none"> - Actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues (art. 192) - Exhibitionnisme (art. 194) - Abus de la détresse (art. 193) - Contrainte sexuelle (art. 198)
Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188)	<ul style="list-style-type: none"> - Inceste (art. 213) 	<ul style="list-style-type: none"> - Menaces (art. 180) - Contrainte (art. 181) - Actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187) - Contrainte sexuelle (art. 189) - Viol (art. 190) - Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 191) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues (art. 192) - Abus de la détresse (art. 193) - Encouragement à la prostitution (art. 195)
Contrainte sexuelle (art. 189)	<ul style="list-style-type: none"> - Meurtre (art. 111) - Assassinat (art. 112) - Meurtre passionnel (art. 113) - Lésions corporelles graves (art. 122) - Lésions corporelles par négligence (art. 125) - Actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187) 	<ul style="list-style-type: none"> - Lésions corporelles simples (art. 123) - Lésions corporelles par négligence (art. 125) - Voies de fait (art. 126) - Menaces (art. 180) - Contrainte (art. 181) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes - Viol (art. 190) - Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 191) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues (art. 192) - Abus de la détresse (art. 193) - Exhibitionnisme (art. 194) - Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel (art. 198) - Violation du devoir d'assistance ou d'éducation (art. 219)
Viol (art. 190)		<ul style="list-style-type: none"> - Lésions corporelles simples (art. 123) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188) - Contrainte sexuelle (art. 189) - Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 191) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues (art. 192)

Articles du CP (tentative ou infraction réalisée)	Combinaisons probables (à saisir également si réalisée):	Combinaisons improbables (saisir éventuellement avec le facteur de comptage 0):
		<ul style="list-style-type: none"> - Abus de la détresse (art. 193) - Exhibitionnisme (art. 194) - Violation du devoir d'assistance ou d'éducation (art. 219)
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 191)	<ul style="list-style-type: none"> - Actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187) - Inceste (art. 213) 	<ul style="list-style-type: none"> - Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188) - Contrainte sexuelle (art. 189) - Viol (art. 190) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues (art. 192) - Abus de la détresse (art. 193) - Désagrément causé par la confrontation à un acte d'ordre sexuel (art. 198)
Actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues (art. 192)		<ul style="list-style-type: none"> - Menaces (art. 180) - Contrainte (art. 181) - Actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188) - Contrainte sexuelle (art. 189) - Viol (art. 190) - Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 191) - Abus de la détresse (art. 193) - Encouragement à la prostitution (art. 195)
Abus de la détresse (art. 193)		<ul style="list-style-type: none"> - Menaces (art. 180) - Contrainte (art. 181) - Actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188) - Contrainte sexuelle (art. 189) - Viol (art. 190) - Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 191) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues (art. 192) - Encouragement à la prostitution (art. 195)
Exhibitionnisme (art. 194)		<ul style="list-style-type: none"> - Actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187) - Contrainte sexuelle (art. 189) - Viol (art. 190)

Articles du CP (tentative ou infraction réalisée)	Combinaisons probables (à saisir également si réalisée):	Combinaisons improbables (saisir éventuellement avec le facteur de comptage 0):
Encouragement à la prostitution (art. 195)	<ul style="list-style-type: none"> - Menaces (art. 180) - Contrainte sexuelle (art. 189) - Viol (art. 190) - Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 191) 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrainte (art. 181) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188) - Actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues (art. 192) - Abus de la détresse (art. 193)
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel (art. 198)		<ul style="list-style-type: none"> - Actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187) - Contrainte sexuelle (art. 189) - Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 191)
Violation du devoir d'assistance ou d'éducation (art. 219)		<ul style="list-style-type: none"> - Contrainte sexuelle (art. 189) - Viol (art. 190)
Incendie intentionnel (art. 221)		<ul style="list-style-type: none"> - Dommages à la propriété (art. 144)
Incendie par négligence (art. 222)		<ul style="list-style-type: none"> - Dommages à la propriété (art. 144)
Menaces alarmant la population (art. 258)		<ul style="list-style-type: none"> - Menaces (art. 180)
Émeute (art. 260)	<ul style="list-style-type: none"> - Dommages à la propriété (art. 144) 	
Discrimination raciale (art. 261 ^{bis})	<ul style="list-style-type: none"> - Injure (art. 177) - Lésions corporelles graves (art. 122) - Lésions corporelles simples (art. 123) - Voies de fait (art. 126) 	
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285)	<ul style="list-style-type: none"> - Meurtre (art. 111) - Assassinat (art. 112) - Meurtre passionnel (art. 113) - Lésions corporelles graves (art. 122) - Lésions corporelles simples (art. 123) 	<ul style="list-style-type: none"> - Voies de fait (art. 126) - Menaces (art. 180) - Contrainte (art. 181) - Empêchement d'accomplir un acte officiel (art. 286)
Empêchement d'accomplir un acte officiel (art. 286)		<ul style="list-style-type: none"> - Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285)

Articles du CP (tentative ou infraction réalisée)	Combinaisons probables (à saisir également si réalisée):	Combinaisons improbables (saisir éventuellement avec le facteur de comptage 0):
Dénonciation calomnieuse (art. 303)		<ul style="list-style-type: none"> - Diffamation (art. 173) - Calomnie (art. 174) - Induire la justice en erreur (art. 304)
Entrave à l'action pénale (art. 305)	<ul style="list-style-type: none"> - Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285) - Dénonciation calomnieuse (art. 303) - Abus d'autorité (art. 312) 	

2.3 LIEU DE L'INFRACTION¹⁰

Pour déterminer le lieu de commission de l'infraction, on procède comme suit:

1. Lieu d'infraction connu: lieu d'infraction effectif
2. Lieu d'infraction sur un parcours «de – à»:
 - a. Avec une intervention policière avant l'arrivée: lieu d'intervention
 - b. Sans intervention policière:
 - i. Lieu de dénonciation si le lieu d'infraction pourrait être possible
 - ii. Sinon, lieu de départ
3. Lieu d'infraction inconnu: «Inconnu, canton X» (X= canton compétent)

Les affaires où il est indiqué que le **lieu de l'infraction se situe en dehors du territoire cantonal** ne sont pas prises en compte dans les exploitations SPC du canton en question.

Pour les infractions où le **lieu de la commission de l'infraction est inconnu** ou lors d'**infractions transfrontalières**, le lieu retenu est celui où le résultat s'est produit (p. ex. le lieu de destination de l'envoi lors d'une menace ou d'une corruption par courrier).

EXEMPLES: X prend le train à Zurich en direction de Lausanne via Berne / Fribourg (lieu d'infraction sur un parcours «de – à»):

Variante 2.1: entre Zurich et Berne, une personne lui vole son sac à dos; X la voit et porte plainte auprès du contrôleur. La police bernoise intervient à Berne.

Lieu de commission: Berne

¹⁰ Voir catalogue des caractères: [commune \(commune où a lieu l'acte/ l'événement\)](#).

Concernant le lieu de l'acte pour infractions à la LEI voir le chapitre [Loi sur les étrangers et l'intégration](#)

Concernant le lieu de l'acte pour infractions à la LStup, voir le chapitre [Loi sur les stupéfiants](#).

Variante 2.2.a: entre Berne et Lausanne, X constate qu'on lui a volé son sac à dos. Il porte plainte à Lausanne.

Lieu de commission: Lausanne

Variante 2.2.b: arrivé à destination, X constate qu'on lui a volé son sac à dos. Le vol est constaté à Lausanne, cependant la plainte est déposée à Sion (VS) le lendemain (domicile du lésé).

Lieu de commission: Zurich. La police valaisanne établira un rapport de vol selon la [règle de comptage n° 4](#) en matière d'affaires intercantionales.

Pour une infraction de **cybercriminalité**, voir la [section 2.8.1](#) pour la saisie du lieu de commission de l'infraction.

2.4 CATÉGORIES DE VOLS (SANS LCR)

La liste des codes RIPOL comprend deux types de codes pour le vol (art. 139 CP):

- Différentes formes policières de vols: p. ex. vol par effraction, vol par astuce, vol de véhicule (voir tableau 3),
- Subdivision en chiffres et alinéas de l'article de loi:
 - art. 139, ch. 1: vol (y compris d'importance mineure),
 - art. 139, ch. 2: vol par métier,
 - art. 139, ch. 3: vol en bande; avec arme dangereuse; façon d'agir particulièrement dangereuse et
 - art. 139, ch. 4: vol au préjudice des proches ou des familiers.

Mais actuellement, seuls les codes différenciant les formes policières de vols sont acceptés par l'OFS. Les codes basés sur la subdivision de l'article de loi sont rejetés lors du chargement des données.

Tableau 3: Catégories de vols acceptées par l'OFS.

Valeur de code	Dénomination	Description
1000139000 (1000139003)	Vol (y c. d'importance mineure)	Autres vols qui ne sont pas spécifiés en détail (p. ex. vol d'un porte-monnaie dans une veste laissée sans surveillance dans un restaurant).
1000139001	Vol par effraction	Vol par <i>entrée forcée</i> dans un objet, en général lié à des dommages à la propriété ou, lorsqu'il s'agit d'un objet immobilier, à une violation de domicile (à l'exclusion des véhicules). Concerne aussi des vols dans des casiers forcés dans un vestiaire. (Saisir l'objet de l'infraction sous le lieu en question.)

Valeur de code	Dénomination	Description
1000139002	Vol par introduction clandestine	Vol <i>sans entrée forcée</i> dans un objet, lié à une violation de domicile.
1000139004	Vol à l'arrachée	Vol d'objets portés, sans contact corporel volontaire direct et sans interaction intentionnelle (p. ex. menace) avec le lésé. Le vol intervient par surprise, mais est immédiatement remarqué.
1000139006 (1000139056)	Vol à l'étalage (y c. d'importance mineure)	Vol de marchandise dans un magasin durant les heures d'ouverture régulières.
1000139008	Vol à la tire	Vol dans les poches de vêtements, mais également dans les sacs à main, sacs à dos, etc. <i>qui sont portés par le lésé</i> . Le vol n'est selon toute vraisemblance pas remarqué tout de suite.
1000139009	Vol par astuce	Vol en trompant le lésé (mise en scène d'un incident ou échange d'objet).
1000139019 (1000139069)	Vol par effraction de véhicule (y c. d'importance mineure)	Vol dans un véhicule, <i>avec entrée forcée dans l'objet</i> , en général lié à des dommages à la propriété.
1000139020	Vol de véhicule	Le véhicule est dérobé.
1000139021 (1000139071)	Vol sur/dans un véhicule (y c. d'importance mineure)	Des objets sont volés dans un véhicule non verrouillé (également dans un Topcase) <i>sans entrée forcée dans l'objet</i> .

Remarque: la règle suivante s'applique lorsqu'un véhicule est dérobé dans le cadre d'un vol par effraction ou par introduction clandestine: on ne saisit pas les véhicules dérobés en tant qu'objets de l'infraction du vol par effraction ou par introduction clandestine, mais comme infraction distincte (1000139020 Vol de véhicule). Cette règle s'applique aux véhicules des catégories suivantes:

- véhicules lourds,
- voitures de tourisme,
- motos,
- cyclomoteurs à moteur thermique ou électrique,
- vélos.

EXEMPLE 1 La porte du garage est forcée et deux vélos sont volés.

Infractions: 1 x vol de véhicule avec FC = 2, 1 x dommage à la propriété, 1 x violation de domicile (l'«effraction» peut être saisie comme vol avec effraction avec FC = 0)

Objets de l'infraction: aucun

Véhicules: 2 x vélo

EXEMPLE 2 Un vélo et un nettoyeur haute pression ont été volés dans un garage non verrouillé.

Infractions: 1 x vol de véhicule avec FC = 1, 1 x vol par introduction clandestine, 1 x violation de domicile

Objets de l'infraction: nettoyeur haute pression

Véhicules: vélo

2.5 COMBINAISONS D'INFRACTIONS RELATIVES AUX VOLS PAR EFFRACTION, PAR INTRODUCTION CLANDESTINE ET PAR EFFRACTION DE VÉHICULE

2.5.1 Principe général

Une infraction poursuivie sur plainte et pour laquelle aucune plainte pénale n'a été déposée sera également considérée dans la SPC si un rapport exposant les faits a été établi. Les infractions poursuivies sur plainte combinées à des infractions poursuivies d'office sont toujours saisies, même s'il apparaît par la suite qu'aucune plainte pénale n'a été déposée.

Soit en règle générale:

- Vol par effraction (art. 139 CP) + dommage à la propriété (art. 144/172 CP) + violation de domicile (art. 186 CP)
- Vol par introduction clandestine (art. 139 CP) + violation de domicile (art. 186 CP)
- Vol par effraction de véhicule (art. 139 CP) + dommage à la propriété (art. 144/172 CP)

2.5.2 Infraction tentée

La tentative de vol par effraction représente une combinaison de dommage à la propriété consommé et une violation de domicile consommée si la personne est rentrée mais n'a rien volé.

En ce qui concerne la violation de domicile, elle ne peut généralement jamais être tentée et n'est pas saisie si par exemple la personne n'est pas rentrée dans un logement car elle n'a pu forcer l'entrée.

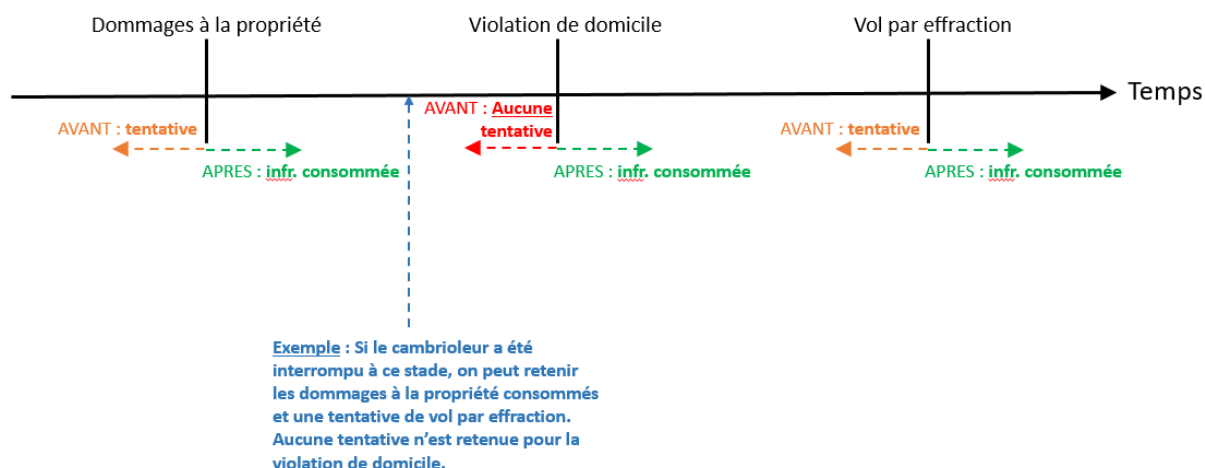


Figure 2: Schéma du cambriolage standard

2.6 CATÉGORIES D'ESCROQUERIE

La liste des codes RIPOL comprend différents types de codes pour l'escroquerie:

- Une série de codes différenciant les formes d'escroquerie (escroquerie au prêt, escroquerie à l'assurance, etc.)
- Une série de codes basés sur la subdivision en alinéas de l'art. 146 CP «Escroquerie» (escroquerie al. 1, al. 2 et al. 3)

Les cantons ont la possibilité de choisir l'un ou l'autre de ces systèmes de codes. Ceux qui choisissent le premier système disposeront ainsi d'une analyse des formes d'escroquerie. Au niveau national, cette analyse ne sera plus disponible qu'au niveau de l'article, mais pas selon les diverses catégories d'escroquerie.

Tableau 4: Catégories d'escroquerie acceptées par l'OFS

Valeur de code	Dénomination	Description
Nature de l'infraction		
1000146000 (1000146050)	Escroquerie Escroquerie (d'importance mineure)	Autres escroqueries qui ne sont pas spécifiées en détail.
1000146001 (1000146051)	Escroquerie au prêt Escroquerie au prêt (d'importance mineure)	Le prévenu promet d'accorder un prêt. Pour effectuer le transfert du prêt, il demande le versement préalable d'une commission. Il n'a cependant pas l'intention ou n'est pas en mesure d'octroyer un tel prêt. Son unique but est de recevoir cette commission. Comprend également le «coup du neveu»: un escroc prend contact par téléphone avec des personnes en se faisant passer pour un parent / ami. Il prétend se trouver dans

Valeur de code	Dénomination	Description
		une situation financière difficile et sollicite une somme en liquide qu'il promet de rembourser rapidement.
1000146002 (1000146052)	Escroquerie au crédit Escroquerie au crédit (d'importance mineure)	L'escroquerie au crédit est l'obtention frauduleuse d'un crédit en donnant de fausses indications (p. ex. revenu, Intention feinte de remboursement) ou en présentant des documents falsifiés (décompte de salaire).
1000146003 (1000146053)	Escroquerie à l'avance Escroquerie à l'avance (d'importance mineure)	L'accusé propose des marchandises à la vente, encaisse le prix de vente mais n'est pas en mesure ou disposé à livrer la marchandise (y compris vente de marchandises via des sites Internet ou escroquerie à l'appartement). Comprend également l'escroquerie au versement d'avances sur salaire et d'indemnités au préjudice de l'employeur.
1000146004 (1000146054)	Escroquerie au change Escroquerie au change (d'importance mineure)	L'auteur trompe la victime à l'aide d'astuces ou avec le concours d'un complice et parvient ainsi à réaliser une fausse opération de change à son profit. Comprend également le «Rip Deal» dans lequel les escrocs proposent à leurs futures victimes des opérations de change lucratives et en profitent pour leur extorquer des sommes importantes.
1000146006 (1000146056)	Obtention/vente frauduleuse de marchandise Obtention/vente frauduleuse de marchandise (d'importance mineure)	Escroquerie par la vente de marchandises de mauvaise qualité, fausses ou falsifiées. Obtention de marchandises sans intention de la payer.
1000146007	Obtention/vente frauduleuse de véhicule	Escroquerie par la vente de véhicules loués, dérobés ou défectueux. Obtention de véhicule sans intention de le payer.
1000146013	Escroquerie à l'assurance	Obtention frauduleuse d'une somme d'assurance sur la base de fausses informations.
1000146029	Escroquerie au mariage	Faire envisager une communauté de vie/un mariage pour amener la victime à verser des prestations financières considérables.
1000146031 (1000146080)	Escroquerie au chèque Escroquerie au chèque (d'importance mineure)	Obtention frauduleuse de versements d'argent, de marchandises, de services par le biais de chèques faux, volés, trouvés et non couverts, y compris les eurochèques et les chèques de voyage, les chèques postaux ainsi que les escroqueries au remboursement de la valeur.
1000146044 (1000146094)	Escroquerie au jeu	Utilisation de cartes marquées ou spécialement prévues pour l'arnaque, de dés préparés, recours à un faux

Valeur de code	Dénomination	Description
	Escroquerie au jeu (d'importance mineure)	brassage de cartes, à des signes à l'adresse d'un complice, etc. Présentation d'un certificat de pari, billet de loterie, bulletin de sport-toto, etc. non valable ou falsifié.
1000146046 (1000146096)	Escroquerie d'hôtel Escroquerie d'hôtel (d'importance mineure)	Une personne présente de faux documents d'identité.
Article de loi		
1000146010 (1000146050)	Escroquerie (al. 1) (Escroquerie d'importance mineure)	Art. 146, al. 1
1000146020	Escroquerie (al. 2)	Art. 146, al. 2
1000146030	Escroquerie (al. 3)	Art. 146, al. 3
1000146050	Escroquerie: art. 146 et 172 ^{ter} , al. 1	Escroquerie, délit d'importance mineure contre le patrimoine

2.7 VIOLENCE DOMESTIQUE

Statistiquement, la définition de la violence dans un milieu social étroit ne résulte pas de dispositions juridiques mais est déduite de la relation entre le prévenu et la personne lésée. Autrement dit, la relation constitue la variable clé permettant d'identifier les infractions de violence domestique des autres types de violence.

La saisie de la relation est obligatoire dans un choix spécifique d'articles du CP¹¹.

Lors de l'analyse, les relations suivantes seront considérées comme relevant du contexte domestique:

- Couple (marié, pacsé ou non)
- Ex-couple (marié, pacsé ou non)
- Parents, substituts parentaux, famille d'accueil / enfant
- Autres liens de parenté

¹¹ [Voir également chapitre 1, liste détaillée des caractères](#)

2.8 CYBERCRIMINALITÉ

La cybercriminalité représente l'ensemble des infractions dites «numériques» correspondant essentiellement aux infractions pénales commises sur les réseaux de télécommunication, en particulier Internet.

L'identification d'une infraction propre à la cybercriminalité se fait en fonction du *modus operandi* dans la statistique policière de la criminalité.

La section suivante décrit quelques modes opératoires particuliers et la manière de les saisir. Elle porte sur des modes opératoires fréquents, dont certains font également l'objet de contrôles et d'analyses des données à l'OFS.

2.8.1 Spécificités de saisie

SAISIE DE L'INFRACTION

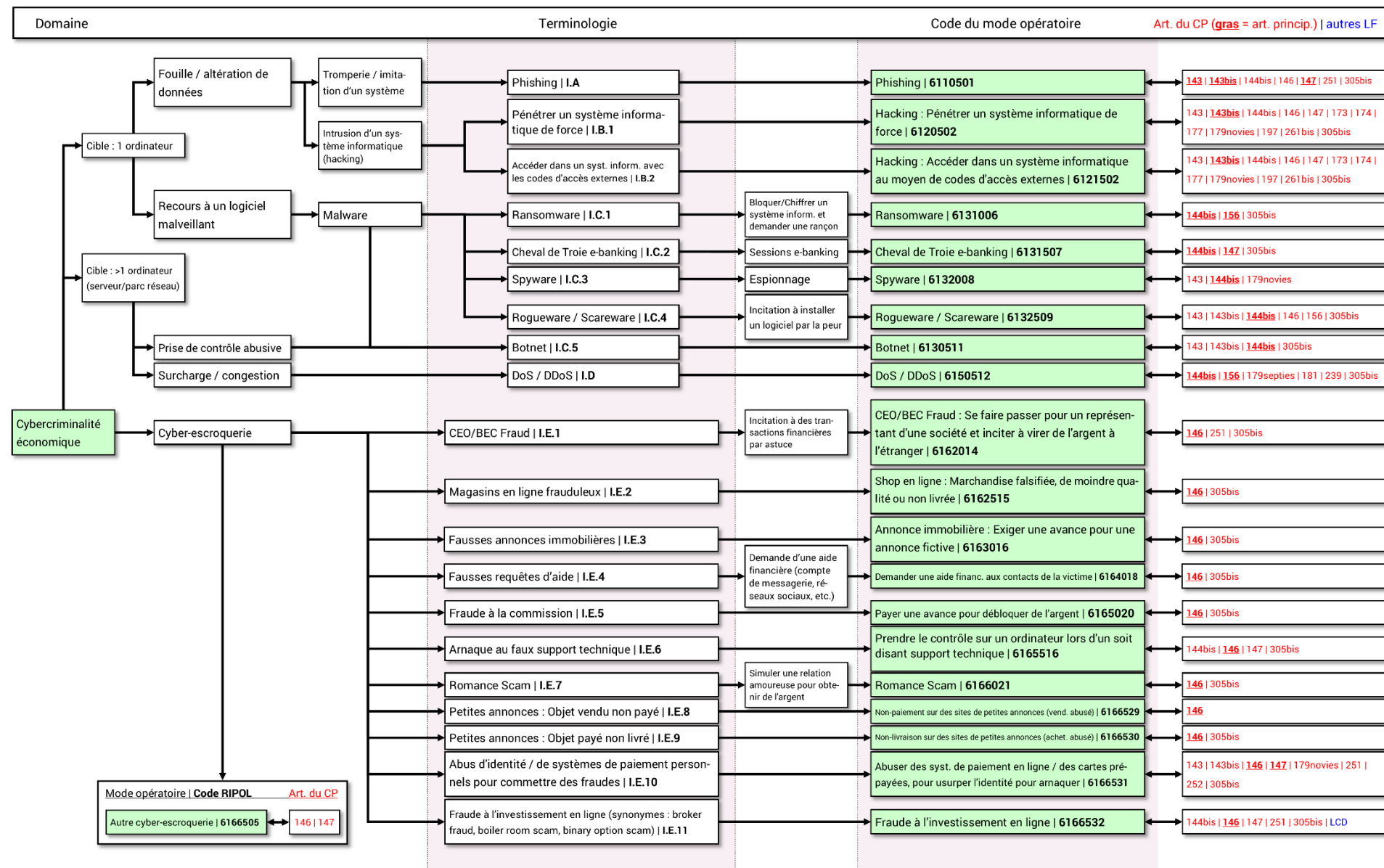
Comme le montre le tableau ci-après, l'OFS a développé son propre schéma pour saisir/classifier les infractions «numériques». Ce schéma répartit la cybercriminalité en «domaines» généraux (cybercriminalité économique, cyber-délits sexuels, cyber-atteinte à la réputation et pratiques déloyales, etc.) et «phénomènes» plus détaillés ou «modes opératoires» (p. ex. différentes formes d'escroquerie comme fausses annonces immobilières, fraude à la commission, Romance Scam). Les divers «phénomènes» sont pour leur part attribués à différents articles du code pénal: ainsi, le phénomène «Phishing» est combiné avec les articles du CP 143, 143^{bis}, 144^{bis}, 146, 147, 251 et 305^{bis}. À l'inverse, divers articles du CP peuvent être attribués à différents «phénomènes»: ainsi, l'art. 146 CP (escroquerie) est compatible avec les phénomènes «magasins en ligne frauduleux» (IE2), «sites de petites annonces: marchandise non payée» (IE8) ou «sites de petites annonces: marchandise non livrée» (IE9).

Le schéma vise à uniformiser les délits «numériques» et à simplifier le choix du bon mode opératoire. Il convient de relever que certains phénomènes sont relativement semblables:

Complément de l'aide à la saisie pour la statistique policière de la criminalité (SPC)

Modes opératoires en criminalité numérique (cybercriminalité) // Dernière mise à jour : 15.12.2021

G 1.1



Statistique policière de la criminalité: aide à la saisie

Complément de l'aide à la saisie pour la statistique policière de la criminalité (SPC)

Modes opératoires en criminalité numérique (cybercriminalité) // Dernière mise à jour : 15.12.2021

G 1.1

Domaine	Terminologie		Code du mode opératoire	Art. du CP (gras = art. princip.) autres LF
Cybercriminalité économique (suite)	Transfert d'argent ou de marchandise par un tiers	Money & Packages mules I.F	Extorquer de l'argent en menaçant de diffuser des images et/ou vidéos de nus	Money & Packages mules 6170522 146 147 160 305bis
	Contrainte	Sextorsion (money) I.G		Sextorsion (money) 6180523 156 174 179quater 197 305bis
	Vol de crypto-monnaies	Vol de crypto-monnaies I.H		Vol de crypto-monnaies 6191032 139* 143 143bis 144bis 147 305bis
				<i>*L'art. 139 ne doit être saisi que pour le vol d'une chose mobilière (par ex. : portefeuille, clé USB, etc.)</i>
Cyber-délits sexuels	Pornographie	Pornographie interdite II.A	Représentation / Consommation	Pornographie interdite (avec enfants, animaux ou violence) 6611029 197 al. 4 197 al. 5
	Nouer contact avec des enfants	Grooming II.B		Grooming : Etablir un contact sexuel motivé avec des enfants par internet 6611526 187 197 al. 1 197 al. 4 197 al. 5 198
	Chantage vidéo (sexe)	Sextorsion (sex) II.C		Menacer de diffuser des images et/ou vidéos de nus si d'autres images ne sont pas livrées 6612035 181 187 197 al. 1 197 al. 4 197 al. 5 198
	Rapports avec des enfants via webcam	Live Streaming (actes d'ordre sexuel avec enfants) II.D		Live Streaming : Participer à des rapports sexuels avec des enfants via webcam 6612136 187 197 al. 1 197 al. 4 197 al. 5
Cyber-atteinte à la réputation et pratiques déloyales	Extorsion / parasitisme d'un domaine (web)	Cybersquatting III.A		Cybersquatting : Utiliser/enregistrer un nom de domaine dans le but d'induire en erreur 6801027 146 305bis LCD LPM
	Diffamation, Calomnie, Harcèlement	Cible : 1 service ou produit		Cyber-réputation (business) : Publier des propos négatifs sur les services/produits commerciaux d'un tiers 6802028 173 174 LCD
		Cible : 1 personne		Cyberbullying / Cybermobbing : Diffusion de textes/ images à caractère diffamatoire pour dénigrer ou harceler une personne 6802137 143bis 144bis 156 173 174 177 179quater 179septies 179novies 180 181 261bis
Darknet	Commerce illégal aux marchés noirs	Commerce illégal sur le Darknet IV.A		Commerce illégal sur le Darknet (armes, stupéfiants, médicaments, marchandises volées, etc.) 6851038 160 LStup LArm etc.
Autres	Divulgaration / fuite de données personnelles	Data leaking V.A		Data leaking : Divulguer des données confidentielles en étant motivé par des considérations idéologiques ou financières 6861039 143bis 162 179novies 320 321 321bis 321ter

Complément de l'aide à la saisie pour la statistique policière de la criminalité (SPC)

Modes opératoires en criminalité numérique (cybercriminalité) // Dernière mise à jour : 15.12.2021

G 1.1

Modification importante

valable dès le :

Cyberbullying / Cybermobbing | III.C : ajout de l'art. 261^{bis} CP

01.01.2022

SAISIE DU LIEU DE COMMISSION DE L'INFRACTION

Le lieu doit correspondre au **domicile de la personne lésée** (personne physique) ou à **l'adresse de l'entreprise lésée** (personne morale) sauf si la personne prévenue est connue. Dans ce cas, le lieu de l'infraction correspondra au domicile de celle-ci. Si l'entreprise a plusieurs succursales en Suisse le lieu de l'infraction correspondra à l'adresse de la succursale touchée par le cyber-modus. Les différents scénarios sont résumés dans le tableau ci-dessous, suivi de quelques exemples.

Lieu de l'infraction de la criminalité numérique = ?		Personne LÉSÉE	
		connue	inconnue
Personne PRÉVENUE	connue	a) domicile (CH) de la personne prévenue b) le lieu (CH) de découverte du phénomène si la personne prévenue vit à l'étranger	a) domicile (CH) de la personne prévenue b) le lieu (CH) de découverte du phénomène si la personne prévenue vit à l'étranger
	inconnue	a) domicile (CH) de la personne lésée b) le lieu (CH) de découverte du phénomène si la personne lésée vit à l'étranger	Lieu inconnu du canton XY

EXEMPLES: Les trois scénarios suivants, issus de cas réels, présentés à titre d'exemples. La présentation (anonymisée) de ces scénarios correspond réellement aux contenus des rapports de police.

Monsieur K procède à une réservation d'un chalet, via la plateforme communautaire de logement «Airbnb». Ce dernier est contacté par e-mail par la société, quelques jours avant le séjour prévu, pour l'informer que le versement de la réservation ne leur était pas parvenu. Monsieur K affirme avoir payé la somme de EUR 3820 par e-banking à Monsieur T (qui proposait le logement) avec preuve à la clé. Il porte plainte, car il a des soupçons d'escroquerie.

À saisir: infraction: escroquerie (art. 146 CP; tentée);

Lieu: domicile de Monsieur T;

Mode opératoire: annonce immobilière (code = 6163016)

Madame X dépose plainte contre inconnu pour utilisation abusive d'une installation de télécommunication. Elle déclare recevoir des messages via l'application Messenger lui disant que son mari la trompe avec d'autres femmes.

Les messages ont été envoyés depuis le compte A puis depuis le compte B. La personne qui a envoyé ces messages n'a pas voulu donner son nom et n'a pas voulu rencontrer la plaignante.

Monsieur Y, le mari de Madame X, dépose plainte pour calomnie et diffamation. Le plaignant déclare recevoir des messages sur Messenger du compte A. Dans ces messages, la personne disait qu'elle était au courant des liaisons extra-conjugales de l'intéressé et qu'elle avait également eu une liaison avec lui. Elle l'a informé qu'elle allait le démasquer auprès de son épouse et des deux autres femmes, avec lesquelles le plaignant entretiendrait des relations intimes.

Monsieur Y a affirmé que ces allégations étaient mensongères et qu'il ne savait pas qui était l'auteur de ces messages.

À saisir:

Infractions: diffamation (art. 173 CP; réalisée);

Lieu: domicile de Monsieur Y;

Mode opératoire: cyberbullying/cybermobbing (code = 6803029)

Un inconnu a contacté Madame X via l'application de rencontre «Tinder». Il lui a fait croire qu'il était médecin militaire à la Ville d'A et qu'il serait retraité d'ici trois mois. Il lui a également dit qu'il cherchait l'amour et une personne pour finir sa vie avec lui. Par la suite, l'individu a prétendu qu'il devait partir en Syrie pour s'occuper des blessés. Il a maintenu le contact avec Madame X et lui a demandé différentes données personnelles (n° de passeport, photocopie de la carte d'identité, adresse privée, n° de téléphone portable), prétendant que ces infos étaient nécessaires pour déposer une demande de congé. La lésée s'est exécutée et a transmis ses données personnelles. Par la suite, l'individu lui a demandé USD 3600, faisant croire que cet argent serait utilisé pour des frais de dossier et que le montant lui serait rendu ultérieurement. Madame X a effectué le virement malheureusement.

À saisir:

Infraction: escroquerie (art. 146 CP; réalisée);

Lieu: domicile de Madame X;

Mode opératoire: romance Scam (code =6166021);

Montant volé/perdu: 3'530.- (montant converti en francs suisses)

2.8.2 Contrôles de plausibilité par l'OFS

L'OFS effectue régulièrement des contrôles de saisie de la combinaison «infraction» et «mode opératoire» dans une affaire selon le contenu du schéma d'aide à la saisie.

En voici quelques exemples:

EXEMPLE: «Veuillez saisir l'infraction (cf. schéma d'aide à la saisie) en relation avec le mode opératoire de cybercriminalité. => (Cheval de Troie e-banking|6131507)».

Ce contrôle indique que l'affaire présente un mode opératoire «cheval de Troie e-banking» associé à une infraction ne figurant pas dans la liste des infractions compatibles (144^{bis}, 147 ou 305^{bis} CP).

Parfois certains messages d'erreur mentionnent plusieurs modes opératoires comme par exemple:

EXEMPLE: «Veuillez saisir l'infraction en relation avec les modes opér. de cybercrim. => (Shop en ligne|6162515) (Ann.immob.|6163016) (Payer une avance pour débloquent de l'argent|6165020) (Romance Scam|6166021) (Petites ann. - achet. abusé|6166530)».

Ce message d'erreur montre qu'on a saisi, dans cette affaire, au moins *un* des cinq modes opératoires ci-dessus, mais aucune infraction figurant sur la liste des infractions compatibles (146 ou 305^{bis} CP).

2.9 MODES OPÉRATOIRES SÉLECTIONNÉS

2.9.1 Stalking

Les définitions du «stalking» (harcèlement) sont nombreuses. En général on entend par là

*un comportement menaçant dirigé envers une autre personne, conduisant celle-ci à craindre pour sa sécurité*¹².

D'autres définitions du phénomène «*stalking*» sont par exemple:

*Le harcèlement est la répétition d'actes d'intrusion dans la vie d'une personne, qui s'intensifient au fil du temps. Cette intrusion peut prendre diverses formes, dont le «cyberharcèlement», qui correspond à une intrusion continue et menaçante en ligne. Le harcèlement provoque détresse, anxiété ou crainte. Il s'agit d'une forme de violence en soi, qui peut également conduire à d'autres formes de violence, y compris le meurtre.*¹³

*Constellation de comportements où une personne contraint une autre personne à une communication et des rapprochements non souhaités faisant que cette dernière personne se sente menacée dans sa sécurité.*¹⁴

*Le fait d'épier continuellement, la recherche constante de proximité physique non désirée (poursuite), le harcèlement et les menaces. Ces comportements peuvent être qualifiés de *stalking* lorsqu'ils se reproduisent au moins deux fois et qu'ils provoquent une terreur profonde chez la victime.*¹⁵

Le droit pénal suisse n'a pas de dispositions spécifiques réprimant le *stalking*. Selon le comportement de l'auteur, peuvent entrer en considération des infractions contre la vie et l'intégrité corporelle, des infractions contre le patrimoine, des infractions contre l'honneur et contre le domaine secret ou le domaine privé, des crimes ou délits contre la liberté ou des infractions contre l'intégrité sexuelle.¹⁶ À titre d'exemple, il pourra s'agir de:

¹² Art. 34 de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique («Convention d'Istanbul»; RS 0.311.35).

¹³ Chiffre 1 de la résolution n° 1962/2013 du Conseil de l'Europe

¹⁴ Michele Pathé / Paul Mullen: The impact of stalkers on their victims, British J Psychiatry 170 (1997), p. 12-17.

¹⁵ ATF 129 IV 262 ff.

¹⁶ Christian Schwarzenegger/Aurelia Gurt: Rechtliche Möglichkeiten gegen Stalking in der Schweiz, Gutachten zuhanden des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann (EBG), Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann EBG (Hrsg.), Bern 2019 (URL:

- menace (art. 180 CP),
- contrainte (art. 181 CP),
- violation de domicile (art. 186 CP),
- utilisation abusive d'une installation de télécommunication (art. 179^{septies} CP),
- dommages à la propriété (art. 144 CP),
- voies de fait (art. 126 CP),
- lésions corporelles simples (art. 123 CP) ou
- lésions corporelles graves (art. 122 CP).

Ceci dit, dans la mesure où le *stalking* se définit généralement comme un acte de harcèlement commis par celui qui, par sa présence constante, par ses lettres ou appels téléphoniques incessants, exerce une réelle pression sur la liberté d'action de sa victime, l'art. 181 CP contrainte trouve souvent application dans ce cadre. À noter que lorsque des menaces au sens de l'art. 180 CP sont utilisées comme moyen de pression pour obliger autrui à faire, à ne pas faire ou à laisser faire un acte, l'art. 181 CP est seul applicable.

EXEMPLE: H. s'est séparé de sa compagne F. Celle-ci n'accepte pas cette rupture et tente, en vain, de reconquérir son ex-conjoint. Elle se met à le surveiller. Lorsqu'elle découvre qu'il a une nouvelle compagne, F profère de nombreuses insultes à l'encontre de H et, par la formulation de graves menaces, l'oblige à mettre un terme à sa relation naissante. F a en outre volontairement infligé d'importants dégâts au véhicule de H.

Injures (art. 177 CP), contrainte (art. 181 CP), dommages à la propriété (art. 144 CP) avec les modes opératoires *stalking* et «vandalisme».

2.9.2 Hooliganisme

On entend par hooliganisme des infractions violentes de certains groupements, en rapport avec de grands événements sportifs (football, hockey sur glace).

Les infractions typiques dans ce domaine sont:

- émeute (art. 260 CP),
- rixe (art. 133 CP),
- agression (art. 134 CP) ainsi que
- les dispositions pouvant éventuellement entrer en concours idéal avec ces articles.

Rixe (art. 133 CP): Si le prévenu commet lors d'une **rix**e des actes de violence pouvant être prouvés contre des objets ou des personnes, d'autres infractions peuvent entrer en concours idéal avec cette première infraction. L'intention ne doit dans ce cas pas être axée sur la participation à la rixe, mais sur le résultat de l'infraction (meurtre, lésion corporelle, etc.).¹⁷ Dans le délit de rixe, la survenance du résultat (mort ou blessure d'une être humain) est une condition simplement objective d'incrimination. Elle ne doit donc être attribuable à aucun

<https://www.ebg.admin.ch/dam/ebg/de/dokumente/veranstaltungen/aktuell/Rechtliche%20Moeglichkeiten%20gegen%20Stalking%20Schwarzenegger%20und%20Gurt.pdf.download.pdf/Schwarzenegger-Gurt-Rechtliche-Moeglichkeiten-gegen-Stalking.pdf>.

¹⁷ ATF 118 IV 227, cons. 5b.

auteur particulier; une simple participation au délit suffit (en raison de considérations de preuves juridiques) pour une incrimination.

EXEMPLES: Une rixe donne lieu à des lésions corporelles. Les auteurs concrets de ces lésions ne sont toujours pas connus.

Rixe (art. 133 CP) pour tous les participants

Une personne est tuée à la suite d'une rixe (art. 133 CP). Le meurtrier n'est toujours pas connu.

Rixe (art. 133 CP) pour chaque participant

Variante: le meurtre peut être imputé à une personne en particulier et cette dernière a agi intentionnellement.

meurtre (art. 111 CP) et¹⁸ rixe (art. 133 CP) à l'encontre du meurtrier

rixes (art. 133 CP) à l'encontre de tous les autres participants

Émeute (art. 260 CP): [concours idéal](#) avec lésion corporelle (art. 122-124 CP), dommage à la propriété (art. 144 CP), violation de domicile (art. 186 CP) et violence et menace contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285 CP).

Agression (art. 134 CP): si l'agresseur occasionne un dommage corporel à la personne agressée ou la mort de celle-ci, il faut aussi saisir pour ce prévenu les lésions corporelles (art. 122 ss., 125 CP) ou le meurtre (art. 111 ss., 117 CP). Si la personne lésée est la seule personne agressée, l'art. 134 CP est absorbé par l'infraction.

EXEMPLES: À la fin d'un match de foot, douze supporters déçus se rassemblent et arrachent des bancs publics. Il s'avère que ces dégâts sont en réalité le fait de trois participants.

Infraction d'émeute (art. 260 CP) à l'encontre de tous les participants, y compris les 3 vandales;
3 x infraction dommage à la propriété (art. 144 CP) à l'encontre des trois vandales (mode opératoire: «Hooliganisme»).

À la fin d'un match de hockey, seize supporters déçus décident de s'en prendre à un groupe de dix supporters de l'équipe adverse. Des coups sont échangés et un des participants décède. Cette mort a pu être imputée à l'un des participants.

Infraction rixe (art. 133 CP) à l'encontre de tous les participants;

Infraction meurtre (art. 111 CP) à l'encontre du meurtrier (mode opératoire «Hooliganisme»).

À la fin d'un match de foot, onze supporters déçus décident d'agresser l'arbitre du match; il est grièvement blessé par le meneur de la bande.

Infraction agression (art. 134 CP) à l'encontre de tous les participants sauf le meneur;

Infraction lésions corporelles graves (art. 122 CP) à l'encontre du meneur (mode opératoire «Hooliganisme»).

Variante: Deux arbitres sont agressés, l'un est grièvement blessé par le meneur de la bande.

Infraction agression (art. 134 CP) à l'encontre de tous les supporters;

¹⁸ La rixe n'est ici pas subsidiaire car elle en protège pas seulement les biens juridiques de la personne tuée/blessée, mais aussi ceux de tous les participants à la rixe ([concours idéal](#)).

Infraction lésions corporelles graves (art. 122 CP) (mode opératoire «Hooliganisme») et infraction agression (art. 134 CP) à l'encontre du meneur¹⁹

2.9.3 Happy-Slapping

On qualifie de «happy slapping» le fait de filmer ou de photographier les coauteurs et/ou lésés lors de la commission d'une infraction (en général infractions de violence ou contre l'intégrité sexuelle).

EXEMPLE: Trois adolescents conviennent d'agresser une personne X et que l'un des trois filme la scène avec son téléphone mobile. Les trois mettent ce plan à exécution.
3x agression (art. 134 CP) avec mode opératoire «filmer (happy slapping)»

2.9.4 Cash-Trapping

Le cash trapping est une variante de vol.

EXEMPLE: La fente de sortie de billets dans les automates est manipulée de manière à dissimuler les espèces et à empêcher la machine de les ravaler. L'utilisateur ne remarque rien et conclut que l'automate est en panne. Ce dernier est mis hors service après l'annonce d'un défaut. Une fois que l'utilisateur s'est éloigné, l'escroc vient récolter l'argent ainsi escamoté.
Appropriation illégitime (art. 137 CP); mode opératoire: «Distributeur manipuler (cash trapping)»

2.9.5 Skimming

Le *skimming* consiste à manipuler les automates et terminaux de paiement (bancomats, distributeurs de billets et terminaux de paiement). Pour ce faire, les escrocs se servent d'un équipement spécial introduit dans les automates ou à proximité, qui copie les données contenues sur la piste magnétique de la carte bancaire, de débit ou de crédit et enregistre le code NIP.

En Suisse, le retrait d'espèces n'est possible qu'avec des cartes munies de puce inviolable. Mais dans plusieurs pays en dehors de l'Europe, les données de la piste magnétique et le code NIP d'une carte suffisent pour retirer de l'argent. C'est pourquoi, dans les cas de *skimming*, l'argent est habituellement retiré à l'étranger. La plupart des victimes ne constatent la fraude que lorsqu'elles reçoivent leur relevé de compte.

EXEMPLE: Étape 1: Clonage de cartes par *skimming*.

Des fraudeurs installent une caméra miniature au-dessus du clavier d'un bancomat et filment un client lorsqu'il saisit son code NIP. Au moyen d'un dispositif supplémentaire placé sur l'orifice d'insertion de la carte, ils lisent et copient également les informations contenues sur bande magnétique de la carte. Ils utilisent les données soustraites pour créer une copie de la carte.
Soustraction de données (art. 143 CP); mode opératoire: «Distributeur manipuler (*skimming*/fraude)»

¹⁹ On peut ici parler d'un [concours idéal](#) car l'agression a aussi été commise contre l'arbitre qui n'a pas été tué (ATF 118 IV 229).

Étape 2: Vol à partir des cartes clonées

Dans le cas où les fraudeurs volent ensuite de l'argent sur le compte bancaire du client.

Utilisation frauduleuse d'un ordinateur; mode opératoire: «Distributeur manipuler (*skimming*/fraude)»

Attention: Il n'y a pas lieu de saisir l'art. 139 CP du fait du concours imparfait entre art. 139 CP et art. 147 CP.

Particularité lors d'un retrait à l'étranger: l'art. 143 CP Soustraction de données, mais pas l'art. 147 CP Utilisation frauduleuse d'un ordinateur, car ce dernier s'applique au moment du retrait et non lors de l'installation du système de *skimming*.

2.9.6 Vandalisme

Le vandalisme désigne tout acte d'endommagement, de détérioration ou de destruction illégal visant des biens publics ou privés. Il s'agit d'un acte volontaire et sans objectifs précis (un dégât perpétré en vue de commettre un vol ne constitue par exemple pas un acte de vandalisme). Cet acte devient un dommage à la propriété au sens de l'art. 144 CP à partir du dépôt d'une plainte et ce, quelle que soit l'ampleur du dommage provoqué. La protection juridique est en outre indépendante de toute considération artistique ou économique; ainsi, il suffit de peindre ou de sprayer le bien.

EXEMPLES: Une façade de maison est sprayée par un auteur inconnu.

Dommages à la propriété (art. 144 CP); modus opératoire: «vandalisme»; instrument de l'infraction: «spray de peinture»).

Remarque: L'instrument de l'infraction «instrument d'écriture» peut être utilisé pour les «tags».

Une poubelle est incendiée et ainsi détruite.

Dommages à la propriété (art. 144 CP; mode opératoire: «vandalisme» et «mettre feu à»).

2.10 MOTIVATIONS EXTRÊMES

Pour la statistique policière de la criminalité (SPC), les autorités de la police cantonale peuvent saisir en option si des infractions sont fondées sur des «motivations extrêmes». Sont considérées comme motivations extrêmes des actions dirigées contre les droits démocratiques fondamentaux de la société ou des personnes. L'extrémisme politique et le racisme relèvent en particulier de cette catégorie.

La saisie des motivations extrêmes nécessite une procédure spécifique de la part de l'agent ou de l'agente en charge de ce travail. Il ou elle doit étayer les *déclarations des participants* en fonction de leur motivation; s'ils n'expriment pas spontanément cette dernière, elle leur sera demandée de manière précise.

EXEMPLES: Un groupe d'extrémistes de droite frappe une personne de couleur et la blesse au point de mettre sa vie en danger. Pour justifier leur acte, les agresseurs déclarent que cette personne n'a rien à faire dans ce pays.

Art. 122 CP Lésions corporelles graves; mobile de l'infraction: «mobiles racistes».

Un groupe de jeunes adultes commet un incendie criminel contre un centre d'hébergement pour requérants d'asile.

Art. 221 CP Incendie intentionnel; mobile de l'infraction: «mobiles racistes».

Une personne tente de commettre un attentat à l'explosif au Palais fédéral et le revendique politiquement par écrit.

Art. 224 CP Emploi, avec dessein, délictueux, d'explosifs ou de gaz; mobile de l'infraction: «mobile idéologique».

2.11 MORSURE DE CHIEN

Lésions corporelles provoquées par des animaux, mais pour lesquelles le propriétaire répond. Les blessures infligées sont en effet imputées au propriétaire car on considère que l'infraction est ici commise par omission. Dans ce sens, l'auteur est resté passif, alors qu'il était soumis à une obligation juridique d'agir; ce dernier encourt le même reproche que s'il avait commis ce délit par un comportement actif.

EXEMPLE: Un joggeur se fait mordre le mollet par un chien ayant échappé à la vigilance de son maître. Celui-ci dépose plainte contre le propriétaire du chien pour lésions corporelles simples. Lésions corporelles simples (art. 123 CP); instrument de l'infraction «chien».

Remarque: Le même raisonnement s'applique lorsque le chien a infligé des lésions corporelles graves au sens de l'art. 122 CP Lésions corporelles graves. Tel est notamment le cas si la victime s'est vue défigurée d'une façon grave et permanente.

2.12 ARME D'ORDONNANCE

La notion d'arme d'ordonnance est définie de manière à correspondre à celle utilisée dans l'[art. 4](#) de l'ordonnance sur le tir hors du service²⁰. On utilisera à choix l'un des quatre codes suivants:

- 1011 Pistolet militaire (d'ordonnance) en service actif
- 1111 Fusil d'assaut militaire (d'ordonnance) en service actif
- 1012 Pistolet militaire (d'ordonnance) acquis à la fin du service
- 1112 Fusil d'assaut militaire (d'ordonnance) acquis à la fin du service

Les armes militaires achetées qui n'ont jamais fait partie de l'équipement personnel ne sont pas des armes d'ordonnance et doivent être saisies comme «1002 Pistolet» respectivement «1108 Fusil d'assaut».

2.13 DISCRIMINATION ET INCITATION À LA HAINE (ART. 261^{BIS} CP)

La discrimination et l'incitation à la haine en raison de l'appartenance raciale, ethnique ou religieuse ou de l'orientation sexuelle²¹ sont recensées au sens de l'art. 261^{bis} CP. La saisie

²⁰ [Ordonnance du 5 décembre 2003 sur le tir hors du service](#), RS 512.31.

²¹ La partie sur l'orientation sexuelle est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2020 sur la base de l'approbation de la votation populaire du 9 février 2020.

du mode opératoire est obligatoire pour l'enregistrement des infractions lorsque celles-ci ont été commises dans le domaine de la cybercriminalité.

La liste de codes RIPOL «Article de loi» contient différents types de codes pour la discrimination et l'incitation à la haine:

- codes par type de délit (race, ethnie, religion ou orientation sexuelle),
- codes selon l'alinéa du texte de loi (al. 1, 2, 3, 4, 5).

La liste comprend aussi deux codes généraux (1000261030 et 1000261031) pour les infractions qui ne sont pas attribuées à un alinéa. Il est obligatoire de mettre ces deux codes à disposition pour la saisie. C'est en revanche facultatif pour les autres codes.

Tableau 5: Liste de codes pour la discrimination et l'incitation à la haine (art. 261^{bis} CP).

Code	Loi	Description	Disponibilité
1000261020	CP art. 261 ^{bis}	Discrimination raciale	Plus en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2021
1000261021	CP art. 261 ^{bis} , al. 1	Discrimination raciale par incitation à la haine ou à la discrimination	Plus en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2021
1000261022	CP art. 261 ^{bis} , al. 2	Discrimination raciale par propagation d'idéologies	Plus en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2021
1000261023	CP art. 261 ^{bis} , al. 3	Discrimination raciale par des actions de propagande	Plus en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2021
1000261024	CP art. 261 ^{bis} , al. 4	Discrimination raciale par abaissement	Plus en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2021
1000261025	CP art. 261 ^{bis} , al. 4	Discrimination raciale par négation de crimes contre l'humanité	Plus en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2021
1000261026	CP art. 261 ^{bis} , al. 5	Discrimination raciale par refus d'une prestation	Plus en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2021
1000261030	CP art. 261 ^{bis}	Discrimination ou incitation à la haine, en raison de l'appartenance raciale, ethnique ou religieuse	obligatoire
1000261031	CP art. 261 ^{bis}	Discrimination ou incitation à la haine, en raison de l'orientation sexuelle	obligatoire
1000261032	CP art. 261 ^{bis} , al. 1	Incitation à la haine ou discrimination, en raison de l'appartenance raciale, ethnique ou religieuse	facultative
1000261033	CP art. 261 ^{bis} , al. 1	Incitation à la haine ou discrimination, en raison de l'orientation sexuelle	facultative
1000261034	CP art. 261 ^{bis} , al. 2	Discrimination par propagation d'une idéologie, en raison de l'appartenance raciale, ethnique ou religieuse	facultative
1000261035	CP art. 261 ^{bis} , al. 2	Discrimination par propagation d'une idéologie, en raison de l'orientation sexuelle	facultative

1000261036	CP art. 261 ^{bis} , al. 3	Discrimination par des actions de propagande, en raison de l'appartenance raciale, ethnique ou religieuse	facultative
1000261037	CP art. 261 ^{bis} , al. 3	Discrimination par des actions de propagande, en raison de l'orientation sexuelle	facultative
1000261038	CP art. 261 ^{bis} , al. 4	Discrimination par rabaissement, en raison de l'appartenance raciale, ethnique ou religieuse	facultative
1000261039	CP art. 261 ^{bis} , al. 4	Discrimination par rabaissement, en raison de l'orientation sexuelle	facultative
1000261040	CP art. 261 ^{bis} , al. 4	Discrimination par négation d'un crime contre l'humanité, en raison de l'appartenance raciale, ethnique ou religieuse	facultative
1000261041	CP art. 261 ^{bis} , al. 4	Discrimination par négation d'un crime contre l'humanité, en raison de l'orientation sexuelle	facultative
1000261042	CP art. 261 ^{bis} , al. 5	Discrimination par refus d'une prestation, en raison de l'appartenance raciale, ethnique ou religieuse	facultative
1000261043	CP art. 261 ^{bis} , al. 5	Discrimination par refus d'une prestation, en raison de l'orientation sexuelle	facultative

Au niveau national, les infractions au sens de l'art. 261^{bis} étaient publiées jusqu'ici en référence à l'article dans son ensemble, sans distinction sur la base des alinéas du texte de loi. Dès que la saisie des données à l'aide des nouveaux codes aura atteint la qualité requise, les infractions seront comptabilisées au niveau des deux codes généraux, sans distinction par alinéa.

Lorsque ces infractions sont commises en combinaison avec des délits comme l'injure (art. 177), les lésions corporelles graves (art. 122), les lésions corporelles simples (art. 123) et les voies de fait (art. 126), on peut partir du principe qu'il s'agit de cas de concurrence idéale.

3 LOI SUR LES ÉTRANGERS ET L'INTÉGRATION (LEI)

3.1 INFRACTIONS

Tableau 6: Infractions contre la LEI.

Infractions	Fait	Articles LEI
Entrée/sortie/séjour illégaux	Entrée illégale (y compris par négligence)	art. 115, al. 1, let. a (y compris al. 3 / 4)
	Séjour illégal (y compris par négligence)	art. 115, al. 1, let. b (y compris al. 3)
	Entrée ou sortie illégale sans passer par un poste frontière prescrit (y compris par négligence)	art. 115, al. 1, let. d (y compris al. 3 / 4)
	Entrée illégale à l'étranger ou avec préparatifs dans ce but (y compris par négligence)	art. 115, al. 2 (y compris al. 3 / 4)
Incitation à l'entrée, à la sortie ou au séjour illégaux	Incitation à l'entrée, à la sortie ou au séjour illégaux (y compris cas de peu de gravité / avec dessein d'enrichissement ou dans le cadre d'une association ou un groupe)	art. 116, al. 1, let. a (y compris al. 2 / 3, let. a ou b)
	Incitation à l'entrée à l'étranger (y compris cas de peu de gravité / avec dessein d'enrichissement ou dans le cadre d'une association ou un groupe)	art. 116, al. 1, let. c (y compris al. 2 / 3, let. a ou b)
	Incitation à l'entrée, à la sortie ou au séjour illégaux dans un État Schengen (y compris cas de peu de gravité / avec dessein d'enrichissement ou dans le cadre d'une association ou un groupe)	art. 116, al. 1, let. a ^{bis} (y compris al. 2 / 3, let. a ou b)
Activité lucrative/occupation illégale	Exercer une activité lucrative sans autorisation (y compris par négligence)	art. 115, al. 1, let. c (y compris al. 3)
	Incitation à exercer une activité lucrative sans autorisation (y compris cas de peu de gravité / avec dessein d'enrichissement ou dans le cadre d'une association ou d'un groupe)	art. 116, al. 1, let. b (y compris al. 2 / 3, let. a ou b)
	Emploi répété d'étrangers sans autorisation (y compris cas grave / par négligence)	art. 117, al. 1 (y compris al. 2 / 3)
	Changement d'emploi sans autorisation (y compris par négligence)	art. 120, al. 1, let. b
Comportement frauduleux à l'égard des autorités	Comportement frauduleux à l'égard des autorités (avec dessein d'enrichissement ou dans le cadre d'une association ou un groupe)	art. 118, al. 1 (y compris al. 3, let. a ou b)
	Comportement frauduleux dans le domaine d'un mariage en vue d'éluder les prescriptions sur l'admission et le séjour (avec dessein d'enrichissement ou dans le cadre d'une association ou un groupe)	art. 118, al. 2 (y compris al. 3, let. a ou b)
Autres infractions à la LEI	Violation des obligations relatives à la communication des postes vacants (y compris par négligence)	art. 117a, al. 1 (y compris al. 2)

Infractions	Fait	Articles LEI
	Non-respect d'une assignation à un lieu de résidence et une interdiction de pénétrer dans une région déterminée (y compris avec renvoi immédiat / avec placement en phase préparatoire en vue du renvoi)	art. 119, al. 1 (y compris al. 2, let. a ou b)
	Violation de l'interdiction de déclarer son arrivée / départ (y compris par négligence)	art. 120, al. 1, let. a
	Déplacement de résidence dans un autre canton sans autorisation (y compris par négligence)	art. 120, al. 1, let. c
	Non-respect des conditions dont l'autorisation est assortie (y compris par négligence)	art. 120, al. 1, let. d
	Non-respect de l'obligation de collaborer à l'obtention de documents de voyage (y compris par négligence)	art. 120, al. 1, let. e
	Traitement illicite de données personnelle dans les systèmes d'information sur les visas	art. 120d
	Non-respect de l'obligation d'annonce ou des conditions liées à l'annonce (y compris par négligence)	art. 120, al. 1, let. f
	Opposition à un contrôle (y compris par négligence)	art. 120, al. 1, let. g

3.2 LIEU DE COMMISSION DE L'INFRACTION²²

Le lieu de commission de l'infraction est le lieu de la constatation de la dernière infraction. Si le lieu n'est pas connu, il faut saisir le code de lieu «inconnu».

EXEMPLE: Une personne est contrôlée à Zoug. Elle se trouve illégalement en Suisse et y est aussi illégalement entrée. Le lieu de l'acte est Zoug, même si le lieu d'entrée est probablement Chiasso.

1x séjour illégal; 0x entrée illégale

Remarque: Saisir le facteur de comptage «0» uniquement si un rapport est effectivement envoyé au canton d'entrée.

3.3 MODE DE COMPTAGE

Les infractions à la LEI se dirigent contre la collectivité. C'est pourquoi, en général, le facteur de comptage reste à 1. Parfois, la remarque «multiple» est nécessaire. Toutefois, si plusieurs personnes sont saisies dans une même affaire, il se peut qu'un facteur de comptage doive être introduit.

²² Voir catalogue des caractères: [commune \(commune ou a lieu l'acte / l'événement\)](#).

Concernant le lieu de commission pour des infractions au CP, voir chapitre [Code pénal](#).

Concernant le lieu de commission pour des infractions à la LStup, voir chapitre [Loi sur les stupéfiants](#).

EXEMPLES: Lors du contrôle d'une entreprise, on constate que 5 personnes y sont employées illégalement.
1x occupation d'étrangers non autorisés et remarque «multiple»; 5x prise d'emploi sans autorisation

3 hommes en voiture, entrés illégalement en Suisse, sont arrêtés dans une région frontalière.
3x entrée illégale

4 LOI SUR LES STUPÉFIANTS (LSTUP)

4.1 INFRACTIONS²³

Tableau 7: Infractions contre la LStup.

Infraction		Fait	
... destiné à la consommation personnelle			
Consommation	Contravention	Consommation de stupéfiant	LStup art. 19a, ch. 1 (y compris art. 19, al. 1, let. g)
		Cultive, fabrique ou produit de toute autre manière, à des fins de consommation personnelle	LStup art. 19, al. 1, let. a, et art. 19a, ch. 1
		Entrepose, expédie, transporte, importe, exporte ou passe en transit, à des fins de consommation personnelle	LStup art. 19, al. 1, let. b, et art. 19a, ch. 1
		Possède, détient ou acquiert des stupéfiants ou s'en procure à des fins de consommation personnelle: <u>n'est enregistré que lorsqu'une substance a été effectivement saisie.</u>	LStup art. 19, al. 1, let. d, et art. 19a, ch. 1
... non destiné à la consommation personnelle			
Cultive, fabrique ou produit de toute autre manière	Délit	cultiver, fabriquer, produire d'autre manière	LStup art. 19, al. 1, let. a
	Crime	cultiver, fabriquer, produire d'autre manière, avec mise en danger de la santé de nombreuses personnes (y compris en bande et/ou par métier)	LStup art. 19, al. 1, let. a, et art. 19, al. 2, let. a (y compris let. b et/ou c)
Entrepose, expédie, transporte, importe, exporte ou les passe en transit	Délit	entreposer, expédier, transporter, importer, exporter, passer en transit	LStup art. 19, al. 1, let. b
	Crime	entreposer, expédier, transporter, importer, exporter, passer en transit, avec mise en danger de la santé de nombreuses personnes (y compris en bande et/ou par métier)	LStup art. 19, al. 1, let. b, et art. 19, al. 2, let. a (y compris b et/ou c)

²³ En raison de l'harmonisation des codes VOSTRA-RIPOL, le tableau ci-après a été adapté et est valide dès le 1.1.2021.

Infraction		Fait	
Aliène ou prescrit des stupéfiants, en procure de toute autre manière à un tiers ou en met dans le commerce	Délit	aliène ou prescrits des stupéfiants en procure de toute autre manière à un tiers ou en met dans le commerce	LStup art. 19, al. 1, let. c
	Crime	aliéner ou prescrire des stupéfiants, en procurer de toute autre manière à un tiers ou en mettre dans le commerce, avec mise en danger de la santé de nombreuses personnes (y compris en bande et/ou par métier)	LStup art. 19, al. 1, let. c, et art. 19, al. 2, let. a (y compris b et/ou c)
Possède, détient ou acquiert des stupéfiants ou s'en procure de toute autre manière	Délit	posséder, détenir, acquérir, s'en procurer d'autre manière	LStup art. 19, al. 1, let. d
	Crime	posséder, détenir, acquérir, s'en procurer d'autre manière, avec mise en danger de la santé de nombreuses personnes (y compris en bande et/ou par métier)	LStup art. 19, al. 1 let. d, et art. 19, al. 2, let. a (y compris b et/ou c)
Finance le trafic illicite de stupéfiants ou sert d'intermédiaire pour son financement	Délit	financer, server d'intermédiaire pour financement	LStup art. 19, al. 1, let. e
	Crime	financer, servir d'intermédiaire pour financement avec mise en danger de la santé de nombreuses personnes (y compris en bande et/ou par métier)	LStup art. 19, al. 1, let. e, et art. 19, al. 2, let. a (y compris b et/ou c)
Incite à la consommation de stupéfiants	Délit	publiquement inciter ou révéler des possibilités de s'en procurer ou d'en consommer	LStup art. 19, al. 1, let. f
	Crime	publiquement inciter à la consommation ou révéler des possibilités de s'en procurer ou d'en consommer avec mise en danger de la santé de nombreuses personnes (y compris en bande et/ou par métier)	LStup art. 19, al. 1, let. f, et art. 19, al. 2, let. a (y compris b et/ou c)
Autres délits	Délit	proposer, remettre ou rendre accessible à une personne - 18 ans sans indication médicale	LStup art. 19 ^{bis}
	Délit	obtention frauduleuse d'une autorisation de transport	LStup art. 20, al. 1, let. a
	Délit	détournement illicite de stupéfiants	LStup art. 20, al. 1, let. b

Infraction		Fait	
	Délit	maniement illicite de matières premières ou de produits ayant un effet similaire à celui des substances et des préparations	LStup art. 20, al. 1, let. c
	Délit	utilisation ou remise illicite de stupéfiants en qualité de professionnel de la santé au sens de la loi sur les stupéfiants	LStup art. 20, al. 1, let. d
	Délit	prescription illicite de stupéfiants en qualité de médecin ou de médecin-vétérinaire	LStup art. 20, al. 1, let. e
Autres crimes	Crime	crime par métier contre la loi sur les stupéfiants, dans des lieux de formation pour mineurs	LStup art. 19, al. 2, let. d
	Crime	obtention frauduleuse par métier d'une autorisation de transport	LStup art. 20, al. 1, let. a, et al. 2
	Crime	détournement illicite par métier de stupéfiants	LStup art. 20, al. 1, let. b, et al. 2
	Crime	maniement illicite par métier de matières premières ou de produits ayant un effet similaire à celui des substances et des préparations	LStup art. 20, al. 1, let. c, et al. 2
	Crime	utilisation ou remise illicite par métier de stupéfiants en qualité de professionnel de la santé	LStup art. 20, al. 1, let. d, et al. 2
	Crime	prescription illicite par métier de stupéfiants en qualité de médecin ou de médecin-vétérinaire	LStup art. 20, al. 1, let. e, et al. 2
... autres infractions à la LStup			
Autres contraventions	contravention	décider ou tenter de décider à consomme	LStup art. 19c
	contravention	utilisation illicite par négligence de documents de contrôle	LStup art. 21, al. 1, let. a, et al. 2
	contravention	usage par négligence de documents de contrôle et accompagnement contenant des indications fausses ou incomplète	LStup art. 21, al. 1, let. b, et al. 2
	contravention	violation du devoir de diligence (y compris par négligence)	LStup art. 22, let. a

Infraction		Fait	
	contravention	infraction aux dispositions relatives à la publicité et à l'information (y compris par négligence)	LStup art. 22, let. b
	contravention	violation de l'obligation d'entreposer et de conserver (y compris par négligence)	LStup art. 22, let. c
	contravention	contravention à la loi sur les stupéfiants (y compris par négligence)	LStup art. 22, let. d
Autres délits	délit	délit contre la loi sur les stupéfiants, prendre des mesures	LStup art. 19, al. 1, let. g
	délit	utilisation illicite de documents de contrôle et accompagnement	LStup art. 21, al. 1 (y compris let. a)
	délit	usage de documents de contrôle et accompagnement contenant des indications fausses ou incomplète	LStup art. 21, al. 1, let. b

4.2 SAISIE DE DROGUE / CONFISCATION DE DROGUE

Pour la confiscation de drogue, il faut toujours enregistrer l'infraction «posséder, détenir, acquérir, s'en procurer d'autre manière», même si aucune personne n'est connue.

Dans ce cas-là, la quantité de drogue doit être obligatoirement enregistrée, car elle est exploitée statistiquement. Pour les autres infractions contre la LStup, seul le genre de substance est pris en considération dans la statistique.

Si des récipients détenant des traces de substances concernant la LStup sont saisis, la quantification n'est dès lors plus possible. Dans ce cas, l'infraction «posséder, détenir, acquérir, s'en procurer d'autre manière» peut tout de même être choisie. Outre la substance, il faut saisir une unité de quantité (p. ex. grammes) et la quantifier avec la valeur «0».

Remarque: le code de l'art. 19, al. 1, let. d et art. 19a ch. 1, intitulé «posséder, détenir, acquérir, s'en procurer d'autre manière, à des fins de consommation personnelle (contravention)» n'est enregistré que lorsqu'une substance a été effectivement saisie.

EXEMPLES: Monsieur C. utilise son appartement pour détenir et stocker de l'héroïne. Lors de la perquisition par la police, celle-ci découvre trois «pucks» comprenant 1.5 kg d'héroïne ainsi que 30 paquets d'aluminium remplis de 10 sachets «minigrip» d'héroïne conditionnée pour la vente, cachés dans une plinthe de l'armoire de l'entrée. Enfin, la police a trouvé du matériel de conditionnement, soit du produit de coupage ou encore une balance électronique.

1 x crime contre la loi sur les stupéfiants, entreposer, expédier, transporter, importer, exporter, passer en transit, avec mise en danger de la santé de nombreuses personnes (LStup art. 19, al. 1, let. b, et art. 19, al. 2, let. a)

1x crime contre la loi sur les stupéfiants, posséder, détenir, acquérir, s'en procurer d'autre manière, avec mise en danger de la santé de nombreuses personnes (LStup art. 19, al. 1, let. d, et art. 19, al. 2, let. a) + enregistrement des substances confisquées

4.3 QUANTITÉ DE DROGUE ET UNITÉ DE QUANTITÉ

La [quantité](#) est indiquée indépendamment du degré de pureté de la substance.

L'[unité de mesure](#) ne prévoit pas uniquement le poids, mais également le nombre, comme pour les plants ou les tablettes. Dans la mesure du possible, il faut utiliser la même unité de mesure pour toutes les drogues d'un même type.

4.4 LIEUX DE COMMISSION DE L'INFRACTION²⁴

Lors de la saisie du lieu d'infraction, il faut tenir compte des éléments suivants:

- Si les infractions ne se concentrent pas en un lieu précis, mais qu'elles se répartissent **entre différents lieux**, c'est le dernier lieu connu où a été commis l'infraction qui est pris en compte dans la statistique.
- Si on ne connaît **aucun lieu**, on indiquera le lieu de la constatation ou «inconnu».

EXEMPLES: Affaires intercantionales:

Une affaire de stupéfiants prend naissance en Valais. Un prévenu est arrêté à son domicile et de la drogue est saisie. Le prévenu possède un chalet à Vevey (canton de Vaud); la police valaisanne demande l'autorisation d'y faire une perquisition et saisit alors 1 kg de cocaïne. L'ensemble des saisies de drogues est saisi au domicile du prévenu, en l'occurrence en Valais (pour les cantons ABI, possibilité d'indiquer en plus le lieu réel sous le masque «autre lieu d'infraction»). Aucun rapport n'est établi par le canton de Vaud.

Un habitant de Lausanne commande des champignons hallucinogènes via Internet. L'enveloppe à son adresse est interceptée par les garde-frontières zurichois. La personne est interrogée par la police vaudoise et reconnaît consommer des champignons.

L'autorité de frontière transmet les drogues au canton de destination; l'adresse du destinataire fait office de for. La police vaudoise saisit un rapport pour l'ensemble des infractions, soit 1x consommation, 1x importation et 1x possession / saisie de champignons hallucinogènes.

4.5 MODE DE COMPTAGE

Il y a fondamentalement deux différentes possibilités de saisir des infractions à la LStup:

- Une affaire est ouverte séparément pour chaque personne.

²⁴ Voir catalogue des caractères: [Commune \(commune de l'acte/ de l'événement\)](#).

Concernant le lieu commission pour infractions au CP, voir le chapitre [Code pénal](#).

Concernant le lieu de commission pour infractions à la LEI, voir le chapitre [Loi sur les étrangers et l'intégration](#).

- Selon la situation, soit plusieurs personnes sont enregistrées conjointement dans un même cas, soit une affaire est ouverte séparément pour chaque personne.

Les infractions à la LStup se dirigent contre la collectivité. C'est pourquoi, en général, le facteur de comptage reste à 1. Toutes les infractions commises dans le domaine des stupéfiants sont considérées comme des infractions «de durée». Il ne faut donc pas cocher la case «multiple». On peut tout au plus indiquer la période (de ... à ...) pendant laquelle l'infraction a été commise. Toutefois, si plusieurs personnes sont saisies dans une même affaire, un facteur de comptage doit être saisi. Cela est nécessaire afin d'obtenir le même résultat pour les infractions saisies selon deux modes différents.

EXEMPLES: 3 personnes font du trafic de cocaïne.

Mode de saisie 1:					Mode de saisie 2:				
Affaire	Prévenu	FC	Infraction	Substance	Affaire	Prévenu	FC	Infraction	Substance
Affaire 1	Prév. 1	1	Trafic	Cocaïne	Affaire 2	Prév. 1	3	Trafic	Cocaïne
Affaire 2	Prév. 2	1	Trafic	Cocaïne		Prév. 2			
Affaire 3	Prév. 3	1	Trafic	Cocaïne		Prév. 3			
→ 3 infractions trafic de cocaïne									

3 personnes sont arrêtées et contrôlées. Une personne est en possession de cocaïne, une autre d'héroïne et une troisième de haschisch:

Mode de saisie 1:					Mode de saisie 2:				
Affaire	Prévenu	FC	Infraction	Substance	Affaire	Prévenu	FC	Infraction	Substance
Affaire 1	Prév. 1	1	Possession	Cocaïne	Affaire 1	Prév. 1	1	Possession	Cocaïne
Affaire 2	Prév. 2	1	Possession	Héroïne		Prév. 2	1	Possession	Héroïne
Affaire 3	Prév. 3	1	Possession	Haschisch		Prév. 3	1	Possession	Haschisch
→ 3 infractions possession de substances différentes									

4.6 DISTINCTION CAS BÉNIN (DÉLIT) – CAS GRAVE (CRIME) / CONCOURS

Se basant sur diverses décisions des tribunaux fédéraux ainsi que des feed-back des cantons, les critères suivants sont proposés (Tableau).

Tableau 8: Critères pour distinguer les cas bénins des cas graves.

		Cas bénin	Cas grave	ATF déterminants
Quantité	Est considérée comme cas grave toute quantité pouvant mettre la santé de nombreuses personnes en danger. Précision selon les substances en fonction des quantités (voir liste suivante):			
	Héroïne pure	Moins de 12g	Dès 12g	ATF 109 IV 143
	Cocaïne pure	Jusqu'à 18g	Dès 18g	ATF 109 IV 143
	Amphétamine	Moins de 36g	Dès 36g	ATF 113 IV 32
	LSD	Moins de 200 trips	Dès 200 trips	ATF 121 IV 322
	Opium pur	Moins de 120g	Dès 120g	
	Cannabis	Cas bénin uniquement car même en grande quantité, le cannabis ne peut pas mettre en danger la santé de nombreuses personnes ²⁵ .		ATF 118 IV 314, consid. 2
Par métier	Gain	Pas de gain illégal	> 10'000 CHF La personne vit du produit du trafic	ATF 129 IV 253
	Chiffre d'affaires		> 100'000 CHF	ATF 129 IV 188
En bande		Petit dealer de rue	Organisation avec une structure hiérarchique	

Il y a un concours imparfait par «absorption» (une infraction couvre – au sens de la loi – l'illicéité de l'autre infraction) lorsque pour une même situation, des substances sont saisies correspondant à des cas graves et bénins. Dès lors, seule l'infraction la plus grave est saisie et l'ensemble des substances qui lui sont attribuées avec leurs quantités respectives sont enregistrées.

EXEMPLES: Concours imparfait:

²⁵ Des cas graves restent possibles en cas d'exercice par métier ou en bande.

Monsieur F. est arrêté lorsqu'il vendait de la cocaïne. On trouve sur lui une quantité de 30 g de cocaïne pure (cas grave) ainsi que 5 g d'amphétamine (cas bénin) qu'il indique être pour sa propre consommation.

1 x crime contre la loi sur les stupéfiants, posséder, détenir, acquérir, s'en procurer d'autre manière, avec mise en danger de la santé de nombreuses personnes (LStup art. 19, al. 1, let. d, et art. 19, al. 2, let. a) + enregistrement des substances confisquées, soit la cocaïne et l'amphétamine.

1 x crime contre la loi sur les stupéfiants, aliéner ou prescrire des stupéfiants, en procurer de toute autre manière à un tiers ou en mettre dans le commerce, avec mise en danger de la santé de nombreuses personnes (LStup art. 19, al. 1, let. c, et art. 19, al. 2, let. a) + enregistrement de la substance mise dans le commerce, soit la cocaïne.

1 x consommation de stupéfiants (LStup art. 19a ch. 1) + enregistrement de la substance consommée, soit l'amphétamine.

5 LOIS FÉDÉRALES ANNEXES

En principe, tous les textes de loi ou d'ordonnances pénalement pertinents peuvent être pris en compte dans la statistique de la criminalité. La pratique montre cependant que les infractions à des lois relevant du droit pénal ne sont pas toutes saisies dans les systèmes d'informations policières, en raison de compétences ou de processus de travail différents.

Les lois suivantes du droit pénal annexe sont saisies par *tous* les cantons:

- **Loi fédérale sur les stupéfiants (LStup)**: toutes les infractions pénales sont enregistrées.
- **Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI, anciennement LEtr et LSEE)**: toutes les infractions pénales sont enregistrées.

Selon les besoins cantonaux:

- **Loi sur la circulation routière (LCR)**: les violations à la loi sur la circulation routière sont saisies de manière facultative ou en fonction des besoins des cantons. Ces données ne font pas l'objet d'une publication au niveau national.

Autres lois fédérales annexes: la saisie de certaines lois annexes n'étant pas du ressort de la police et pouvant être réglée de manière différente selon les cantons, les lois fédérales annexes sont retirées et ne sont plus publiées au niveau national.

Sur demande des cantons, ils peuvent recevoir des exploitations des lois fédérales annexes enregistrées pour leur canton s'ils nous les transmettent.

6 ÉVÉNEMENTS SPC NON PUNISSABLES

Les codes SPC d'événements non punissables suivants sont à disposition des cantons. Ces derniers sélectionnent les codes dont ils ont besoin.

Tableau 9: Événements non punissables

Dénomination		Description	Valeur de code
Décès par drogue		Mort par une overdose, causée par une intolérance ou une polytoxicomanie de drogues illégales (y c. avec intention suicidaire).	9000100000
Disparu		Personnes disparues de leur milieu habituel de vie, sans pouvoir <i>exclure</i> l'éventualité d'un accident, d'une infraction ou d'un suicide.	9000200000
Évadé		Personne envoyée dans un établissement suite à une décision d'un tribunal, d'une autorité de poursuite pénale ou d'une autorité administrative (établissement de détention, établissement d'exécution de mesure, foyer, clinique, etc.) ou assignée à un certain lieu (lieu de travail, famille) et l'ayant quitté sans autorisation ou s'étant évadée durant un transport.	9000300000
En fugue		<i>Personne mineure ou interdite</i> ayant quitté son domicile ou son lieu de travail ou qui s'est soustraite d'une autre manière à la surveillance des personnes responsables, sans que les circonstances particulières pour une recherche de personne disparue ne soient remplies.	9000301000
Incendie	général	Incendie dont la cause est naturelle, technique ou inconnue.	9000400000
	cause inconnue	Incendie dont la cause est inconnue.	9000401000
	cause technique	Incendie causé par une défaillance technique (p. ex. court-circuit sur un appareil électrique).	9000402000
	cause naturelle	Incendie causé par un phénomène naturel (p. ex. foudre, foin surchauffé).	9000403000
	incendie de véhicule	Incendie de véhicule causé par une défaillance technique ou inconnue.	9000404000
Explosion	général	Dégagement d'une grande quantité d'énergie causé par un phénomène naturel, technique ou inconnu.	9000500000
	cause inconnue	Explosion dont la cause est inconnue.	9000501000
	cause technique	Explosion due à une défaillance technique (p. ex. fuite d'une conduite de gaz).	9000502000
	cause naturelle	Explosion causée par un phénomène naturel (p. ex. tremblement de terre ayant entraîné une fuite dans une conduite de gaz).	9000503000
Décès extraordinaire /	général	Mort soudaine/inattendue pour laquelle rien n'indique une mort violente, un suicide ou une mort accidentelle.	9000601000

Dénomination		Description	Valeur de code
découverte de cadavre	mort naturelle	Mort soudaine/inattendue dont la cause est naturelle (p. ex. crise cardiaque, raisons médicales, mort subite du nourrisson).	9000602000
	autre cause	Mort soudaine/inattendue non naturelle dont la cause exacte ne peut être déterminée.	9000603000
Intervention dans la sphère domestique		La police intervient pour un incident dans un cercle social restreint mais ne relève aucune infraction (rapport d'information).	9000800000
Accident (sans LCR)	général	Évènement soudain, sans influence volontaire d'une personne, qui conduit à une intervention policière.	9000900000
	Accident de travail	Accident pendant l'exercice d'une activité (productive, à caractère réparatoire) sur le lieu de travail mais également durant les loisirs.	9000901000
	Accident de sport ou loisir	Accident pendant l'exercice d'une activité (exclusivement sportive ou à caractère ludique).	9000902000
	Noyade / accident de plongée	Accident causé lors d'une activité aquatique, dans le cadre des loisirs ou du travail. Aucun bateau ou navire n'est impliqué.	9000903000
	Accident de montagne	Accident lié à la configuration du terrain, pendant les loisirs ou le travail. Une avalanche n'est pas en cause.	9000904000
	Accident d'avion / aérien	Accident pendant l'exercice d'une activité (loisirs ou travail) dans un engin volant (ballon, avion, parapente, etc.).	9000905000
	Accident de navigation	Accident pendant l'exercice d'une activité (loisirs ou travail) sur un bateau ou un navire.	9000906000
	Accident chemin de fer (téléphérique et funiculaire inclus)	Accident pendant l'exercice d'une activité (loisirs ou travail) sur une voie de chemin de fer ou dans un train, y c. les infrastructures ferroviaires (voies, etc.).	9000907000
	Accident par avalanche	Cas particulier d'accident de montagne, causé par une avalanche dans le cadre des loisirs ou du travail.	9000908000
	Accident chimique	Accident pendant l'exercice d'une activité (loisirs ou travail) par ou à proximité de produits chimiques.	9000909000
	Autres accidents (sans LCR)	Tout autre accident qui n'entre pas dans les catégories précédentes.	9000910000
Suicide	De manière générale	Acte de se donner volontairement la mort.	9001000000
	Suicide par arme à feu	Tous types d'armes à feu.	9001001000
	Suicide par pendaison	Toutes formes de strangulation.	9001002000
	Suicide par noyade	Toutes formes de suicide dans l'eau.	9001003000
	Suicide par inhalation de gaz	Toutes formes de substance gazeuse.	9001004000
	Suicide par empoisonnement	Ingestion par voie orale ou par injection de substances qui ne soient ni un médicament, ni une drogue.	9001005000

Dénomination		Description	Valeur de code
	Suicide par absorption de médicament	Tous les médicaments autorisés, y compris ceux délivrés sur ordonnance.	9001006000
	Suicide par collision	Toute forme de suicide où la personne se fait écraser (train, voiture, etc.).	9001007000
	Suicide par précipitation dans le vide	Toutes les formes de saut dans le vide (pont, immeuble, etc.).	9001008000
	Suicide par arme blanche	Automutilation ayant entraîné la mort (p. ex. s'ouvrir les veines)	9001009000
	Suicide par étouffement	Mort par manque d'oxygène, non causée par un gaz (p. ex. tête dans un sac en plastique).	9001010000
	Suicide par immolation	Toute forme d'immolation par le feu.	9001011000
	Suicide par explosion	Toutes les manières de se faire exploser soi-même.	9001012000
	Suicide par le biais d'une organisation d'assistance au suicide	Seulement suicides accomplis avec l'aide d'une organisation d'assistance au suicide (Dignitas, Exit, etc.), sans les suicides accomplis avec l'aide d'une personne privée.	9001013000
	Suicide par électrocution	Toutes formes de suicides par courant électrique.	9001016000
	Suicide autre / modalité inconnue	Suicide avéré, dont la cause exacte de la mort est inconnue ou n'entre dans aucune des catégories précédentes.	9001015000
	Tentative de suicide	Toutes les formes de suicide qui n'ont pas eu d'issue fatale, quelle que soit la méthode utilisée. Les différentes manières d'agir peuvent éventuellement être saisies dans le mode opératoire.	9001014000

1 ANNEXE 1: CATALOGUE DES CARACTÈRES

1.1 INTRODUCTION

Les descriptions de caractères figurant ci-après comportent des normes matérielles et techniques pour l'établissement de la statistique et sont contraignantes pour les autorités cantonales de police. Les nomenclatures officielles et les tableaux de codes RIPOL existants ont été repris dans la mesure du possible.

Outre l'harmonisation du relevé des caractères et sa gestion conforme aux principes statistiques, certaines règles de saisie et de comptage sont appliquées; elles ont été décrites ci-dessus (voir chapitre 2.1).

Si la police procède à des changements ou des compléments à une affaire ayant déjà été transmise à l'OFS, *l'ensemble de l'affaire* est transmis une nouvelle fois. Les données déjà transmises sont remplacées. Lorsqu'une instance de saisie envoie un message de suppression manuelle, toutes les données spécifiques à l'affaire sont supprimées. Il n'en va pas de même dans le cas des suppressions générées automatiquement, dues p. ex. à la prescription légale.

Les divers caractères sont répartis dans les domaines suivants:

- [Caractères relatifs à l'affaire](#)
- [Caractères relatifs à l'infraction](#)
- [Caractères relatifs à l'événement](#)
- [Caractères relatifs aux objets de l'infraction](#)
- [Caractères relatifs aux stupéfiants](#)
- [Caractères relatifs aux personnes](#)

1.2 CATALOGUE DES CARACTÈRES

Caractère	Nom de la variable
Caractères relatifs à l'affaire	
Type de message	MESTYPE
Autorités policières	ORGUNIT
Instance de la saisie	REGUNIT
Responsable	RESPONSIBLE
Identificateur statistique	CASEID
Numéro de l'affaire	DOSSIERID
Date du dépôt de la plainte	REGDATE

Caractère	Nom de la variable
Date de sortie	FINALDATE
Date de transmission	TRANSDATE
Montant des dommages	DESTSUM
Montant total de l'infraction	DELSUMTOT
Mesures policières	MEASURE
Caractères relatifs à l'infraction	
Infraction	OFFENCECD
Commune (de l'acte / l'événement)	PLACE
Localité (lieu de l'acte / l'événement)	ZIPCODE
Nom du quartier (de l'acte / l'événement)	CITYAREA
Première date (infraction / événement)	FIRSTDATE
Dernière date (infraction / événement)	LASTDATE
Première heure (infraction / événement)	FIRSTTIME
Dernière heure (infraction / événement)	LASTTIME
Facteur de comptage	FACTOR
Multiple	MULTIPLE
Tentative	TENT
Variable de filtre	COUNT
Mobile de l'infraction	MOTIVE
Endroit	LOCALITY
Instrument de l'infraction	DELINST
Mode opératoire	MODUS
Caractères relatifs à l'événement	
Événement	EVENTCD

Caractère	Nom de la variable
Caractères relatifs aux objets de l'infraction	
Objet de l'infraction	DELOBJCD
Véhicule	VEHICLECD
Montant de l'infraction	DELSUM
Caractères relatifs aux stupéfiants	
Stupéfiants	DRUGSCD
Quantité	DRUGQUANTITY
Unité de quantité	DRUGUNIT
Caractères relatifs aux personnes	
Numéro de la personne	PERSNO
Type de personne	PERSTYPE
Abréviation du nom	NAMEID
Nom de l'entreprise	FIRMNAME
Sexe	SEX
Date de naissance	DATEBIRTH
Lieu de naissance	BIRTHPLACE
Nationalité	NATIONMAIN
Lieu effectif de résidence / emplacement	DOMICILE
Statut de séjour	RESSTATUS
Degré d'organisation	GANG
Date d'élucidation	CLEARDATE
Degré de gravité des lésions	HARM
Mesures policières	MEASURE
Caractères relatifs aux relations prévenu-lésé	

Caractère	Nom de la variable
Relation entre prévenu/lésé	RELATIONCD

1.3 CARACTÈRES RELATIFS À L'AFFAIRE

MESTYPE	Type de message
Description	On distingue les premiers messages, les messages de mutation et les messages de suppression d'affaires. Les messages ultérieurs (compléments, message de correction) peuvent concerner uniquement certains éléments touchant les infractions, les prévenus ou les données relatives aux lésés, mais ils occasionnent un message sur tout le contenu de l'affaire concernée.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 Position, alphanumérique ➤ Obligatoire ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «PKS_MELDUNGSART»
Modalités	F: Première transmission M: Mutation Z: Annonce d'effacement d'une affaire
Spécifications techniques supplémentaires	S'ensuit une comparaison de données d'information et de données de mutation. Est-ce que des champs d'un cas relevant ont été mutés depuis le dernier transfert de données SPC? Si une date de mutation d'un cas est ultérieure au dernier transfert de données, une information de mutation est générée.

ORGUNIT	Autorités policières
Description	Identification des unités organisationnelles de police (p. ex. police cantonale de Saint-Gall, fedpol). Les autorités policières cantonales comme fédérales (PJF).
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 10 positions, alphanumérique ➤ Obligatoire ➤ Pas de valeur par défaut
Modalités	SG: St- Gall BE: Berne BKP: Police judiciaire fédérale ...
Spécifications techniques supplémentaires	Il existe le principe du lieu de commission de l'infraction: cela signifie que les cas qui sont extraits par l'autorité policière cantonale spécifique sont ceux dont le lieu de commission de l'infraction est du même canton. Cette restriction n'est pas valable pour les instances fédérales de police.
Règles de saisie particulières	Dans une affaire, aussi bien les infractions propres au canton que les infractions externes au canton seront saisies (p. ex. événement intercantonal). Il faudra donc être attentif à ce que les infractions externes au canton apparaissent avec le facteur de comptage «0» ²⁶

²⁶ Pour rappel, les affaires externes au canton sont envoyées au canton du lieu d'infraction et saisies dans le système d'information de ce dernier. L'affaire sera ensuite transmise et comptabilisée dans la SPC pour ladite police.

REGUNIT	Instance de la saisie
Description	Identification de l'instance de saisie qui a traité de manière définitive une affaire selon les règles d'enregistrement pour la statistique (statistique de sortie). Cette instance peut être un poste de police ou un organe des autorités de police compétent pour la statistique. Instance de saisie des autorités policières cantonales et fédérales.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 120 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Règles de saisie particulières	-

RESPONSIBLE	Responsable
Description	Les abréviations d'identification du responsable qui a travaillé en dernier sur un cas pour la statistique. Il est de la responsabilité des autorités cantonales de police d'attribuer des abréviations d'identification claires.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 15 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Règles de saisie particulières	-

CASEID	Identificateur statistique
Description	Le numéro d'identification n'est attribué qu'une seule fois dans les systèmes d'information des autorités de police cantonales ou fédérales et reste inchangé lors de messages de mutation (p. ex. enregistrement ultérieur d'infractions ou de prévenus). P. ex. SG201903000001287
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 120 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Spécifications techniques supplémentaires	-
Règles de saisie particulières	-

DOSSIERID	Numéro de l'affaire
Description	Un numéro d'affaire, de cas, de rapport ou de dossier géré dans des systèmes d'information et auquel tous les documents d'une affaire criminelle se réfèrent. Il sert à identifier plus rapidement une affaire en cas de demandes de complément d'information.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 120 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Règles de saisie particulières	-

REGDATE	Date du dépôt de la plainte
Description	Date à laquelle une infraction fait l'objet d'une plainte du lésé ou est découverte par l'autorité de police (p. ex. flagrant délit ou saisie de stupéfiants).
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Date (YYYY-MM-DD) ➤ Facultatif

	➤ Pas de valeur par défaut
Règles de plausibilité	-
Règles de saisie particulières	La date du dépôt de la plainte n'est en général <i>pas antérieure</i> à la date de l'infraction. La date du dépôt de la plainte est toujours <i>antérieure</i> à la date de clôture.

FINALDATE	Date de sortie
Description	Date à laquelle le travail d'enregistrement de la police est terminé. Une affaire est considérée comme terminée au plus tard lorsque tous les premiers constats ont été achevés et que les dossiers ont été transmis au bureau du juge d'instruction ou ne sont plus traités jusqu'à nouvel ordre. La date de sortie est générée automatiquement aussitôt qu'une affaire est classée dans le statut pertinent du point de vue de la SPC. La date de sortie une fois déterminée ne doit plus être changée.
Spécifications	➤ Date (YYYY-MM-DD) ➤ Obligatoire ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Date valable à partir du début de la SPC; date ultérieure pour autant que la date de l'élucidation est valable à partir du début de la SPC.
Règles de saisie particulières	-

TRANSDATE	Date de transmission
Description	Date à laquelle le transfert des données a été établi et transmis à l'OFS
Spécifications	➤ Date (YYYY-MM-DD) ➤ Obligatoire ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Date valable à partir du 1.1.2005
Règles de saisie particulières	La date ne doit pas être saisie vue qu'elle est générée automatiquement par le système.

DESTSUM	Somme des dommages matériels
Description	Valeur monétaire des dommages matériels causés dans le cadre d'une affaire. Il s'agit à chaque fois de la somme globale de l'affaire. La somme des dommages matériels correspond à la valeur approximative du marché pour les travaux et les produits nécessaires à la restauration des biens fonds, des immeubles, des installations et des objets détériorés ou détruits. Elle est évaluée par les employés de police, respectivement par les personnes lésées. L'estimation subjective de la valeur des biens détériorés n'est pas déterminante.
Spécifications	➤ 10 positions, numérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Règles de saisie particulières	-

DELSUMTOT	Somme totale du butin
Description	Valeur monétaire de l'ensemble du butin de toutes les infractions enregistrées.
Spécifications	➤ 10 positions, numérique ➤ Facultatif

	➤ Pas de valeur par défaut
Règles de saisie particulières	La somme totale de l'infraction doit être égale ou supérieure à la valeur des objets de l'infraction .

MEASURE	Mesures
Description	Les législations cantonales (loi sur la police, loi sur la protection de la violence, etc.) règlent l'application des contraintes policières, respectivement des mesures policières. Les mesures correspondantes s'appliquent à une affaire qui contient, soit un résultat SPC relevant (p. ex. Intervention dans la sphère domestique), soit une infraction. Les mesures policières sont actuellement primordiallement limitées à l'intervention dans la sphère domestique. Une ouverture sur d'autres domaines peut être discutée en cas de besoin.
Spécifications	➤ 7 positions, alphanumérique ➤ Facultatif Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau Ripol «PKS_MASSNAHMEN» 6000000 – 6000999 Domaine pour codes cantonaux spécifiques
Règles de saisie particulières	Les mesures sont référencées aux prévenus ou aux lésés.

1.4 CARACTÈRES RELATIFS À L'INFRACTION

OFFENCECD	Infraction
Description	Tout non-respect des dispositions légales enregistré dans une affaire. Les infractions sont enregistrées selon la nomenclature des infractions. La saisie de produits stupéfiants est enregistrée comme infraction (possession/saisie de produits stupéfiants) On se réfère à chaque fois à la plus récente nomenclature des infractions RIPOL.
Spécifications	➤ 10 positions, alphanumérique ➤ Obligatoire (sauf pour les événements) ➤ Pas de valeurs par défaut
Valeurs admises	Tableau Ripol «PKS_STRAFB_HANDL»
Règles de saisie particulières	La saisie d'une infraction se fait conformément aux règles de saisie et de comptage (voir chapitre 2.1, règles de comptage). Lorsque la qualification d'une infraction est incertaine à la saisie, c'est la plus vraisemblable des infractions qui est pertinente d'un point de vue statistique. Les autres éléments constitutifs possibles de l'infraction peuvent être saisis comme infraction alternative avec le facteur de comptage «0».

PLACE	Commune (lieu de l'acte, lieu de l'événement)
Description	Désignation de la commune politique où l'infraction a été commise ou où l'événement s'est produit. Le numéro de commune à introduire est tiré de la liste des communes de l'Office fédéral de la statistique . Cette nomenclature est déjà reproduite dans les tableaux de code RIPOL et est à la disposition des autorités de police y compris le numéro de commune OFS depuis le printemps 2008.
Spécifications	➤ 4 positions, numérique ➤ Obligatoire

	➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau Ripol «EXT_GDE_HEIMATORT_R720» Exceptions PJF: Tableaux Ripol «EXT_GDE_HEIMATORT_R720» et «EXT_GPNATI»
Spécifications techniques supplémentaires	Il existe le principe du lieu de commission de l'infraction: cela signifie que les cas qui sont extraits par l'autorité policière cantonale sont ceux dont le lieu de commission de l'infraction se situe dans le même canton (cf. exceptions PJF).
Règles de saisie particulières	Le principe du lieu de commission de l'infraction est à appliquer: cela veut dire que les cas qui sont extraits par l'autorité policière cantonale sont ceux dont le lieu de l'acte se situe sur le territoire du même canton (cf. exceptions PJF). Pour les informations détaillées, on peut renvoyer aux chapitres concernés: <ul style="list-style-type: none"> • Lieu où a eu lieu l'acte pour infractions au CP (cas spécial pour la Cybercriminalité) • Lieu où a eu lieu l'acte pour infractions à la LEI • Lieu où a eu lieu l'acte pour infractions à la LStup

ZIPCODE	Localité (NPA)
Description	Indication de la localité de la commission de l'infraction ou de l'événement. C'est le code postal qui est pris en compte.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 7 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Règles de saisie particulières	-

CITYAREA	Nom du quartier (lieu de l'acte, de l'événement)
Description	Description précise du lieu/espace géographique où l'infraction a été commise/ l'événement s'est produit dans une ville: arrondissement, quartier, etc. Pour les villes de plus de 30 000 habitants, il est possible de calculer les taux de criminalité des quartiers pour autant que les codes des quartiers officiels OFS soient utilisés.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 7 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «PKS_ORT_QUARTIER»
Règles de saisie particulières	-

FIRSTDATE	Première date (infraction / événement)
Description	La première date de l'infraction ne doit être indiquée que dans les cas où une période de temps est nécessaire: <ul style="list-style-type: none"> ➤ si la date exacte de l'infraction n'est pas connue et que la période probable doit être estimée (début de la période) ➤ lors d'actes commis de manière répétée, la première date indique la date la plus probable de la commission du premier acte (p. ex. contrainte sexuelle répétée envers le même lésé).

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ si une infraction est enregistrée comme un acte de durée (p. ex. gestion fautive, délits de drogue).
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Date (YYYY-MM-DD) ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Règles de saisie particulières	<p>Les mêmes infractions, commises de manière répétée contre le même lésé / la même collectivité ou le même ordre juridique, doivent être comptées une seule fois, cependant il faut y ajouter la mention «multiple». La période durant laquelle l'infraction répétée a été commise doit être indiquée en rapport avec cette mention, cela signifie également la première date.</p> <p>Pour la date et l'heure de l'infraction, les règles suivantes s'appliquent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Date avec indication de l'heure: les mêmes valeurs sont enregistrées. Exemple: Première date et heure: 2017-01-01 16:30:00 Dernière date et heure: 2017-01-01 16:30:00 - Date sans indication de l'heure: pour une date sans indication de l'heure, on suppose que l'infraction a pu se dérouler durant toute la journée. Le jour commence avec l'indication de l'heure 00:00.00 et se termine avec l'indication de l'heure 23:59:59. Exemple: Première date et heure: 2017-01-01 00:00:00 Dernière date et heure: 2017-01-01 23:59:59 - Période: si une infraction a pu se dérouler au cours d'une période déterminée et que la date exacte n'est pas connue, il faut indiquer l'heure du début et l'heure de la fin de la période. Exemple: Première date et heure: 2017-01-01 12:00:00 Dernière date et heure: 2017-01-01 15:45:00

LASTDATE	Dernière date (infraction / événement)
Description	<p>Date exacte de l'acte, respectivement, dernière date possible pour la commission de l'infraction lorsque la date de l'acte n'est pas exactement connue.</p> <p>Pour les commissions répétées, la dernière date indique la fin de la période durant laquelle les actes ont été commis.</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Date (YYYY-MM-DD) ➤ Obligatoire ➤ Pas de valeur par défaut
Règles de saisie particulières	<p>Si l'on ne connaît pas le moment (date exacte) où l'infraction a été commise dans une période déterminée (vol, effraction, etc.), il convient d'indiquer le début et la fin de la période où cette infraction a pu être commise. Si la date peut être manifestement définie, seule la date de la dernière infraction (dernière date) sera transmise.</p> <p>Ce moment doit être distingué de celui où l'infraction a été découverte ou a été dénoncée.</p> <p>Pour la date et l'heure de l'infraction, les règles suivantes s'appliquent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Date avec indication de l'heure: les mêmes valeurs sont enregistrées. Exemple: Première date et heure: 2017-01-01 16:30:00 Dernière date et heure: 2017-01-01 16:30:00 - Date sans indication de l'heure: pour une date sans indication de l'heure, on suppose que l'infraction a pu se dérouler durant toute la

	<p>journée. Le jour commence avec l'indication de l'heure 00:00.00 et se termine avec l'indication de l'heure 23:59:59. Exemple: Première date et heure: 2017-01-01 00:00:00 Dernière date et heure: 2017-01-01 23:59:59</p> <ul style="list-style-type: none"> - Période: si une infraction a pu se dérouler au cours d'une période déterminée et que la date exacte n'est pas connue, il faut indiquer l'heure du début et l'heure de la fin de la période. Exemple: Première date et heure: 2017-01-01 12:00:00 Dernière date et heure: 2017-01-01 15:45:00
--	---

FIRSTTIME	Première heure (infraction / événement)
Description	
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 4 positions, numérique (hhmm) ➤ Facultatif ➤ Selon le système, aucune valeur par défaut ou 0000.
Valeurs admises	0001 à 2359 0000 minuit (dans certains systèmes = valeur par défaut) vide heure inconnue
Règles de saisie particulières:	<p>Pour la date et l'heure de l'infraction, les règles suivantes s'appliquent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Date avec indication de l'heure: les mêmes valeurs sont enregistrées. Exemple: Première date et heure: 2017-01-01 16:30:00 Dernière date et heure: 2017-01-01 16:30:00 - Date sans indication de l'heure: pour une date sans indication de l'heure, on suppose que l'infraction a pu se dérouler durant toute la journée. Le jour commence avec l'indication de l'heure 00:00.00 et se termine avec l'indication de l'heure 23:59:59. Exemple: Première date et heure: 2017-01-01 00:00:00 Dernière date et heure: 2017-01-01 23:59:59 - Période: si une infraction a pu se dérouler au cours d'une période déterminée et que la date exacte n'est pas connue, il faut indiquer l'heure du début et l'heure de la fin de la période. Exemple: Première date et heure: 2017-01-01 12:00:00 Dernière date et heure: 2017-01-01 15:45:00

LASTTIME	Dernière heure (infraction / événement)
Description	<p>L'heure exacte de la fin de la commission de l'infraction (dans la mesure du possible), respectivement l'indication de la période de la commission pour une infraction unique.</p> <p>Indiquer l'heure et la minute précises de la fin possible/probable de la commission de l'infraction ou du déroulement de l'événement.</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 4 positions, numérique (hhmm) ➤ Facultatif ➤ Selon le système, aucune valeur par défaut ou 0000.
Valeurs admises	0001 à 2359 0000 minuit (dans certains systèmes = valeur par défaut) vide heure inconnue
Règles de saisie particulières	<p>Pour la date et l'heure de l'infraction, les règles suivantes s'appliquent:</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Date avec indication de l'heure: les mêmes valeurs sont enregistrées. Exemple: Première date et heure: 2017-01-01 16:30:00 Dernière date et heure: 2017-01-01 16:30:00 - Date sans indication de l'heure: pour une date sans indication de l'heure, on suppose que l'infraction a pu se dérouler durant toute la journée. Le jour commence avec l'indication de l'heure 00:00:00 et se termine avec l'indication de l'heure 23:59:59. Exemple: Première date et heure: 2017-01-01 00:00:00 Dernière date et heure: 2017-01-01 23:59:59 - Période: Si une infraction a pu se dérouler au cours d'une période déterminée et que la date exacte n'est pas connue, il faut indiquer l'heure du début et l'heure de la fin de la période. Exemple: Première date et heure: 2017-01-01 12:00:00 Dernière date et heure: 2017-01-01 15:45:00
--	---

FACTOR	Facteur de comptage
Description	Compteur pour les infractions qui peuvent être enregistrées plusieurs fois dans une affaire (p. ex. homicides multiples, plusieurs casiers défoncés dans un vestiaire, etc.).
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 5 positions, numérique ➤ Obligatoire ➤ Valeur par défaut = 1
Règles de saisie particulières	<p>Voir chapitre Erreur ! Source du renvoi introuvable. (règles de comptage)</p> <p>S'il faut saisir plusieurs mêmes infractions par affaire, il faut un facteur de comptage. Le facteur de comptage dépend alors du nombre d'actes distincts contraires à la loi lésant différents lésés.</p> <p>Dans la rixe, l'agression et l'émeute, le texte de la loi considère expressément la participation comme punissable, c'est pourquoi pour celles-ci, chaque participation est comptée comme comportement punissable (art. 133, art. 134 et art. 260^{ter} CP).</p> <p>D'après le modèle de saisie (plusieurs prévenus pour une affaire), chaque participation doit être comptée dans le domaine de la LStup et de la LEI.</p> <p>Si des infractions appartenant à un canton ou étranger à celui-ci (p. ex. événement intercantonal) sont saisies dans un cas, il faut être attentif que les infractions intercantionales soient munis du facteur de comptage «0».</p>

MULTIPLE	Mention «multiple»
Description	Compteur non spécifique pour des infractions commises de manière répétée par le même prévenu contre le même lésé, la même collectivité ou le même ordre juridique, et ce avant le dépôt d'une plainte. P. ex. exhibitionnisme «multiple»
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Flag ➤ Facultatif ➤ Valeur par défaut = false
Valeurs admises	False pas multiple True multiple

Règles de saisie particulières	<p>À appliquer également en cas d'infractions identiques répétées et de constellations prévenu-lésé invariables pour autant que le lésé ne porte plainte qu'après coup.</p> <p>À appliquer également en cas d'infractions identiques répétées contre la collectivité ou l'ordre public lorsque la police n'en a connaissance qu'après coup (p. ex. par un aveu, par des interrogatoires dans l'instruction pénale, etc.).</p>
---------------------------------------	---

TENT	Tentative
Description	<p>Exécution avortée ou exécution sans conséquence pénale.</p> <p>Intention de commettre une infraction, manifestée au début de l'exécution de l'acte, acte qui cependant est interrompu ou n'amène pas au succès escompté.</p> <p>Définition de la tentative: il y a tentative lorsque l'auteur a réalisé tous les éléments subjectifs de l'infraction et manifesté sa décision de la commettre, alors que les éléments objectifs font, en tout ou en partie, défaut.</p> <p>La tentative constitue une exécution partielle de l'infraction. Elle est constituée dès lors que, manifestée par un commencement d'exécution, l'infraction n'a été suspendue ou n'a manqué son effet qu'en raison de circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.²⁷</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 position, numérique ➤ Facultatif ➤ Valeur par défaut = 0
Valeurs admises	<p>0 infraction réalisée</p> <p>1 tentative</p>
Règles de plausibilité	Une tentative n'est pas possible pour toutes les infractions (contravention, p. ex.)
Règles de saisie particulières	-

COUNT	Variable de filtre
Description	Flag spécialement conçu pour les services policiers fédéraux signalant si l'affaire, respectivement la procédure judiciaire des services fédéraux ou des cantons, a été dénoncée. Sont intégrées dans l'exploitation nationale uniquement les affaires dépendant de la compétence des services nationaux.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Flag ➤ Facultatif (obligatoire pour les services fédéraux policiers) ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	<p>False dénoncé par les cantons</p> <p>True dénoncé par l'autorité policière fédérale</p>
Règles de saisie particulières	-

MOTIVE	Mobile de l'infraction
Description	Motivation pour la commission de l'infraction (p. ex. infraction à caractère raciste ou xénophobe)
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 7 positions, alphanumérique

²⁷ Donatsch/Tag, Verbrechenslehre I, Zürcher Grundrisse des Strafrechts, 9. Aufl., Schulthess; Zürich 2013, p. 136 ss.

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «PKS_TATMOTIV»
Modalités	5000100 Enrichissement 5000300 Mobile idéologique/politique 5000400 Mobile sexuel 5000000 Mobile raciste
Règles de saisie particulières	Enregistrement pour les infractions dont le mobile peut être déterminé assez clairement et représente une information supplémentaire pour la compréhension de l'infraction.

LOCALITY	Endroit
Description	Description des caractéristiques de l'environnement dans lequel l'infraction a été commise/ l'événement a eu lieu. L'endroit représente une description, selon des critères pénaux, criminologiques ou criminalistiques, de l'environnement, de la zone ou de l'espace dans lequel l'infraction a été commise. L'endroit se base sur les tableaux de code RIPOL existant.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 6 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «OERTLICHKEIT»
Règles de saisie particulières	Obligatoire pour <ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 111 -116 Homicides ➤ Art. 118, al. 2, Interruption de grossesse sans le consentement de la femme enceinte ➤ Art. 123, 122 Lésions corporelles simples et graves ➤ Art. 124 Mutilation d'organes génitaux féminins ➤ Art. 126 Voies de fait ➤ Art. 127 Exposition ➤ Art. 129 Mise en danger de la vie d'autrui ➤ Art. 133 Rixe ➤ Art. 134 Agression ➤ Art. 136 Remise à des enfants de substances pouvant mettre en danger leur santé ➤ Art. 139 Vols par effraction et par introduction clandestine ➤ Art. 140 Brigandage ➤ Art. 156 Extorsion et chantage ➤ Art. 173 Diffamation ➤ Art. 174 Calomnie ➤ Art. 177 Injure ➤ Art. 179^{septies} Utilisation abusive d'une installation de télécommunication ➤ Art. 180 Menaces ➤ Art. 181 Contrainte ➤ Art. 181a Mariage forcé, partenariat forcé ➤ Art. 183, 184 Séquestration et enlèvement ➤ Art. 185 Prise d'otage ➤ Art. 187 Actes d'ordre sexuel avec des enfants ➤ Art. 188 Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes ➤ Art. 189 Contrainte sexuelle ➤ Art. 190 Viol

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 191 Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance ➤ Art. 193 Abus de la détresse ➤ Art. 198 Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel ➤ Art. 221 Incendie intentionnel ➤ Art. 260^{bis} Actes préparatoires délictueux ➤ Art. 285 Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires <p>La description des caractéristiques de l'endroit de la commission de l'infraction est effectuée en rapport avec l'infraction.</p>
--	--

DELINST	Instrument de l'infraction
Description	<p>Arme ou instrument utilisé pour la commission de l'infraction ou de l'événement.</p> <p>Dans cette rubrique sont introduites des désignations d'instruments, reposant sur certains critères juridiques, criminologiques et criminalistiques, avec lesquels une infraction a été commise.</p> <p>L'instrument de l'infraction se base sur le tableau de codes RIPOL existant.</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 4 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «TATHILFSMITTEL»
Règles de saisie particulières	<p>Obligatoire pour</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les homicides (CP art. 111-116), ➤ les lésions corporelles graves et ➤ le brigandage. <p>Une arme portée par le prévenu mais non utilisée n'est pas enregistrée à moins que le port de cette arme ne contrevienne à une loi (p. ex. possession illégale d'arme).</p> <p>On peut saisir plusieurs moyens, mais seulement ceux qui ont été effectivement utilisés. Pour autant que cela soit possible, il faut différencier les armes à feu entre l'arme d'ordonnance et l'arme non-militaire. Les armes jouets ou factices sont assimilées à des armes réelles.</p> <p>Les armes (à feu) qui ont été prises lors de la commission d'une infraction et qui n'ont pas été utilisées sont considérées comme un objet de l'infraction et non comme un moyen utilisé pour commettre l'infraction.</p> <p>L'instrument d'aide à l'infraction est important pour la reconnaissance de phénomènes comme: la délinquance sur Internet, le sprayage (en combinaison avec le mode: vandalisme) ou la morsure de chien (voir phénomènes SPC). En outre, il est indispensable pour les dispositions des infractions ou les suicides avec armes à feu.</p>

MODUS	Mode opératoire
Description	<p>L'art et la manière dont certaines infractions ont été commises et dont certains événements se sont produits.</p> <p>Le mode opératoire se base sur le tableau de codes RIPOL existant.</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 7 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «MODUS OPERANDI»
Règles de saisie particulières	Obligatoire pour

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ homicide (CP art. 111-116), ➤ lésions corporelles graves (CP art. 122), ➤ brigandage (CP art. 140) et ➤ les infractions possibles / typiques de la cybercriminalité (voir manuel d'aide à la saisie SPC: caractères liés à l'infraction) <p>Le mode opératoire est important pour la reconnaissance de phénomènes comme: vandalisme, hooliganisme, happy slapping et stalking.</p>
--	---

1.5 CARACTÈRES RELATIFS À L'ÉVÉNEMENT

EVENTCD	Événement
Description	Une description gérée par des systèmes d'information d'une affaire intéressant la police mais ne constituant pas une infraction (p. ex. suicide, mais également découverte de stupéfiants).
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 10 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «PKS_STRAFB_HANDL» (groupe 900)
Modalités	9000100000 Décès par drogue 9000200000 Disparu 9000300000 Évadé 9000301000 En fuite 9000400000 Incendie * 9000404000 Incendie de véhicule 9000500000 Explosion * 9000601000 Décès extraordinaire / découverte de cadavre * 9000800000 Intervention dans la sphère domestique 9000900000 Accident (sans LCR) * 9001000000 Suicide * * classification plus détaillée avec des sous-catégories
Règles de saisie particulières	Le code de l'événement est employé au niveau de la loi. Cette forme de saisie permet la saisie simultanée d'une infraction et d'un événement dans une affaire. En outre, plusieurs événements peuvent être saisis dans une affaire.

1.6 CARACTÈRES RELATIFS AUX OBJETS DE L'INFRACTION

DELOBJCD	Objet de l'infraction
Description	Le type de biens ou de valeurs dérobés est saisi. Le groupe 'véhicules' constitue une exception qui sera considéré dans un caractère séparé.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 6 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «DK_ZAHL»
Règles de plausibilisation	Il est possible de saisir plusieurs enregistrements par infraction.
Règles de saisie particulières	Obligatoire pour les infractions <i>réalisées</i> de vol et de brigandage.

	<p>Il ne faut saisir que les objets de l'infraction importants à rechercher (Code de chose: «recherché»).</p> <p>Indications pour les cantons ABI: l'objet de l'infraction n'est communiqué que lorsque le statut «recherché» et le lien avec l'infraction sont saisis.</p>
--	--

VEHICLECD	Véhicule
Description	Type de véhicule dérobé (bus, camion, voiture, etc.).
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 6 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «ART_TOFZ»
Règles de saisie particulières	Obligatoire lors de vol de véhicules (réalisé ou tenté), respectivement les infractions en relation avec le véhicule (car-jacking, escroquerie de véhicules, etc.).

DELSUM	Valeur de l'objet
Description	<p>Valeur monétaire d'un objet se rapportant à une infraction.</p> <p>La valeur de l'objet correspond à la valeur de marché estimée du bien dérobé. La valeur à saisir n'est donc pas la valeur à neuf. L'évaluation subjective de la valeur des biens dérobés n'est pas déterminante.</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 10 positions, numérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Règles de plausibilisation	<p>Valeur en francs suisses.</p> <p>Il est possible de saisir un montant pour chaque objet de l'infraction.</p>
Règles de saisie particulières	<p>Lors de tentative d'infraction contre le patrimoine, aucun montant ne doit être saisi.</p> <p>Lors de tentative de vol ou de tentative de brigandage, ni l'objet ni la valeur de l'objet ne doivent être saisis.</p> <p>La valeur de l'objet ne correspond pas forcément à la valeur de l'objet lorsqu'il est neuf. Exemple: une bicyclette achetée neuve pour 700 francs en 2005 n'aura plus qu'une valeur de 50 francs en 2019. Il faut saisir ce dernier montant comme valeur de l'objet.</p>

1.7 CARACTÈRES RELATIFS AUX STUPÉFIANTS²⁸

DRUGSCD	Stupéfiants
Description	<p>Il s'agit des drogues illégales en vertu de la loi sur les stupéfiants. Les médicaments, les autres substances chimiques illégales et substances de coupage sont intégrés dans une catégorie collective.</p> <p>Les stupéfiants sont introduits par infraction. Pour les substances saisies, la quantité et l'unité de quantité doivent être introduites en plus.</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 7 positions, alphanumérique ➤ Facultatif (obligatoire pour infractions contre la LStup) ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «PKS_BETEUBUNG»

²⁸ Voir aussi Aide à la saisie SPC, loi sur les stupéfiants

Règles de saisie particulières	Les substances saisies (possession/saisie) sont relevées avec l'indication de la quantité et de l' unité de quantité .
---------------------------------------	--

DRUGQUANTITY	Quantité
Description	Quantité de produits stupéfiants illégaux exprimée en unités de quantité (selon DRUGUNIT).
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 14 positions, numérique, décimal ➤ Facultatif (obligatoire: LStup – possession/saisie) ➤ Pas de valeur par défaut
Règles de saisie particulières	<p>La saisie de stupéfiants et de traces de substances concernant la LStup peut être répertoriée comme infraction 'possession/saisie'. L'unité de quantité se justifie cependant avec 0.00 grammes.</p> <p>Pour les autres infractions à la LStup, la quantité peut certes être saisie, mais celle-ci ne sera pas exploitée dans la statistique.</p>

DRUGUNIT	Unité de quantité
Description	Unité de quantité qualifiant la quantité de produits stupéfiants illégaux.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 7 positions, alphanumérique ➤ Facultatif (obligatoire pour infractions contre la LStup) ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «MASS_EINHEIT»
Règles de saisie particulières	Pour les autres infractions à la LStup, la quantité respectivement l'unité de quantité peut certes être saisie, mais celle-ci ne sera pas exploitée dans la statistique.

1.8 CARACTÈRES RELATIFS AUX PERSONNES

PERSNO	Numéro de la personne
Description	<p>Numéro univoque de la personne selon les systèmes d'information des unités organisationnelles émettant le message.</p> <p>Caractère d'importance en relation avec les messages ultérieurs et les messages de correction concernant des personnes ainsi que pour la réalisation interne à l'OFS de l'harmonisation des personnes (p. ex. SG99467).</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 50 positions, alphanumérique ➤ Obligatoire ➤ Pas de valeur par défaut
Règles de saisie particulières	-

PERSTYPE	Type de personne
Description	Le type de personne indique s'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 position, numérique ➤ Facultatif ➤ Valeur par défaut = 0
Valeurs admises	<p>0 personne physique</p> <p>1 personne morale</p>
Règles de saisie particulières	-

NAMEID	Abréviation du nom
Description	<p>Abréviation formée selon des règles et dérivée du nom de famille et du prénom d'une personne. À cet égard, le nom considéré pour une personne est le nom de naissance (aussi nom à la naissance ou nom de célibataire). L'abréviation est produite automatiquement au moyen d'un algorithme lors de l'extraction des données.</p> <p>L'abréviation n'est gérée que dans la banque de données de production et est complètement anonymisée dans la banque de données d'exploitation.</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 5 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	<p>A-Z, espace</p> <p>L'abréviation doit comporter aux moins deux lettres</p>
Règles de saisie particulières	L'algorithme est remis comme spécification ou, au besoin, comme module OL/SQL Stored Procedure.

FIRMNAME	Nom de l'entreprise
Description	<p>Pour les personnes morales, le nom de l'entreprise est transmis dans son intégralité.</p> <p>Le nom de l'entreprise n'est géré que dans la banque de données de production et est complètement anonymisé dans la banque de données d'exploitation.</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 120 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Règles de saisie particulières	-

SEX	Sexe						
Description	<p>Différenciation entre individus de sexe féminin et masculin.</p> <p>Distinction des êtres humains selon des caractéristiques biologiques ou selon le jugement d'un tribunal.</p>						
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 position, alphanumérique ➤ Facultatif (personnes physiques: obligatoire) ➤ Pas de valeur par défaut 						
Valeurs admises	<table> <tr> <td>m</td><td>homme</td></tr> <tr> <td>f</td><td>femme</td></tr> <tr> <td>-</td><td>indéterminé</td></tr> </table>	m	homme	f	femme	-	indéterminé
m	homme						
f	femme						
-	indéterminé						
Règles de saisie particulières	-						

DATEBIRTH	Date de naissance
Description	<p>Moment de la naissance.</p> <p>Moment précis (jour, mois et année) de la naissance d'une personne.</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Date (YYYY-MM-DD), alphanumérique ➤ Facultatif (personnes physiques: obligatoire) ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Lorsque le jour, respectivement le mois, est inconnu = yyy-00-00 ou yyyy-01-01

Règles de saisie particulières	L'année devrait être indiquée. Une estimation est meilleure qu'aucune indication.
---------------------------------------	---

BIRTHPLACE	Lieu de naissance
Description	Désignation de l'espace géographique et politique au moment de la naissance; pour les personnes de nationalité suisse, le canton; pour les personnes de nationalité étrangère ou apatrides: l'État de naissance selon la liste des codes des États.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 4 positions, alphanumérique ➤ Facultatif (pour des personnes physiques, prévues: obligatoire)
Valeurs admises	Pour les Suisses: canton de naissance (nomenclature des abréviations des cantons) Pour les étrangers: pays de naissance (Tableau Ripol EXT_GPNATI)
Modalités	BE Berne 8100 Pour les Suisses dont le canton de naissance est inconnu 8212 France 9999 Pour les étrangers dont l'État de naissance est inconnu
Règles de saisie particulières	Le lieu de naissance ne doit pas être confondu avec le lieu d'origine d'une personne.

NATIONMAIN	Nationalité / lieu d'origine
Description	Lieu d'origine ou nationalité (État d'origine) de la personne selon son droit de cité.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 4 positions, alphanumérique ➤ Facultatif (personnes physiques: obligatoire) ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Pour les Suisses: canton d'origine (nomenclature des abréviations des cantons) Pour les étrangers: nationalité (Tableau Ripol EXT_GPNATI)
Modalités	BE Berne 8100 Pour les Suisses dont le canton d'origine est inconnu 8212 France 9998 Apatrides 9999 Inconnu
Règles de saisie particulières	Lorsqu'il y a plusieurs lieux d'origine, tenir compte du lieu d'origine à la naissance. Lorsqu'il y a plusieurs nationalités, tenir compte de la plus récente. Lorsqu'il y a une double nationalité, tenir compte de la nationalité suisse. Lorsqu'il y a plusieurs lieux d'origine, tenir compte du lieu d'origine à la naissance.

DOMICILE	Lieu effectif de résidence / emplacement
Description	Commune dans laquelle la personne habite/habitait effectivement au moment de la commission de l'infraction ou mention du fait que la personne est sans domicile fixe. Personne séjournant à la semaine ou au weekend: commune au moment de la commission de l'infraction. Est à distinguer du domicile civil, où les papiers sont déposés, ou du domicile économique.

	Pour les personnes morales, on saisit l'emplacement de l'entreprise ou de la filiale.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 4 positions, numérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Domicile en CH: Tableau RIPOL «EXT_GDE_HEIMATORT_R720» Lieu de résidence à l'étranger: Tableau RIPOL «EXT_GPNAT1»
Règles de saisie particulières	<p>Pour les personnes telles que les requérants d'asile, les personnes admises à titre temporaire, les personnes au bénéfice d'un permis de courte durée et personnes habitant dans des institutions, des établissements, des baraquements de chantier, des internats, etc., il faut saisir le code communal de l'établissement collectif.</p> <p>Pour les personnes sous tutelle, il faut saisir l'adresse de résidence effective et non pas l'adresse d'annonce (p. ex. à l'office des tutelles).</p>

RESSTATUS	Statut de séjour																																		
Description	Indication du statut de séjour des prévenus ou des lésés de nationalité étrangère selon l'autorisation de séjour (permis) au moment de l'acte.																																		
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 7 positions, alphanumérique ➤ Facultatif (obligatoire si de nationalité étrangère) ➤ Pas de valeur par défaut 																																		
Modalités	<table> <tr><td>0</td><td>U Inconnu</td></tr> <tr><td>02</td><td>B Permis de séjour</td></tr> <tr><td>03</td><td>C Permis d'établissement</td></tr> <tr><td>04</td><td>I Membres des représentations étrangères, fonctionnaires des organisations intergouvernementales y.c. membres de la famille (livret Ci)</td></tr> <tr><td>05</td><td>F Personnes admises à titre provisoire</td></tr> <tr><td>06</td><td>G Autorisation frontalière</td></tr> <tr><td>07</td><td>L Permis de séjour de courte durée</td></tr> <tr><td>08</td><td>N Requérants d'asile (y. c. dès le dépôt de la demande / jusqu'au délai de départ / avec suspension de l'exécution)</td></tr> <tr><td>09</td><td>S Personnes à protéger</td></tr> <tr><td>20</td><td>Y Personnes présentes légalement sans statut d'identification obligatoire (touristes, visiteurs)</td></tr> <tr><td>201</td><td>M Procédure d'annonce: activité lucrative de courte durée (ressortissants / employés d'entreprises UE/AELE)</td></tr> <tr><td>21</td><td>Z Sans autorisation de séjour / illégal (valable jusqu'au 28.02.2023)</td></tr> <tr><td>210</td><td>ZZ Présent illégalement sans procédure d'asile (valable à partir du 1.3.2023)</td></tr> <tr><td>211</td><td>NEM Requérants d'asile avec décision de non entrée en matière (valable jusqu'au 28.02.2023)</td></tr> <tr><td>212</td><td>AS Requérants d'asile déboutés avec suppression de l'aide sociale (valable jusqu'au 28.02.2023)</td></tr> <tr><td>214</td><td>ZA Requérants d'asile présents illégalement (déboutés et tenus de quitter le pays) (valable à partir du 1.3.2023)</td></tr> <tr><td>213</td><td>R Renvoi à la frontière</td></tr> </table>	0	U Inconnu	02	B Permis de séjour	03	C Permis d'établissement	04	I Membres des représentations étrangères, fonctionnaires des organisations intergouvernementales y.c. membres de la famille (livret Ci)	05	F Personnes admises à titre provisoire	06	G Autorisation frontalière	07	L Permis de séjour de courte durée	08	N Requérants d'asile (y. c. dès le dépôt de la demande / jusqu'au délai de départ / avec suspension de l'exécution)	09	S Personnes à protéger	20	Y Personnes présentes légalement sans statut d'identification obligatoire (touristes, visiteurs)	201	M Procédure d'annonce: activité lucrative de courte durée (ressortissants / employés d'entreprises UE/AELE)	21	Z Sans autorisation de séjour / illégal (valable jusqu'au 28.02.2023)	210	ZZ Présent illégalement sans procédure d'asile (valable à partir du 1.3.2023)	211	NEM Requérants d'asile avec décision de non entrée en matière (valable jusqu'au 28.02.2023)	212	AS Requérants d'asile déboutés avec suppression de l'aide sociale (valable jusqu'au 28.02.2023)	214	ZA Requérants d'asile présents illégalement (déboutés et tenus de quitter le pays) (valable à partir du 1.3.2023)	213	R Renvoi à la frontière
0	U Inconnu																																		
02	B Permis de séjour																																		
03	C Permis d'établissement																																		
04	I Membres des représentations étrangères, fonctionnaires des organisations intergouvernementales y.c. membres de la famille (livret Ci)																																		
05	F Personnes admises à titre provisoire																																		
06	G Autorisation frontalière																																		
07	L Permis de séjour de courte durée																																		
08	N Requérants d'asile (y. c. dès le dépôt de la demande / jusqu'au délai de départ / avec suspension de l'exécution)																																		
09	S Personnes à protéger																																		
20	Y Personnes présentes légalement sans statut d'identification obligatoire (touristes, visiteurs)																																		
201	M Procédure d'annonce: activité lucrative de courte durée (ressortissants / employés d'entreprises UE/AELE)																																		
21	Z Sans autorisation de séjour / illégal (valable jusqu'au 28.02.2023)																																		
210	ZZ Présent illégalement sans procédure d'asile (valable à partir du 1.3.2023)																																		
211	NEM Requérants d'asile avec décision de non entrée en matière (valable jusqu'au 28.02.2023)																																		
212	AS Requérants d'asile déboutés avec suppression de l'aide sociale (valable jusqu'au 28.02.2023)																																		
214	ZA Requérants d'asile présents illégalement (déboutés et tenus de quitter le pays) (valable à partir du 1.3.2023)																																		
213	R Renvoi à la frontière																																		
Règles de saisie particulières	La police seulement a accès au système d'information central sur la migration (SYMIC) du secrétariat d'État aux migrations (SEM). Si aucun																																		

	<p>permis n'est disponible, l'information nécessaire doit être recherchée dans le SYMIC, lorsque c'est encore possible. Seules les exceptions absolues doivent être indiquées avec le code «inconnu». Il est aussi possible de saisir ce code lorsque, par exemple, un étranger connu, domicilié à l'étranger, commet une infraction en Suisse et que la personne en question n'a aucun statut de séjour au moment où elle commet l'infraction.</p> <p>On saisit également le statut N pour les personnes qui:</p> <ul style="list-style-type: none"> ► n'ont pas encore obtenu de livret N, mais ont déposé une demande d'asile et sont donc en possession d'une confirmation attestant du dépôt. Ces personnes séjournent légalement en Suisse. Il s'agit par exemple de demandeurs d'asile séjournant dans un centre fédéral d'asile qui n'ont pas encore été attribués à un canton. ► ont reçu une décision d'asile négative avec obligation de quitter le territoire, mais dont le délai de départ n'est pas encore échu et qui peuvent ne plus posséder de livret N (situation variant d'un canton à l'autre). Ces personnes séjournent légalement en Suisse. ► ont fait recours contre une décision d'asile négative entrée en vigueur et se trouvent dans une deuxième/xième procédure. ► ont reçu une décision d'asile négative, mais ne peuvent pas être expulsées (suspension de l'exécution). <p>Statut M: procédure d'annonce: les ressortissants des États membres de l'UE-25/AELE et les employés détachés en Suisse par des entreprises/sociétés ayant leur siège dans un État membre de l'UE-25/AELE n'ont pas besoin d'autorisation pour un séjour de moins de 90 jours, mais sont tenus de s'annoncer. Dans certaines circonstances, les ressortissants des États de l'UE-2 (Bulgarie et Roumanie) bénéficient également de cette réglementation.</p> <p>Statut ZZ: touristes séjournant plus de 90 jours dans l'espace Schengen. Personnes séjournant en Suisse sans visa ni autorisation de séjour et n'ayant pas demandé l'asile.</p> <p>Statut ZA: personnes présentes illégalement ayant fait l'objet d'une décision négative exécutoire en matière d'asile et de renvoi et dont le délai de départ est échu. Ces personnes reçoivent uniquement et sur demande l'aide d'urgence de la part du canton compétent.</p>
--	--

GANG	Degré d'organisation
Description	Type de degrés d'organisation de plusieurs prévenus.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 7 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «PKS_ORG_GRAD»
Modalités	5000000 Groupe opportuniste (rencontre fortuite) 5000100 En bande (décision commune) 5000200 Bande organisée (conclusion d'action commune répétée) 5000300 Organisation criminelle (suspçon) 5000400 Organisation légale 5000900 Pas de groupe
Règles de plausibilisation	À n'indiquer que lorsqu'il y a plusieurs prévenus.
Règles de saisie particulières	Un groupe opportuniste se constitue spontanément et sans décision commune de commettre une infraction.

	<p>Une bande agit selon des plans et avec au moins une décision commune de commettre une infraction.</p> <p>Les bandes organisées agissent de manière répétée, planifiée et d'après une décision commune de commettre une infraction.</p> <p>Pour les organisations criminelles, le seul soupçon suffit. Des preuves effectives selon l'article 260^{ter} ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les organisations légales sont inscrites au registre du commerce (p. ex. WWF).</p>
--	--

CLEARDATE	Date d'élucidation
Description	<p>Date à laquelle une personne prévenue peut être reliée à une infraction avec une certaine certitude.</p> <p>Au terme de l'enquête policière, moment précis (jour, mois et année) où suffisamment d'indices sont réunis pour pouvoir dénoncer une ou plusieurs personnes en tant que prévenu(s).</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Date (YYYY-MM-DD) ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Règles de plausibilisation	La date d'élucidation doit être antérieure ou identique à la date de transmission.
Règles de saisie particulières	-

HARM	Degré de gravité des lésions
Description	<p>Degré de gravité de l'atteinte physique causée par l'acte à une personne.</p> <p>Ne peut être introduit pour les lésés qu'en relation avec certaines infractions.</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 7 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «PKS_SCHAEDIGUNG»
Modalités	<p>5000000 Aucune blessure</p> <p>5000100 Blessures bénignes (sans traitement ou traitement ambulatoire)</p> <p>5000200 Blessures graves (hospitalisation)</p> <p>5000300 Décès sur les lieux de l'événement)</p> <p>5000400 Décès après l'événement</p>
Règles de saisie particulières	<p>Obligatoire uniquement pour les infractions contre la vie (art. 111-116 CP).</p> <p>Recommandé comme indication en cas d'accidents, si le nombre d'accidents mortels devraient être statistiquement identifié.</p> <p><i>Décès sur les lieux de l'événement:</i> personne(s) décédée(s) sur les lieux immédiatement à la suite de la survenance de l'acte.</p> <p><i>Décès après l'événement:</i> personne(s) décédée(s) des suites de l'acte (jusqu'à la fin de l'enquête).</p> <p><i>Blessures graves:</i> atteinte manifeste grave qui empêche d'accomplir des activités habituelles à la maison pendant au moins 24 heures ou qui nécessite une hospitalisation pendant plus d'un jour.</p>

MEASURE	Mesures
Description	<p>Les législations cantonales (loi sur la police, loi sur la protection de la violence, etc.) règlent l'application des contraintes policières, respectivement des mesures policières. Les mesures correspondantes s'appliquent à une affaire qui contient, soit un résultat SPC relevant (p. ex. Intervention dans la sphère domestique), soit une infraction.</p> <p>Les mesures policières sont actuellement primordialement limitées à l'intervention dans la sphère domestique. Une ouverture sur d'autres domaines peut être discutée en cas de besoin.</p>
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 7 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau Ripol «PKS_MASSNAHMEN» 6000000 – 6000999 Domaine pour codes cantonaux spécifiques
Règles de saisie particulières	Les mesures sont référencées aux prévenus ou aux lésés.

1.9 CARACTÈRE RELATIF À LA RELATION ENTRE LA PERSONNE LÉSÉE ET LA PERSONNE PRÉVENUE

RELATIONCD	Relation lésé - prévenu
Description	Le type de relation sociale entre les personnes lésées et les personnes prévenues doit être introduit par affaire; l'information sur la relation doit être introduite comme le lien entre le prévenu et le lésé.
Spécifications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 7 positions, alphanumérique ➤ Facultatif ➤ Pas de valeur par défaut
Valeurs admises	Tableau RIPOL «PKS_TAET_OPF_BEZ»
Modalités	<p>5010101 Couple (marié, pacsé ou non)</p> <p>5010103 Ex-couple (marié, pacsé ou non)</p> <p>5010105 Parent, substituts parentaux, famille d'accueil / enfant</p> <p>5010107 Autres liens de parenté</p> <p>5010200 Relation d'affaires</p> <p>5010300 Relation professionnelle</p> <p>etc.</p>
Règles de saisie particulières	<p>Il faut indiquer qu'une forme de relation par paire de personnes. Dans les cas où plusieurs types de relations existent entre deux personnes, il faut indiquer celui qui se rapporte au mobile de l'infraction (p. ex. le voisin est simultanément aussi travailleur social de la commune et l'infraction se réfère à sa fonction en tant que travailleur social → relation administrative)²⁹.</p> <p>Dans les cas de dénonciations mutuelles, la double indication de la relation est éventuellement nécessaire selon le système policier (lésé X – prévenu Y aussi bien que lésé Y – prévenu X).</p>

²⁹ [Voir également manuel d'aide à la saisie SPC, Personne identique avec plusieurs rôles](#)

La saisie de la relation entre le lésé et le prévenu est nécessaire pour le catalogue des caractères car cela permet d'identifier comme telles les infractions relevant de la violence domestique.

1.10 CARACTÈRES FACULTATIFS ET OBLIGATOIRES

CARACTÈRES RELATIFS AUX AFFAIRES		
Obligatoire	Type de message	
	Unité organisationnelle	
	ID-affaire	
	Date de sortie	
	Date de transmission	
Partiellement obligatoire	Somme totale de l'infraction	Encore en évaluation (août 2019): éventuellement obligatoire pour les phénomènes de cybercriminalité suivants: Romance Scam, CEO-BEC Fraud et Money/Package Mules.
Facultatif	Instance de saisie	
	Responsable	
	Numéro de l'affaire	
	Date du dépôt de la plainte/ date de la découverte	
	Somme des dommages	
	Mesure	
CARACTÈRES RELATIFS AUX INFRACTIONS		
Obligatoire	Commune (lieu de l'acte/de l'événement)	
	Dernière date (infraction/événement)	
	Facteur de comptage	
Partiellement obligatoire	Infraction	Obligatoire pour les affaires criminelles.
	Première date (infraction/événement)	À n'indiquer que dans les cas où une période de temps est nécessaire (actes de durée, infractions avec mention «multiple», début d'une période probable si la date exacte n'est pas connue).
	Mention «multiple»	À appliquer en cas d'infractions identiques répétées et de constellations prévenu-lésé invariables pour autant que le lésé ne porte plainte qu'après coup (voir aide à la saisie: Règle de comptage n° 3).
	Tentative	Obligatoire pour les infractions.
	Variable de filtre	Obligatoire pour les services policiers fédéraux.
	Endroit	Obligatoire pour: Art. 111 -116 Homicides Art. 118, al. 2, Interruption de grossesse sans le consentement de la femme enceinte

		<p>Art. 123, 122 Lésions corporelles simples et graves</p> <p>Art. 124 Mutilation d'organes génitaux féminins</p> <p>Art. 126 Voies de fait</p> <p>Art. 127 Exposition</p> <p>Art. 129 Mise en danger de la vie d'autrui</p> <p>Art. 133 Rixe</p> <p>Art. 134 Agression</p> <p>Art. 136 Remise à des enfants de substances pouvant mettre en danger leur santé</p> <p>Art. 139 Vols par effraction et par introduction clandestine</p> <p>Art. 140 Brigandage</p> <p>Art. 156 Extorsion et chantage</p> <p>Art. 173 Diffamation</p> <p>Art. 174 Calomnie</p> <p>Art. 177 Injure</p> <p>Art. 179^{septies} Utilisation abusive d'une installation de télécommunication</p> <p>Art. 180 Menaces</p> <p>Art. 181 Contrainte</p> <p>Art. 181a Mariage forcé, partenariat forcé</p> <p>Art. 183, 184 Séquestration et enlèvement</p> <p>Art. 185 Prise d'otage</p> <p>Art. 187 Actes d'ordre sexuel avec des enfants</p> <p>Art. 188 Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes</p> <p>Art. 189 Contrainte sexuelle</p> <p>Art. 190 Viol</p> <p>Art. 191 Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance</p> <p>Art. 193 Abus de la détresse</p> <p>Art. 198 Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel</p> <p>Art. 221 Incendie intentionnel</p> <p>Art. 260^{bis} Actes préparatoires délictueux</p> <p>Art. 285 Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires</p>
	Instrument de l'infraction	Obligatoire pour: art. 111-116, art. 122, art. 140. Est en outre important pour la reconnaissance de phénomènes comme la cybercriminalité, le sprayage, la morsure de chien et indispensable pour la détermination des infractions ou les suicides avec armes à feu.
	Mode opératoire	Obligatoire pour: art. 111-116, art. 122, art. 140 Cybercriminalité: art. 143, art. 143 ^{bis} , art. 144 ^{bis} , art. 146, art. 147, art. 156, art. 157, art. 160, art. 173, art. 174, art. 177, art. 179 ^{quater} , art. 179 ^{septies} , art. 179 ^{novies} , art. 180, art. 181, art. 187, art. 197, art. 198, art. 239, art. 251, art. 261 ^{bis} , art. 305 ^{bis} .

facultatif	Localité (lieu de l'acte/de l'événement)	
	Nom de quartier	Selon le besoin du canton. Données seulement pour les villes de plus de 30 000 habitants et connaissant une classification des quartiers.
	Première heure	Lors de l'indication d'une période de temps (première et dernière date de l'infraction): aucune indication d'heure n'est nécessaire.
	Dernière heure	Lors de l'indication d'une période de temps (première et dernière date de l'infraction): aucune indication d'heure n'est nécessaire.
	Mobile de l'infraction	Pour les infractions dont le mobile est relativement évident et constitue une information supplémentaire pour la compréhension de l'infraction.
CARACTÈRES RELATIFS AUX ÉVÉNEMENTS		
facultatif	Événement	Selon le besoin du canton.
CARACTÈRES RELATIFS AUX OBJETS DE L'INFRACTION		
partiellement obligatoire	Objet de l'infraction	Obligatoire pour les infractions réalisées de vol (art. 140) et de brigandage (art. 139) avec limitation à des objets importants à rechercher.
	Véhicule	Obligatoire lors de vol de véhicules ou pour les infractions en relation avec le véhicule (car-jacking).
facultatif	Valeur de l'objet	
CARACTÈRES RELATIFS AUX STUPÉFIANTS		
partiellement obligatoire	Stupéfiants	Obligatoire pour les infractions à la LStup.
	Quantité	Obligatoire pour les substances saisies (infraction «possession/saisie»)
	Unité de quantité	Obligatoire pour les substances saisies (infraction «possession/saisie»)
CARACTÈRES RELATIFS AUX PERSONNES		
obligatoire	Numéro de la personne	
	Type de personne	Obligatoire dès qu'il y a des personnes lésées et prévenues dans l'affaire.
partiellement obligatoire	Abréviation du nom	Obligatoire pour les personnes physiques.
	Nom de l'entreprise	Obligatoire pour les personnes morales.
	Sexe	Obligatoire pour les personnes physiques.
	Date de naissance	Obligatoire pour les personnes physiques.
	Lieu de naissance	Obligatoire pour les personnes physiques, les personnes lésées. Suisse: canton; étrangers: pays
	Nationalité	Obligatoire pour les personnes physiques.
	Lieu effectif de résidence / emplacement	Obligatoire pour les personnes morales.
	Statut de séjour	Obligatoire si la nationalité n'est pas «suisse».
	Date d'élucidation	Obligatoire s'il y a une personne prévenue.
	Degré de gravité des lésions	Obligatoire pour les infractions contre la vie (art. 111-116). Recommandé comme indication en cas d'accidents si le nombre d'accidents mortels venait à être statistiquement déterminé.

facultatif	Degré d'organisation	En cas de délinquance en bande.
CARACTÈRES RELATIFS À LA RELATION ENTRE PRÉVENU ET LÉSÉ		
facultatif	Relation prévenu - lésé	Obligatoire pour les infractions élucidées contre les personnes: art. 111-113, art. 115-116, art. 118, ch. 2, art. 122 -124, art. 126-127, art. 129, art. 136, art. 173-174, art. 177, art. 179 ^{septies} , art. 180-181, art. 181a, art. 183-185, art. 187-191, art. 193, art. 198, art. 260 ^{bis} .

ANNEXE 2: NOMENCLATURES

1.1 REMARQUE PRÉLIMINAIRE

L'utilisation de nomenclatures doit satisfaire à deux exigences. D'une part, il faut considérer les nomenclatures officielles (nomenclatures des communes, des cantons et des États). D'autre part, pour la SPC, il faut recourir autant que possible à des nomenclatures déjà utilisées par une majorité d'autorités de police des cantons et de la Confédération. Dans le deuxième cas, il s'agit des tableaux et des éléments de codes RIPOL.

1.2 LA LISTE DES QUARTIERS

Les quartiers des villes de plus de 30'000 habitants sont définis selon les besoins des cantons; idéalement cette liste correspond à la liste des quartiers de l'Office fédéral de la statistique. Cette nomenclature est reprise dans les tableaux de codes RIPOL.

1.3 LA LISTE DES COMMUNES

Se basant sur l'ordonnance sur les noms géographiques³⁰ (ONGéo), l'OFS gère une liste des communes de Suisse avec un code à quatre chiffres et le libellé officiel des noms de commune pour les communications officielles. Les modifications intervenant dans la structure des communes (fusions ou scissions de communes) ainsi que le nom des communes sont annoncées par les cantons au DFJP et pris en compte par l'OFS dans sa liste des communes.

1.4 LA LISTE DES QUARTIERS

Depuis 1992, l'OFS tient une liste des quartiers de la majorité des plus grandes villes de Suisse. Si cette classification des quartiers est usuelle pour les autorités de police, celle-ci peut être utilisée par la SPC. Si les autorités de police utilisent des sous-catégories, celles-ci peuvent aussi être intégrées.

1.5 RÉPERTOIRE DES ÉTATS

Il s'agit du Répertoire des États établi par l'Office fédéral de la statistique. Cette nomenclature est déjà reproduite dans les tableaux de code RIPOL.

1.6 LES CODES DES ÉTATS ET DES TERRITOIRES

L'OFS gère une liste de codes des États et des territoires utilisés dans les statistiques des personnes de la Confédération, avec des codes à quatre chiffres et le libellé officiel des noms des États et des territoires. Les changements intervenant dans la structure des États et des territoires (fusions et séparations) ainsi que dans les noms d'État et de territoire sont communiqués par la Direction du droit international public (DDIP) à l'OFS et insérés dans la liste des codes des États et des territoires par l'OFS.

³⁰ RS 510.625.

1.7 NOMENCLATURE DES INFRACTIONS

L'OFS gère une nomenclature des infractions (loi, article, chiffre ou alinéa) comportant toutes les infractions figurant dans le code pénal et dans les dispositions pénales des lois fédérales annexes. Les polices emploient généralement la liste des actes punissables de RIPOL en collaboration avec les services du casier judiciaire (VOSTRA)³¹, qui se fonde également sur le code pénal. Pour la SPC, les codes RIPOL sont modifiés d'après la nomenclature interne des infractions, mais il est possible d'y ajouter au besoin des catégories importantes d'un point de vue policier.

Certaines infractions sont fréquentes, en particulier le vol et l'escroquerie. Pour les exploiter statistiquement de manière pertinente, il a fallu les différencier dans les statistiques policières de la criminalité en fonction de certaines précisions. Ces précisions quant au vol par exemple par effraction, à l'étalage, à l'arraché, par introduction clandestine, etc. sont reprises pour définir des infractions à part entière. La nomenclature des infractions est élargie en conséquence.

Principes	Explications
vol	10 catégories (voir Catégories de vol)
escroquerie	12 catégories (voir Catégories d'escroquerie)

³¹ Durant l'année 2019, les listes de codes entre RIPOL et VOSTRA ont débuté une harmonisation basée sur les codes du casier judiciaire.

ANNEXE 3: RÉCAPITULATION DES RÈGLES DE SAISIE SELON LES ARTICLES DU CP

Le Tableau résume – avec une ventilation selon les articles du CP – les infractions en relation de concours imparfait ou idéal, et ce à quoi il faut veiller.

Tableau 9: Concours imparfait et idéal, particularités.

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
Meurtre (art. 111)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Instrument de l'infraction - Mode opératoire - Degré de gravité des lésions - Relation lésé - prévenu 	122 123 125 126 129	118 140	
Assassinat (art. 112)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Instrument de l'infraction - Mode opératoire - Degré de gravité des lésions - Relation lésé - prévenu 	122 123 125 126 129	140	

32 * Objet de l'infraction pour infraction consommée et objets de l'infraction importants à rechercher.

33 Combinaisons de ces infractions est en général impossible.

34 Si ces infractions sont remplies, elles doivent être aussi enregistrées.

Statistique policière de la criminalité: récapitulation des règles de saisie selon les articles du CP

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
Meurtre passionnel (art. 113)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Instrument de l'infraction - Mode opératoire - Degré de gravité des lésions - Relation lésé - prévenu 	122 123 125 126 129	140	
Meurtre sur demande (art. 114)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Instrument de l'infraction - Mode opératoire - Degré de gravité des lésions - 	122 123 125 126 129		
Incitation et assistance au suicide (art. 115)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Instrument de l'infraction - Mode opératoire - Degré de gravité des lésions - Relation lésé - prévenu 	122 123 125 126 129		
Infanticide (art. 116)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Instrument de l'infraction - Mode opératoire - Degré de gravité des lésions - Relation lésé - prévenu 	122 123 125 126 129		
Homicide par négligence (art. 117)			122	Les homicides par négligence commis dans le cadre d'une infraction à la LCR n'apparaissent pas dans la SPC. Ils figurent

Statistique policière de la criminalité: récapitulation des règles de saisie selon les articles du CP

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
				dans la statistique des accidents de la circulation routière (SVU).
Interruption de grossesse punissable (art. 118)	- Chiffre 2: Relation lésé - prévenu			
Lésions corporelles graves (art. 122)	- Endroit - Instrument de l'infraction - Mode opératoire - Relation lésé - prévenu	111 - 116 123 125 126 140		
Lésions corporelles simples (art. 123)	- Relation lésé - prévenu	111 - 116 122 125 126 140 189 190		
Mutilation d'organes génitaux féminins (art. 124)	- Relation lésé - prévenu			
Lésions corporelles par négligence (art. 125)		111 - 116 122 123		Les lésions corporelles par négligence commises dans le cadre d'une infraction à la LCR n'apparaissent pas dans la SPC. Elles

Statistique policière de la criminalité: récapitulation des règles de saisie selon les articles du CP

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
		140 189		figurent dans la statistique des accidents de la circulation routière (SVU).
Voies de fait (art. 126)	- Relation lésé - prévenu	111 - 116 122 123 133 134 140 156 181 189		Chiffre 2: mention multiple
Exposition (art. 127)	- Relation lésé - prévenu			
Mis en danger de la vie (art. 129)	- Relation lésé - prévenu	111 - 116 140	117 123 125	
Rixe (art. 133)		126 134	111 112 113 122 123	Facteur de comptage correspond au nombre de participants (généralement au moins 3), les participants inconnus ne sont pas comptés

Statistique policière de la criminalité: récapitulation des règles de saisie selon les articles du CP

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
Agression (art. 134)		126 133	111 112 113 122 123	Facteur de comptage correspond au nombre de participants (généralement au moins 2), les participants inconnus ne sont pas comptés
Remise à des enfants de substances pouvant mettre en danger leur santé (art. 136)	- Relation lésé - prévenu			
Appropriation illégitime (art. 137)		138 139 140		
Abus de confiance (art. 138)		137 141 146 147 158	251	
Vol (art. 139)	- Objet de l'infraction *	137 140 141 147		
Vol par effraction (art. 139)	- Endroit - Objet de l'infraction *	137 140		En général, combinaison avec art. 144 et art. 186

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
		141 147		
Vol par introduction clandestine (art. 139)	- Endroit - Objet de l'infraction *	137 140 141 147		En général, combinaison avec art. 186
Vol à l'arraché (art. 139)	- Objet de l'infraction *	137 140 141 147		
Vol à l'étalage (art. 139)	- Objet de l'infraction *	137 140 141 147		
Vol à la tire (art. 139)	- Objet de l'infraction *	137 140 141 147		
Vol par astuce (art. 139)	- Objet de l'infraction *	137 140 141 147		

Statistique policière de la criminalité: récapitulation des règles de saisie selon les articles du CP

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
Vol par effraction de véhicule (art. 139)	- Objet de l'infraction *	137 140 141 147		En général, combinaison avec art. 144
Vol de véhicule (art. 139)	- Véhicule	137 140 141 147		Facteur de comptage correspond au nombre de véhicules volés
Vol sur/dans un véhicule (art. 139)	- Objet de l'infraction *	137 140 141 147		
Brigandage (art. 140)	- Endroit - Instrument de l'infraction - Mode opératoire - Objet de l'infraction *	122 123 125 126 129 137 139 156 180 181		
Soustraction d'une chose mobilière (art. 141)		138 139		

Statistique policière de la criminalité: récapitulation des règles de saisie selon les articles du CP

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
Soustraction d'énergie (art. 142)		146		
Soustraction de données (art. 143)	- Mode opératoire	143 ^{bis}		
Accès indu à un système informatique (art. 143 ^{bis})	- Mode opératoire	143		
Dommages à la propriété (art. 144)		221 222		
Détérioration de données (art. 144 ^{bis})	- Mode opératoire			
Escroquerie (art. 146)	- Mode opératoire	138 142 150 156 157	251	
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur (art. 147)	- Mode opératoire	138 139 156		En général prévenu-lésé avec facteur de comptage à 1 et flag multiple, quand l'utilisation frauduleuse d'un ordi. a eu lieu plusieurs fois

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
Obtention frauduleuse d'une prestation (art. 150)		146		
Extorsion et chantage (art. 156)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Mode opératoire 	126 140 146 147 180 181 183		
Usure (art. 157)		146		
Gestion déloyale (art. 158)		138		
Recel (art. 160)	<ul style="list-style-type: none"> - Mode opératoire 			
Délits contre l'honneur (art. 173)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Mode opératoire - Relation lésé - prévenu 	174 177 303		
Calomnie (art. 174)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Mode opératoire - Relation lésé - prévenu 	173 177 303		

Statistique policière de la criminalité: récapitulation des règles de saisie selon les articles du CP

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
Injure (art. 177)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Mode opératoire - Relation lésé - prévenu 	173 174	179 ^{septies}	
Violation du domaine secret ou du domaine privé au moyen d'un appareil de prise de vues (art. 179 ^{quater})	<ul style="list-style-type: none"> - Mode opératoire 			
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication (art. 179 ^{septies})	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Mode opératoire - Relation lésé - prévenu 			
Soustraction de données personnelles (art. 179 ^{novies})	<ul style="list-style-type: none"> - Mode opératoire 			
Menaces (art. 180)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Mode opératoire - Relation lésé - prévenu 	140 156 181 183 188 189 192 193 258 285		

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
Contrainte (art. 181)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Mode opératoire - Relation lésé - prévenu 	126 140 156 180 181a 183 188 189 192 193 195 285		
Mariage forcé, partenariat forcé (art. 181a)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Relation lésé - prévenu 	181		
Séquestration/enlèvement (art. 183)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Relation lésé - prévenu 	156 180 181 185	122 123 125	
Circonstances aggravantes (art. 184)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Relation lésé - prévenu 			
Prise d'otage (art. 185)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Relation lésé - prévenu 	183		

Statistique policière de la criminalité: récapitulation des règles de saisie selon les articles du CP

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
Actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Mode opératoire - Relation lésé - prévenu 	188 192 194 193 198	189 190 191 195 213	Âge de la personne lésée doit être de moins de 16 ans
Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Relation lésé - prévenu 	180 181 187 189 190 191 192 193 195	213	Âge de la personne lésée mineure doit être entre 16 et 18 ans
Contrainte sexuelle (art. 189)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Relation lésé - prévenu 	123 125 126 180 181 188 190 191 192 193 194	111 112 113 122 125 187	

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
		198 219		
Viol (art. 190)	- Endroit - Relation lésé - prévenu	123 188 189 191 192 193 194 219		Seulement possible pour des victimes féminines
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 191)	- Endroit - Relation lésé - prévenu	188 189 190 192 193 198	187 213	
Actes d'ordre sexuel avec personnes hospitalisées, détenues ou prévenues (art. 192)		180 181 187 188 189 190 191 193 195		

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
Abus de la détresse (art. 193)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Relation lésé - prévenu 	180 181 187 188 189 190 191 192 195		
Exhibitionnisme (art. 194)		187 189 190		
Encouragement à la prostitution (art. 195)		181 188 192 193	180 189 190 191	
Pornographie (art. 197)	<ul style="list-style-type: none"> - Mode opératoire 			
Harcèlement sexuel (art. 198)	<ul style="list-style-type: none"> - Endroit - Mode opératoire - Relation lésé - prévenu 	187 189 191		

Statistique policière de la criminalité: récapitulation des règles de saisie selon les articles du CP

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
Violation du devoir d'assistance ou d'éducation (art. 219)		189 190		
Incendie intentionnel (art. 221)	- Endroit	144		
Incendie par négligence (art. 222)		144		
Entrave aux services d'intérêt général (art. 239)	- Mode opératoire			
Faux dans les titres (art. 251)	- Mode opératoire			
Menaces alarmant la population (art. 258)		180		
Émeutes (art. 260)			144	Facteur de comptage correspond au nombre de participants, les participants inconnus ne sont pas comptés
Actes préparatoires délictueux (art.260 ^{bis})	- Chiffre 1 a, b, c, c ^{bis} , e, f: Relation lésé - prévenu			Facteur de comptage correspond au nombre de participants, les participants inconnus ne sont pas comptés

Statistique policière de la criminalité: récapitulation des règles de saisie selon les articles du CP

Articles du CP (tenté ou consommé)	Caractères obligatoires ³²	Concours imparfait ³³	Concours idéal ³⁴	Particularités
Discrimination raciale (art. 261 ^{bis})	- Mode opératoire		177 122 123 126	
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285)	- Endroit	126 180 181 286	111 112 113 122 123	Personne lésée en général pas mineure
Empêchement d'accomplir un acte officiel (art. 286)		285		
Dénonciation calomnieuse (art. 303)		173 174 304		
Entrave à l'action pénale (art. 305)			285 303 312	
Blanchiment d'argent (art. 305 ^{bis})	- Mode opératoire			

ANNEXE 4: VALEURS D'ORIENTATION SPC

1.1 INTRODUCTION

Dans le cadre de l'harmonisation des codes VOSTRA-RIPOL, le nombre de codes RIPOL dans la catégorie «articles de loi» a été augmenté en 2019 et certains codes ont été fondamentalement modifiés. L'objectif est d'aligner les codes RIPOL sur les codes du système d'information sur les casiers judiciaires (VOSTRA).

Afin de maintenir la qualité de la SPC, il était nécessaire d'assurer une utilisation uniforme des codes d'infraction de RIPOL. En d'autres termes, afin de pouvoir continuer à produire les analyses statistiques existantes, il était nécessaire de déterminer le niveau de détail auquel les infractions individuelles devaient être enregistrées. Lors d'une réunion avec tous les cantons en décembre 2019 et avec le groupe de travail statistique (GTST) qui a suivi en 2020, les codes d'infraction ont été divisés en valeurs d'orientation obligatoires, facultatives et de rejet.

À partir de janvier 2021, l'OFS enverra chaque trimestre aux cantons une liste actualisée de tous les codes avec les valeurs d'orientation SPC correspondantes.

1.2 VALEURS D'ORIENTATION

1.2.1 Obligatoire

Les valeurs *obligatoires* ainsi que facultatives (voir 1.2.2 Facultatif) déterminent le niveau de détail auquel une infraction doit être enregistrée. Au minimum les codes obligatoires doivent être mis à disposition par les cantons pour le rapport respectivement la saisie. Au lieu de fournir uniquement les codes désignés comme obligatoire, les codes du niveau de détail suivant peuvent bien sûr être également proposés pour la saisie.

Les codes obligatoires sont ceux qui sont requis pour les analyses de la SPC dans les domaines **CP**, **LStup** et **LEI**.

Pour plus d'informations sur les différentes lois, voir le point 1.4.

1.2.2 Facultatif

Les valeurs *facultatives* ainsi qu'obligatoires (voir 1.2.1 Obligatoire) déterminent le niveau de détail auquel une infraction doit être enregistrée. Pour les codes marqués comme facultatif, chaque canton peut décider lui-même s'il souhaite les mettre à disposition pour le rapport respectivement la saisie. Pour la statistique nationale de la SPC, ainsi que pour les analyses dans les rapports annuels cantonaux (à l'exception du chapitre «Suppléments cantonaux en fonction des besoins»), l'utilisation des codes facultatifs n'est pas nécessaire.

Les codes facultatifs comprennent tous les codes des **lois fédérales annexes** (à l'exception de la LStup et de la LEI), les codes des **événements SPC** et les codes **des lois cantonales**.

Pour plus d'informations sur les différentes lois, voir le point 1.4.

1.2.3 Rejeté³⁵

La valeur *rejeté* (ou: sera rejeté) indique les codes qui ne sont pas acceptés par l'OFS, c'est-à-dire rejetés. Ces codes d'infraction ou d'événement apparaissent dans le procès-verbal des données avec le niveau de gravité de l'infraction rejetée. Si le code n'est pas corrigé et soumis à nouveau par le canton, l'infraction ou l'événement n'entre pas dans la base de données d'analyse de la SPC (voir 1.3) et ne peut donc pas être traité statistiquement.

Les raisons du rejet d'un code peuvent inclure:

- Si une infraction est survenue après la **date de validité** d'un code et est enregistrée avec ce code, l'infraction sera rejetée par l'OFS afin que le code non valide puisse être remplacé par un code valide. En règle générale, c'est la date de validité de RIPOL qui s'applique, mais des exceptions sont parfois faites lorsque l'OFS fixe sa propre date de validité.
- Les codes qui ne sont pas sélectionnables selon RIPOL.
- Les codes qui sont exclusivement destinés au pouvoir judiciaire.
- Des règles spéciales pour la SPC, comme pour les codes de vol selon le texte de loi ou pour les codes «trop généraux» de la LEI et de la LStup.
- Les codes appartenant au CP, à la LStup ou LEI mais qui ne représentent pas une infraction pénale.

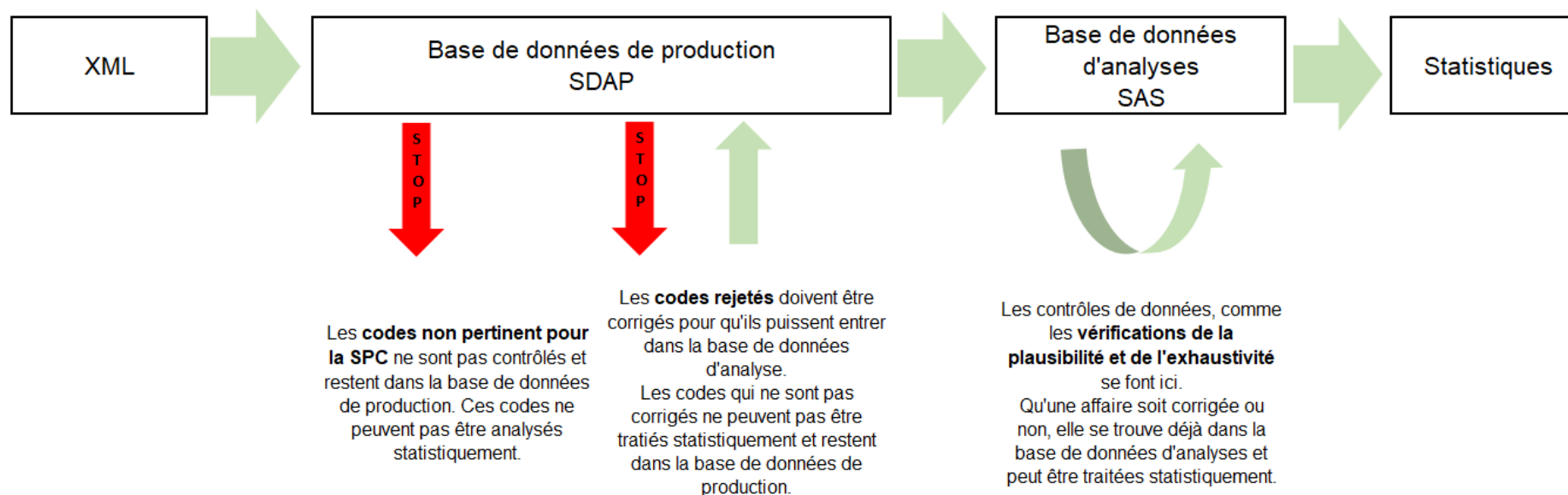
1.2.4 Non pertinent pour la SPC³⁵

Les codes avec la valeur *non pertinent pour la SPC* ne passent pas par les contrôles de données à l'OFS et ne sont pas analysés statistiquement. Si un tel code est transmis à l'OFS dans une affaire, il est uniquement importé dans la base de données de production dynamique (voir 1.3). Aucun contrôle des données n'est effectué, c'est-à-dire qu'il n'est pas rejeté et que l'affaire n'apparaît pas avec un message d'erreur dans le procès-verbal des données. Ce code ne se retrouve donc pas dans la base de données d'analyse (voir 1.3) et ne peut pas être traité statistiquement.

Les raisons pour lesquelles un code n'est pas pertinent pour la SPC sont par exemple lorsqu'une loi ne fait pas partie de la SPC selon le concept (par exemple le CPM) ou lorsque cela concerne des codes qui n'affectent pas la SPC (par exemple: perte de plaque, code supplémentaire AFIS, observation, etc.).

³⁵ Le paramètre de code PKS_WUERDIG dans la liste RIPOL ne dit rien sur le fait qu'un code soit rejeté ou non ou qu'il n'est pas pertinent pour la SPC. La logique et l'origine de ce paramètre ne sont pas claires. Il est recommandé de ne pas (plus) utiliser ce paramètre. En 2021, une décision sera prise sur l'utilisation de ce paramètre.

1.3 IMPORT ET CONTRÔLE DES DONNÉES DE LA SPC



1.4 LOIS

1.4.1 Code pénal (CP)

Codes rejetés

Il existe tout d'abord quatre codes qui sont exclusivement destinés au tribunal et sont donc rejetés:

1000139040	CP art. 139 et art. 160	vol en tant que jugement alternatif au recel
1000160060	CP art. 160 et art. 139	recel en tant que jugement alternatif au vol
1000303041	CP art. 303 et art. 307	dénonciation calomnieuse en tant que jugement alternatif au faux témoignage
1000307035	CP art. 307 et art. 303	faux témoignage en tant que jugement alternatif au dénonciation calomnieuse

En outre, quatre autres codes qui ne sont pas des infractions pénales et dont certains sont invalides depuis longtemps sont également rejetés:

1000047000	patronage	patronage
1000101000	CP art. 101	imprescriptibilité
1000172030	CP art. 172 ^{ter}	infractions d'importance mineure
1000308000	CP art. 308	atténuations de peines

Vol (règle spéciale)

Dans la SPC, il doit être possible d'analyser le vol en fonction de la forme du vol (vol par effraction, vol à l'étalage, vol par astuce, etc.). Par conséquent, quelques codes RIPOL valides et sélectionnables sont rejetés par l'OFS. Les cantons doivent remplacer les codes selon le texte légal rejetés par un code selon la forme du vol.

Les neuf codes suivants sont concernés:

1000139031	CP art. 139, ch. 1	vol simple
1000139032	CP art. 139, ch. 2	vol par métier
1000139033	CP art. 139, ch. 3, al. 2	vol en bande
1000139034	CP art. 139, ch. 4	vol, au préjudice des proches ou des familiers
1000139035	CP art. 139, ch. 3, al. 3	vol, avec arme dangereuse
1000139036	CP art. 139, ch. 3, al. 4	vol, en agissant de façon particulièrement dangereuse
1000139037	CP art. 139, ch. 2 et 3, al. 2	vol par métier et en bande
1000139038	CP art. 139, ch. 3 et 3, al. 3	vol par métier, avec arme dangereuse
1000139039	CP art. 139, ch. 2 et 3, al. 4	vol par métier, en agissant de façon particulièrement dangereuse

Codes obligatoires et facultatifs

Articles avec code générique

Pour la majorité des articles du CP, un code générique est disponible au niveau de l'article. Comme la SPC énumère généralement les infractions en fonction de l'article, il est sans importance pour la statistique qu'un canton enregistre une infraction avec le code générique ou de manière plus détaillée. C'est pourquoi il suffit, pour la SPC, que seul le code générique d'une infraction soit disponible pour la saisie dans les cantons. Dans ces cas, le code général est rendu obligatoire.

Exemple: art. 122 lésions corporelles graves

Exceptions: art. 140 brigandage, art. 156 extorsion et chantage, art. 183/184 séquestration ou enlèvement, art. 197 pornographie, art. 261^{bis} discrimination raciale, art. 260^{bis} actes préparatoires délictueux.

Articles sans code générique

En l'absence d'un code générique, les codes du niveau suivant (généralement des alinéas et des chiffres) sont rendus obligatoires.

Exemple: art. 198 désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel

Règle spéciale: art. 182 traite d'êtres humains

Brigandage

Dans la SPC il doit être possible d'identifier statistiquement l'art. 140 ch. 4 – brigandage avec atteinte grave à la victime resp. «brigandage aggravé». Comme il existe un code général et que, d'un point de vue pratique, il y a trop de codes détaillés pour faire une sélection significative des codes obligatoires, seul le code général est défini comme obligatoire et tous les codes détaillés sont définis comme facultatifs. Mais dès que le code général «1000140000 CP art. 140 – brigandage» ainsi que le code «1000140090 CP art. 140 – brigandage de véhicule (Car-Jacking)» sont saisis et transmis à l'OFS, ce message d'avertissement suit dans le procès-verbal des données:

«Un code général pour le brigandage a été saisi. S'il s'agit d'un brigandage avec atteinte grave à la victime, si la victime a été mise en danger de mort, a subi une lésion corporelle grave ou a traitée avec cruauté (ch.4), veuillez recoder en conséquence.»

Si le code général n'est pas recodé, il est automatiquement compté dans la catégorie des ch. 1-3.

Extorsion et chantage

Dans la SPC il doit être possible d'identifier statistiquement l'art. 156 ch. 3 – extorsion et chantage par brigandage. Tous les codes d'extorsion et chantage sont acceptés par l'OFS. Comme il existe un code général et que, d'un point de vue pratique, il y a trop de codes détaillés pour faire une sélection significative des codes obligatoires, seul le code

général est défini comme obligatoire et tous les codes détaillés sont définis comme facultatifs. Mais dès que le code général «1000156000 CP art. 156 – extorsion et chantage» ainsi que le code «1000156090 CP art. 156 – extorsion et chantage de véhicule» sont saisis et transmis à l'OFS, ce message d'avertissement suit dans le procès-verbal des données:

«Un code général pour l'extorsion et chantage a été saisi. S'il s'agit d'un extorsion ou chantage par brigandage, c'est-à-dire avec le recours à la violence contre une personne ou la menace d'un danger actuel pour la vie et l'intégrité corporelle d'une personne (ch.3), veuillez recoder en conséquence.»

Si le code général n'est pas recodé, il est automatiquement compté dans la catégorie des ch. 1, 2 et 4.

Traite d'êtres humains

Dans le cadre du deuxième plan d'action national de lutte contre la traite d'êtres humains, fedpol a été chargé de subdiviser l'article 182 relatif à la traite d'êtres humains pour les enquêtes statistiques en fonction des informations suivantes:

- Exploitation de leur travail
- Exploitation sexuelle
- Exploitation en vue du prélèvement d'un organe

Il y a donc six codes obligatoires. Trois selon le type d'exploitation pour l'alinéa 1 et trois pour l'alinéa 2 (cas aggravé).

Le code «1000182020 CP art. 182, al. 2 (Personne mineure: CP art. 97, al. 2 et 4)» ne devrait pas être saisi. Tous les codes relatifs à l'article 182, alinéa 2, en liaison avec l'article 97, sont définis comme étant facultatifs. Si le code 1000182020 est saisi, ce message d'erreur apparaîtra dans le procès-verbal données:

«Le code 1000182020 a été saisi. Merci de le remplacer par un des codes suivants: 1000182026 traite d'êtres humains, personne mineure, à des fins d'exploitation sexuelle, cas aggravé; 1000182027 traite d'êtres humains, personne mineure, à des fins d'exploitation de leur travail, cas aggravé; 1000182028 traite d'êtres humains, en vue du prélèvement d'un organe à une personne mineure, cas aggravé.»

Séquestration ou enlèvement

Dans la SPC il doit être possible d'identifier statistiquement l'art. 184 séquestration et enlèvement: circonstances aggravantes resp. cas aggravé. Bien qu'il existe un code général, deux codes sont rendus obligatoires pour la raison que nous venons d'évoquer:

1000183000	CP art. 183	séquestration ou enlèvement
1000183070	CP art. 183 et art. 184	séquestration ou enlèvement, cas aggravé

Pornographie

Dans la SPC il doit être possible d'identifier statistiquement l'art. 197, al. 1, aussi bien que al. 4 et 5 (pornographie dure). Bien qu'il existe un code général pour la pornographie (qui est rendu facultatif), les codes de cet article sont traités comme s'il n'y en avait pas. Ainsi, il existe sept codes obligatoires pour la pornographie:

1000197001	CP art. 197, al. 1	diffusion de pornographie à une personne de moins de 16 ans
1000197002	CP art. 197, al. 2, phrase 1	confrontation de tiers à la pornographie sans indication du contenu pornographique
1000197003	CP art. 197, al. 3	recrutement d'un mineur pour participer à une représentation pornographique
1000197041	CP art. 197, al. 4, phrase 1	diffusion de pornographie dure
1000197042	CP art. 197, al. 4, phrase 2	diffusion de pornographie dure contenant des actes d'ordre sexuel effectifs avec des mineurs
1000197051	CP art. 197, al. 5, phrase 1	actes destinés à la consommation propre de pornographie dure
1000197052	CP art. 197, al. 5, phrase 2	actes destinés à la consommation propre de pornographie dure contenant des actes d'ordre sexuel effectifs avec des mineurs

Si le code général qui est facultatif est saisi, ce message d'erreur apparaîtra dans le procès-verbal données:

«Le code générique pour pornographie 1000197000 a été saisi. Veuillez choisir un code plus détaillé si possible.»

Actes préparatoires délictueux

Dans la SPC il doit être possible d'identifier statistiquement les actes préparatoires délictueux (art. 260^{bis}, al. 1) au meurtre (let. a), à l'assassinat (let. b), aux lésions corporelles graves (let. c), à la mutilation d'organes génitaux féminins (let. c^{bis}), à la séquestration ou à l'enlèvement (let. e) et à la prise d'otages (let. f). Pour cette raison, les codes sont obligatoires au niveau de la disposition. Le code général pour CP art. 260^{bis}, al. 1, actes préparatoires délictueux est rendu facultatif. Si le code général (1000260021) est saisi, ce message d'avertissement apparaîtra dans le procès-verbal données

«Le code générique pour actes préparatoires délictueux 1000260021 a été saisi. Veuillez choisir un code plus détaillé si possible.»

Discrimination raciale

Dans la SPC il doit être possible d'identifier statistiquement la discrimination ou l'incitation à la haine, en raison de l'orientation sexuelle. Pour cette raison, deux codes sont rendus obligatoires (voir également le chapitre 2.13 Aide à la saisie):

1000261030	CP art. 261 ^{bis}	discrimination ou incitation à la haine, en raison de l'appartenance raciale, ethnique ou religieuse
1000261031	CP art. 261 ^{bis}	discrimination ou incitation à la haine, en raison de l'orientation sexuelle

1.4.2 Loi fédérale sur les stupéfiants (LStup)

Codes rejetés

Premièrement, il existe des codes qui sont exclusivement destinés aux tribunaux:

7000190018	LStup art. 19a, ch. 1 et 2, 1 ^{re} phrase	consommation de stupéfiants au sens de la loi sur les stupéfiants, cas de peu de gravité
7000190019	LStup, art. 19, al. 1, let. a, et art. 19a, ch. 1 et 2, 1 ^{re} phrase	contravention à la loi sur les stupéfiants, cultiver, fabriquer, produire d'autre manière, à des fins de consommation personnelle, cas de peu de gravité
7000190020	LStup art. 19, al. 1, let. b, et art. 19a, ch. 1 et 2, 1 ^{re} phrase	contravention à la loi sur les stupéfiants, entreposer, expédier, transporter, importer, exporter, passer en transit, à des fins de consommation personnelle, cas de peu de gravité
7000190021	LStup art. 19, al. 1, let. d, et art. 19a, ch. 1 et 2, 1 ^{re} phrase	contravention à la loi sur les stupéfiants, posséder, détenir, acquérir, s'en procurer d'autre manière, à des fins de consommation personnelle, cas de peu de gravité
7000190022	LStup art. 19, al. 1, let. g, et art. 19a, ch. 1 et 2, 1 ^{re} phrase	contravention à la loi sur les stupéfiants, prendre des mesures, à des fins de consommation personnelle, cas de peu de gravité
7000192015	LStup art. 19, al. 3, let. a	délit contre la loi sur les stupéfiants
7000192016	LStup art. 19, al. 3, let. b	crime contre la loi sur les stupéfiants, en vue de financer la consommation personnelle

Ensuite, trois codes (art. 23, al. 1) sont rejetés conformément à la décision du groupe de travail statistique (GTST) car il s'agit des infractions pénales au sens des articles 19 à 22 et de l'augmentation du niveau des sanctions.

7000230001	LStup art. 23, al. 1	contravention à la loi sur les stupéfiants, commise en qualité de fonctionnaire chargé de l'exécution au sens de cette même loi
7000230002	LStup art. 23, al. 1	délit contre la loi sur les stupéfiants, commise en qualité de fonctionnaire chargé de l'exécution au sens de cette même loi
7000230003	LStup art. 23, al. 1	crime contre la loi sur les stupéfiants, commise en qualité de fonctionnaire chargé de l'exécution au sens de cette même loi

De plus et concernant spécifiquement les crimes (anciennement: cas graves) en fonction des actes punissable spécifiques (anciennement: possession/saisie; culture/production; trafic; contrebande), quatre codes «trop généraux» sont rejetés pour l'art. 19, al. 2:

7000192007	LStup art. 19, al. 2, let. a	crime contre la loi sur les stupéfiants, avec mise en danger de la santé de nombreuses personnes
7000192008	LStup art. 19, al. 2, let. b	crime en bande contre la loi sur les stupéfiants
7000192009	LStup art. 19, al. 2, let. c	crime par métier contre la loi sur les stupéfiants

7000192012	LStup art. 19, al. 2, let. b et c	crime par métier et en bande contre la loi sur les stupéfiants
------------	-----------------------------------	--

À partir du 1.1.2021, de nouveaux codes de crimes ont été spécifiquement mis à disposition par RIPOL afin d'identifier à la fois les lettres a à c de l'art. 19, al. 2, ainsi que l'acte punissable spécifique correspondant aux infractions de l'art. 19, al. 1, lettres a à f.

Enfin, un code est également rejeté parce qu'il est «trop général» pour les analyses de la SPC:

7000191002	LStup, art. 19	infraction à la loi sur les stupéfiants
------------	----------------	---

Codes obligatoires et facultatifs

La classification des codes d'infraction LStup en obligatoire et facultatif est effectuée selon les catégories d'infraction nécessaires aux analyses de la SPC (voir chapitre 4 Aide à la saisie).

Règle spéciale: crimes selon l'art. 19, al.2

Comme mentionné ci-dessus, depuis le 1.1.2021, RIPOL a mis à disposition de nouveaux codes pour les crimes de l'article 19, al. 2. Il s'agit de quatre codes pour chacune des six lettres a, b, c, d, e, f de l'art. 19, al.1.

Seuls les codes de crime qui sont combinés avec l'art. 19, al. 2, let. a («avec mise en danger de la santé de nombreuses personnes») sont rendus obligatoires, car il n'est pas pertinent pour les analyses de la SPC de savoir si le crime a été commis en bande (let. b) et/ou par métier (let. c). Cependant, il est important de pouvoir identifier statistiquement l'art. 19, al. 1, en fonction de la lettre (c'est-à-dire en fonction de l'acte punissable spécifique).

Amendes d'ordre

Les amendes d'ordre ne sont pas saisies et analysées statistiquement dans la SPC. Pour cette raison, les codes correspondants sont marqués comme facultatifs. Néanmoins, l'OFS a publié jusqu'à fin 2021 des statistiques supplémentaires sur le nombre d'amendes d'ordre pour la consommation de stupéfiants ayant des effets de type cannabique par des adultes. Ces chiffres n'ont toutefois pas été recueillis dans le cadre de la SPC, mais par le biais d'une communication annuelle des cantons à l'OFS sur le nombre d'amendes d'ordre octroyées. Les deux codes des amendes d'ordre mis à disposition par RIPOL peuvent être utilisés par les cantons en fonction des besoins et peuvent également être transmis à l'OFS, mais ils ne sont pas analysés statistiquement.

1.4.3 Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI)

Codes rejetés

Premièrement, il y a deux codes qui n'affectent pas la LEI, mais une ordonnance qui ne peut pas être comptabilisée dans les statistiques de la LEI et sont donc rejetés:

3000120035	LEI art. 120, al. 2	contravention à la LF sur les étrangers et l'intégration
3000120036	LEI art. 120, al. 2	contravention par négligence à la LF sur les étrangers et l'intégration

Quatre autres codes sont rejetés parce qu'ils sont trop généraux pour les analyses de la SPC. Il est nécessaire que les cantons choisissent un code plus détaillé afin que l'infraction puisse être incluse dans la base de données d'analyse et faire l'objet d'un traitement statistique:

3000115001	LEI art. 115	infraction à la LF sur les étrangers et l'intégration
3000116001	LEI art. 116	infraction à la LF sur les étrangers et l'intégration
3000117001	LEI art. 117	emploi d'étrangers sans autorisation au sens de la LF sur les étrangers et l'intégration
3000118001	LEI art. 118	comportement frauduleux à l'égard des autorités au sens de la LF sur les étrangers et l'intégration

Codes obligatoires et facultatifs

La classification des codes d'infraction LEI en obligatoire et facultatif est effectuée selon les catégories d'infraction nécessaires pour les analyses de la SPC (voir chapitre 3 Aide à la saisie).

1.4.4 Loi fédérale sur la circulation routière (LCR)

Les infractions à la LCR sont saisies et analysées dans la SPC à titre facultatif, respectivement selon les besoins cantonaux. Moins de la moitié des cantons (à la fin de l'année 2020) souhaitent obtenir de l'OFS des analyses SPC sur les infractions à la LCR enregistrées par la police. **Pour cette raison, tous les codes qui sont valables et sélectionnables selon RIPOL sont définis comme étant facultatifs.** Les cantons peuvent demander à l'OFS une liste avec des informations sur les codes à saisir obligatoirement pour les catégories d'analyse.

Les codes LCR des cantons ayant une analyse LCR font l'objet d'un contrôle spécial des données - selon l'analyse souhaitée - avec les messages d'avertissement suivants:

«Le code générique 4000090000 pour l'art. 90 Violation des règles de la circulation a été saisi. Veuillez sélectionner un code plus détaillé (de contravention, délit ou crime), sinon l'infraction sera comptée comme une contravention.»

«Le code générique 4000096000 pour l'art. 96 a été saisi. Veuillez sélectionner un code plus détaillé, sinon l'infraction sera comptabilisée dans la catégorie «conduite sans permis de circulation ou sans autorisation.»

Ordonnances sur la circulation routière

À la demande des cantons, des analyses selon les ordonnances sur la circulation routière peuvent être demandées séparément de la statistique de la LCR. Les codes des ordonnances sur la circulation routière sont également tous définis comme étant facultatifs.